

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 27/07/2020

N° : 2020/173

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

**Page 3/243**

 **Décisions**

**Page 244/798**

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 20/032/CM

**Abrogation de l'arrêté 17/158/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Mc Donald's situé 15-19 quai des Belges 13001 à la SARL Sodeport représentée par Monsieur Mohamed Abbassi.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la circulation des piétons dans les conditions de sécurité requise ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 17/158/CM est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Juin 2020



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 17/158/CM portant occupation temporaire du domaine public pour l'établissement Mc Donald's situé 15-19 quai des Belges 13001 à la SARL Sodeport représentée par Monsieur Mohamed Abbassi est abrogé dans les six (6) mois qui suivent la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Que l'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/044/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la création de deux branchements électriques neufs dans la zone d'activités de la Gandonne sur la commune de Salon de Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande en date du 15 mai 2020 par laquelle la société ENEDIS située 445 avenue Ampère, 13591 Aix en Provence, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de branchements qui seront réalisés par la société Innovtec son sous-traitant, sur la ZA la Gandonne, 13300 Salon de Provence ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de branchements pour les besoins d'une entreprise de la zone d'activités, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

➤ Travaux effectués :

- Pose d'un RMBT600 en limite de propriété
- Déroulage sur 11 ml de câble 3 x 150 + 70 Al sous chaussée
- Déroulage sur 7 ml de câble 4 x 35 Al sous trottoir
- Dépose de 5 ml de câbles et d'un coffret dégradé

La voirie et les trottoirs devront être repris à l'identique.

La localisation est 4, rue de l'Estamaire sur la zone de la Gandonne à Salon de Provence.

Travaux réalisés entre le 01/06/2020 et le 31/08/2020

**Article 2 :**

Cette autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2020

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/045/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public pour le kiosque alimentaire situé Angle rue du Rouet / avenue Jules Cantini 13006 Marseille à la SARL le Bon Coin, représentée par Monsieur Abdelmejid Benyahia Tani .**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui règlemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

- La charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **CONSIDÉRANT**

- La demande déposée par la SARL le Bon Coin, représentée par Monsieur Abdelmejid Benyahia Tani, domiciliée : Le Hameau de Saint Cyr Bat. B -161 rue François Mauriac 13010, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

Angle rue du Rouet / avenue Jules Cantini 13006 Marseille

RC Marseille 880 803 978 00019.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL le Bon Coin, représentée par Monsieur Abdelmejid Benyahia Tani, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 6 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis angle rue du Rouet / avenue Jules Cantini 13006 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

### **Article 8**

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

### **Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

### **Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

### **Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.



Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/046/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille à Madame Sandrine Tidda, épouse Graillon**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- La demande déposée par Madame Sandrine Tidda, domiciliée : 4 allée Louis Borillo dit Dijon 13260 La Ciotat, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :  
529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille  
RC Marseille 394 653 877 00065.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Madame Sandrine Tidda, épouse Graillon, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 529 chemin de la Madrague ville 13015 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

#### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

#### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine

Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de « ses consommateurs » et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public,
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque),
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes.

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque

- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

### **Article 8**

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

### **Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

## **Arrêté n° 20/047/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public pour le kiosque presse situé 5 place Castellane 13006 Marseille à la SARL Jesib, représentée par Monsieur Guedj Joris**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 concernant le déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- La demande de la SARL JESIB, représentée par Monsieur Guedj Joris, domicilié 8 traverse du four Neuf 13009 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public situé 5 place Castellane 13006 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Jesib, représentée par Monsieur Guedj Joris, domicilié 8 traverse du Four Neuf 13009 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°881 968 853, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de seize mètres carrés (16m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 5 place Castellane 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020**



Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Événements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace

- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 11 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 12 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020**

## Arrêté n° 20/048/CM

### **Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 125 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 5 octobre 1990 approuvant le CCCT du lot 125, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 82/15 du Président du SAN Ouest Provence du 6 novembre 2015 ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 125, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 82/15 du Président du SAN Ouest Provence du 6 novembre 2015 ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession du Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 du CCCT du lot n° 125, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes du Cahier des Charges de Cession du Terrain de ce même lot.

**Article 2 :**

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession du Terrain demeurent inchangés.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 4 :**

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 125 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020**

## Arrêté n° 20/049/CM

### Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence - Engagement de la procédure de modification n°7

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n° HN-088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de Madame le Maire d'Aix-en-Provence du 15 octobre 2019 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;

- La délibération n° URB 017/7909/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 Barida ainsi que le règlement du Plan Local d'Urbanisme aux évolutions du parti d'aménagement du secteur de Barida.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Il est engagé la procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

La modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence porte sur l'adaptation de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 Barida ainsi que du règlement du Plan Local d'Urbanisme aux évolutions du parti d'aménagement du secteur de Barida.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité. Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juin 2020

## Arrêté n° 20/050/CM

**Abrogation de l'arrêté 20/006/CM portant occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie situé 16 Rond-Point de Mazargues/angle Boulevard de la Concorde 13009 à Marseille, à Monsieur Movses Avakian.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- Qu'après diverses mises en demeure d'ouvrir dans des délais impartis, restées sans réponse de la part de l'attributaire ;
- Que dans l'intérêt de la dépendance occupée, c'est-à-dire dans l'intérêt de sa conservation ou de son utilisation normale conformément à son affectation, l'arrêté 20/006/CM est abrogé.



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté 20/006CM portant occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie situé 16 Rond-Point de Mazargues/angle Boulevard de la Concorde 13009 à Marseille, à Monsieur Movses Avakian est abrogé dès la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté

### **Article 3 :**

L'abrogation de l'autorisation est sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/051/CM**

**Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé face au 16 place Jean Jaurès 13001 Marseille à Monsieur Hussein Abou Melhem**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## **CONSIDÉRANT**

- La fin de la première phase des travaux liés au réaménagement de la place Jean Jaurès à Marseille ;
- La demande déposée par Monsieur Hussein Abou Melhem, domiciliée : 45 place Jean Jaurès 13005 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante : Face au 16 place Jean Jaurès 13001 Marseille ; RM 754 074 144 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Monsieur Hussein Abou Melhem, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 12 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis face au 16 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/052/CM**

**Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé face au 40 place Jean Jaurès 13001 Marseille à la SAS O Dwitch, représentée par Monsieur Adel Argoubi**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l’arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille- Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L’arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d’entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L’arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d’hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L’arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L’arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l’exercice de certaines de ces attributions ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## **CONSIDÉRANT**

- La fin de la première phase des travaux liés au réaménagement de la place Jean Jaurès à Marseille ;
- La demande déposée par la SAS O Dwitch, représentée par Monsieur Adel Argoubi, Domiciliée : 4 Cours Lieutaud 13001 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :  
Face au 40 place Jean Jaurès 13001 Marseille ; RC Marseille 850 754 649 00018.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS O Dwitch, représentée par Monsieur Adel Argoubi, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 12 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis face au 40 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020



#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers .

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## **Arrêté n° 20/053/CM**

### **Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé face au 32 place Jean Jaurès 13001 Marseille à Monsieur Philippe Grimaldi**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- La fin de la première phase des travaux liés au réaménagement de la place Jean Jaurès à Marseille ;
- La demande déposée par Monsieur Philippe Grimaldi, domicilié : 68 avenue de Toulon 13006 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante : face au 32 place Jean Jaurès 13001 Marseille ; RC Marseille 341 786 663 00029.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Monsieur Philippe Grimaldi, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 12 m<sup>2</sup> sur le domaine public, sis face au 32 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

#### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle
- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020



## **Arrêté n° 20/054/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque presse situé 376 avenue du Prado 13008 Marseille à la SARL Kiosque Minute, représentée par Monsieur Jean-Stanislas Colin**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions ;

### **CONSIDÉRANT**

- La demande de la SARL Kiosque Minute, représentée par Monsieur Jean-Stanislas Colin, domicilié 40 avenue de la Jarre 13009 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public situé 376 avenue du Prado 13008 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Kiosque Minute, représentée par Monsieur Jean-Stanislas Colin, domicilié 40 avenue de la Jarre 13009 Marseille, immatriculé au RCS Marseille sous le n°882 464 910, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de douze mètres carrés (12m<sup>2</sup>) sur le domaine public, situé 376 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

## **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux

- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 11 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

**Article 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

## Arrêté n° 20/055/CM

**Abrogation de l'autorisation d'occupation temporaire n°20/007/CM du 4 février 2020 accordée à la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty, pour le kiosque à jus de fruits frais situé 111 La Canebière à Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions ;

### CONSIDÉRANT

- L'autorisation d'occupation temporaire n°20/007/CM du 4 février 2020 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty, pour l'exploitation d'un kiosque à jus de fruits frais situé 111 La Canebière 13001 à Marseille ;
- La demande de désistement de la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémy Libraty du 15 mai 2020, pour des raisons personnelles.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n°20/007/CM du 4 février 2020 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS J.K Fruits, représentée par Monsieur Jérémie Libraty, pour l'exploitation d'un kiosque à jus de fruits frais situé 111 La Canebière 13001 à Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/056/CM

### **Abrogation de l'arrêté d'occupation du domaine public n° 19/263/CM du 17 décembre 2019, accordé à Gladys Diaz pour le kiosque situé 8 boulevard Sauvage 13014 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l’arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L’arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l’exercice de certaines de ces attributions ;
- L’autorisation d’occupation temporaire n°19/263/CM du 17 décembre 2019 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame Gladys Diaz pour l'exploitation du kiosque alimentaire sis 8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 à Marseille.

## **CONSIDÉRANT**

- L'arrêté n°19/263/CM du 17 décembre 2019 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame Gladys Diaz pour l'exploitation du kiosque alimentaire sis 8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 à Marseille ;
- La demande de désistement de Madame Gladys Diaz, du 8 juin pour des raisons personnelles.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n°19/263/CM du 17 décembre 2019 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame Gladys Diaz pour l'exploitation du kiosque alimentaire sis 8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 à Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**



## **Arrêté n° 20/057/CM**

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque presse situé 90 avenue du Prado 13008 Marseille à Madame Myriam Hoertz**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La demande de Madame Myriam Hoertz, domiciliée 28 rue George 13005 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public situé 90 avenue du Prado 13008 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Madame Myriam Hoertz, domiciliée 28 rue George 13005 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n°883 928 269, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une surface de douze mètres carrés (12m<sup>2</sup>) sur le domaine public, situé 90 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle
- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Événements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

#### **Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 11 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## **Arrêté n° 20/058/CM**

### **Abrogation de l'arrêté d'occupation temporaire n°20-004-CM accordé à Pedro Toro pour le kiosque presse situé 83 avenue Foch 13004 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- L'autorisation d'occupation temporaire n°20/004/CM du 4 février 2020 délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Pedro Toro, pour l'exploitation d'un kiosque presse situé 83 avenue Foch 13004 à Marseille ;
- La demande de désistement présentée par Monsieur Pedro Toro, du 25 mai 2020, pour des raisons personnelles.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n°20/004/CM du 4 février 2020 délivré par la Métropole Aix-Marseille-Provence Monsieur Pedro Toro, pour l'exploitation d'un kiosque presse situé 83 avenue Foch 13004 à Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/059/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public modificatif pour le kiosque alimentaire sis 66 boulevard Michelet 13008 Marseille à la SARL Victoria, représentée par Monsieur Frédéric Martinez**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 16/548/CM, délivré le 21 décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SARL Victoria, représentée par Monsieur Frédéric Martinez, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire situé 66 Boulevard Michelet 13008 Marseille ;
- La modification de la surface d'emprise sur le domaine public et la mise à disposition de toilettes, suite à une extension du kiosque.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

L'arrêté n°16/548/CM, délivré le 21 décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SARL Victoria, représentée par Monsieur Frédéric Martinez, est abrogé.

#### **Article 2 :**

La SARL Victoria, représentée par Monsieur Frédéric Martinez, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de vingt et un mètres carrés (21 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 66 boulevard Michelet 13008 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

#### **Article 5 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**



#### **Article 6 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de « ses consommateurs » et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque).
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes.

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

#### **Article 7 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle
- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile lié aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/060/CM

### Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque presse situé 1 place de Strasbourg 13003 à Marseille à Madame Marguerite Cohen

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### CONSIDÉRANT

- La demande de Madame Marguerite Cohen, domiciliée 1 rue Francis Davso 13001 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public situé 1 place de Strasbourg 13003 Marseille

#### ARRETE

##### Article 1 :

Madame Marguerite Cohen, domiciliée 1 rue Francis Davso 13001 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n°424 293 397, est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une

surface de seize mètres carrés (16 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, situé 1 place de Strasbourg 13003 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

#### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juin 2020

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers,

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle
- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Événements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers

- Pertes d'exploitation

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 11 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité

**Article 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juin 2020



## Arrêté n° 20/061/CM

### **Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement La Chope D'or situé 32 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL Magere, représentée par Marc Magère**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 18/044/CM délivrée le 30 mars 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Magere, représentée par Marc Magere, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement La Chope d'or situé 32 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Magere, représentée par Marc Magere, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 32 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 18/044/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/062/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Grand Comptoir de Paris situé 34 Quai du Port 13002 à Marseille SARL GCP, représentée par Laura D'Arcangelo**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/332/CM délivrée le 16 octobre 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL GCP, représentée par Laura D'Arcangelo, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Grand Comptoir de Paris situé 34 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL GCP, représentée par Laura D'Arcangelo, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 34 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix (1,10m) de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.  
Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/332/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/063/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement La brasserie du Port situé 25 Quai des Belges 13001 à Marseille à la SARL La Brasserie du port, représentée par Halid Aazizi**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19,
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/152/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL La Brasserie du port, représentée par Halid Aazizi, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement La Brasserie du port situé 25 Quai des Belges 13001 à Marseille.

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL La Brasserie du port, représentée par Halid Aazizi, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 25 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.  
Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/152/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020**

## Arrêté n° 20/064/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement la Brasserie le Soleil situé 27 Quai des Belges 13001 à la SARL Le Soleil, représentée par Jean François Nottoli**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/153/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Le Soleil, représentée par Jean François Nottoli, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement la Brasserie le Soleil situé 27 Quai des Belges 13001 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Le Soleil, représentée par Jean François Nottoli, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 27 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.  
Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/153/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**



## Arrêté n° 20/065/CM

### **Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Glacier Amarino situé 29 Quai des Belges 13001 à la SARL Du Vieux Port, représentée par Guillaume Delmotte**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/154/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Du Vieux Port, représentée par Guillaume Delmotte, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Glacier Amarino situé 29 Quai des Belges 13001 à Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Du Vieux Port, représentée par Guillaume Delmotte, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 29 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.  
Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/154/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/066/CM

### **Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Pizza Del Arte situé 31 Quai des Belges 13001 à Marseille à la SAS Manafate, représentée par Fabien Bastard**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/156/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Manafate, représentée par Fabien Bastard, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Pizza Del Arte situé 31 Quai des Belges 13001 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Manafate, représentée par Fabien Bastard, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 31 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/156/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/067/CM**

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Hippopotamus situé 33 Quai des Belges 13001 à la SNC Hippo Gestion et CIE, représentée par Vincent Lemaitre**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

**CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/228/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SNC Hippo Gestion et CIE, représentée par Vincent Lemaitre, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Hippopotamus situé 33 Quai des Belges 13001 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SNC Hippo Gestion et CIE, représentée par Vincent Lemaitre, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 33 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/228/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/068/CM**

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement L'Entrecote situé 37 Quai des Belges 13001 SAS L' Entrecote Canebière, représentée par Pierre Pappalardo**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

**CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**

- L'autorisation n° 18/063/CM délivrée le 29 mai 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS L'Entrecote Canebière, représentée par Pierre Pappalardo, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement L'Entrecote situé 37 Quai des Belges 13001 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS L'Entrecote Canebière, représentée par Pierre Pappalardo, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 37 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.  
Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 18/063/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/069/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le vieux port situé 39 Quai des Belges 13001 à la SNC 39 Quai des Belges, représentée par Maryse Pantel**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19,
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/157/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SNC 39 Quai des Belges, représentée par Maryse Pantel, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Vieux Port situé 39 Quai des Belges 13001 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SNC 39 Quai des Belges, représentée par Maryse Pantel, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 39 Quai des Belges 13001 à Marseille, dans la limite d'un mètre de longueur à partir du cloutage au sol.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/157/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020

## Arrêté n° 20/070/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Bistrot Pernod situé 6 Quai du Port 13002 à la SAS A.F. Resto, représentée par Anouchik Moradian**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 19/103/CC délivrée le 6 mai 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS A.F. Resto, représentée par Anouchik Moradian, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Bistrot Pernod situé 6 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS A.F. Resto, représentée par Anouchik Moradian, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 6 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 19/103/CC restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020**

## Arrêté n° 20/071/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Bazar de Cesar situé 22 Quai du Port 13002 à la SASU Cesar, représentée par Georges Bataille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 19/102/CM délivrée le 29 mai 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SASU Cesar, représentée par Georges Bataille, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Bazar de Cesar situé 22 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SASU Cesar, représentée par Georges Bataille, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 22 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 19/102/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020**

## Arrêté n° 20/072/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement la Samaritaine situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille à la SAS Les Brasseries MCA, représentée par Eric Descous**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 18/132/CM délivrée le 31 juillet 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Les Brassseries MCA, représentée par Eric Descous, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Les Brassseries MCA, représentée par Eric Descous, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 18/132/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020



## Arrêté n° 20/073/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Une table au Sud situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL LKT, représentée par Karine Poncet.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;

- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/191/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL LKT, représentée par Karine Poncet, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement « Une table au Sud » situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL LKT, représentée par Karine Poncet, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/191/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020**

## Arrêté n° 20/074/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement « Richaud Souvenirs » situé 2 Quai du Port 13002 à la SAS Manassas, représentée par Pierre-Henri Vial**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 19/101/CM délivrée le 28 mai 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Manassas, représentée par Pierre-Henri Vial, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement « Richaud Souvenirs » situé 2 quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Manassas, représentée par Pierre-Henri Vial, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 2 quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 19/101/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020**

## Arrêté n° 20/075/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Haagen Dazs situé 02 Quai du Port 13002 à Marseille, à la SARL Julsyna, représentée par Sylvie Payen**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/190/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Julsyna, représentée par Sylvie Payen, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Haagen Dazs situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Julsyna, représentée par Sylvie Payen, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 2 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/190/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020

## Arrêté n° 20/077/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Petit Pernod situé 10 Quai du Port 13002 à Marseille à la SAS Gabriella, représentée par Frédéric Tchomlekdjioglou**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/185/CM délivrée le 3 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Gabriella, représentée par Frédéric Tchomlekdjioglou, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Petit Pernod situé 10 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Gabriella, représentée par Frédéric Tchomlekdjioglou, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 10 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/185/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/078/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Miramar situé 12 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL Le Miramar La Vraie Bouillabaisse, représentée par Christian Buffa**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/186/CM délivrée le 3 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Le Miramar La Vraie Bouillabaisse, représentée par Christian Buffa, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Miramar situé 12 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Le Miramar La Vraie Bouillabaisse, représentée par Christian Buffa, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 12 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/186/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/079/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement L'Hippocampe situé 14 Quai du Port 13002 à Marseille à la SAS Parte, représentée par Laurent Tubau**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

- L'autorisation n° 17/187/CM délivrée le 3 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Parte, représentée par Laurent Tubau, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement L'Hippocampe situé 14 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Parte, représentée par Laurent Tubau, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 14 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix (1,10m) de longueur à partir du devant du caniveau blanc ;

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/187/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/080/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Glacier Marina situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL Marina, représentée par Myriam Aissat**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 20/015/CM délivrée le 11 mai 2020 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Marina, représentée par Myriam Aissat, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Glacier Marina situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Marina, représentée par Myriam Aissat, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix, de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 20/015/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/081/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Le Casa Nova situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille à la SAS Tomova, représentée par Anthony Marrara**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

- L'autorisation n° 17/129/CM délivrée le 2 juin 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Tomova, représentée par Anthony Marrara, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Le Casa Nova situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Tomova, représentée par Anthony Marrara, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 16 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/129/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/082/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement La Résidence du Vieux Port situé 18 Quai du Port 13002 à Marseille à la SA Des Grands Hotels du Port, représentée par Alain Paulin**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/193/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SA Des Grands Hotels du Port, représentée par Alain Paulin, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement La Résidence du Vieux Port situé 18 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SA Des Grands Hotels du Port, représentée par Alain Paulin, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 18 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/193/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/083/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement établissement O Bienvenu situé 20 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL O Bienvenu, représentée par Marc Boré**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/194/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL O Bienvenu, représentée par Marc Boré, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement O Bienvenu situé 20 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL O Bienvenu, représentée par Marc Boré, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 20 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/194/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/084/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Manufactory situé 24 Quai du Port 13002 à Marseille à la SASU Markusofmars représentée par Monsieur Emmanuel Ramoleux**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;

- L'autorisation n° 17/141/CM délivrée le 31 mai 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SASU Markusofmars, représentée par Emmanuel Ramoleux, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Manufactory situé 24 Quai du Port 13002 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SASU Markusofmars, représentée par Emmanuel Ramoleux, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 24 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/141/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/085/CM

**Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement Chez Roger situé 28 Quai du Port 13002 à Marseille à la SARL Chez Roger, représentée par Jean Luc Damestoy**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### CONSIDÉRANT

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/195/CM délivrée le 5 juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Chez Roger, représentée par Jean Luc Damestoy, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement Chez Roger situé 28 Quai du Port 13002 à Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL Chez Roger, représentée par Jean Luc Damestoy, est autorisée, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 28 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/195/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/086/CM

### **Arrêté d'occupation du domaine public pour extension provisoire de la terrasse de l'établissement L'Ile aux Trésors situé 30 Quai du Port 13002 à Marseille à Marc Cabrolier**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

#### **CONSIDÉRANT**

- La mise en place de mesures de distanciation lors de la réouverture des établissements recevant du public, suite à la pandémie du COVID 19 ;
- La nécessité d'autoriser une augmentation provisoire de la surface occupée, jusqu'au 30 septembre 2020, afin de compenser la perte de clientèle ;
- L'autorisation n° 17/133/CM délivrée le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Marc Cabrolier, pour l'occupation d'une terrasse au droit de son établissement L'Ile aux Trésors situé 30 Quai du Port 13002 à Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Marc Cabrolhier, est autorisé, jusqu'au 30 septembre 2020, d'agrandir la terrasse de son établissement situé 30 Quai du Port 13002 à Marseille, dans la limite d'un mètre dix de longueur à partir du devant du caniveau blanc.

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

### **Article 2 :**

Tout manquement aux prescriptions énoncées ci-dessus est passible d'une amende, et d'une abrogation immédiate de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 17/133/CM restent en vigueur.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/087/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 160 avenue des Peintres Roux 13011 Marseille à la SAS Le Valentinois, représentée par Monsieur Christophe Galiberti**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## **CONSIDÉRANT**

- La demande déposée par la SAS Le Valentinois, représentée par Monsieur Christophe Galiberti, domiciliée : 160 avenue des Peintres Roux 13011 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

160 avenue des Peintres Roux 13011 Marseille  
Enregistrée au RC Marseille n° 883 529 471

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Le Valentinois, représentée par Monsieur Christophe Galiberti, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés sur le domaine public, sis 160 avenue des Peintres Roux 13011 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque,
- aux biens et à la personne des tiers.

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

#### **Article 8**

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- La Responsabilité Civile Professionnelle
- La Responsabilité Civile Exploitation
- La Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

#### **Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

#### **Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

#### **Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/088/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 2 boulevard Ampère 13014 Marseille à Isabelle Attard**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.



## **CONSIDÉRANT**

La demande déposée par Madame Isabelle Attard, née Margouin, domiciliée : 30 chemin du Jas Vieux 13620 Carry-le Rouet, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

2 boulevard Ampère 13014 Marseille  
RC Aix en Provence 883 763 112.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Madame Isabelle Attard, née Margouin, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés, sur le domaine public, sis 2 boulevard Ampère 13014 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

#### **Article 8**

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/089/CM**

**Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 344.B situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession du Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 344.B ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 344.B ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du PLU de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 344.B, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

#### **Article 2 :**

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

**Article 4 :**

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 344.B situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juillet

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

## Arrêté n° 20/090/CM

### Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot N° 252 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 30 novembre 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 252 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020



- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 252 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du PLU de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité ;
- Que la demande du propriétaire du lot qui souhaite l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 252, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I et modifiant l'avant dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes du Cahier des Charges de Cession du Terrain de ce même lot.

#### **Article 2 :**

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession du Terrain demeurent inchangés.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

Laugier – 13800 Istres.

**Article 4 :**

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 252 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 03 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/091/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 19-2b  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020

- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 19-2b, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 19-2b situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

**Arrêté n° 20/092/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 19-2a  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 19-2a, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 3 :**

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 19-2a situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

**Arrêté n° 20/093/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour Exploitation de panneaux publicitaires sur le territoire de la Commune de Marseille par la société Pisoni France**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L581-8, L581-9, L581-10 et L581-14 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dans son chapitre III ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
- La délibération FCT 006-374/12/CC du 29 juin 2012 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les dispositifs publicitaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement Local de Publicité en vigueur de la Commune de Marseille ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence en vigueur ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le présent arrêté a pour objet l'occupation du domaine public et définit les conditions et les modalités selon lesquelles la société Pisoni Publicité, désignée ci-après le « pétitionnaire », demeurant 2 Chemin de Sartoux – 06370 Mouans Sartoux. RCS : Cannes B 334 111 598, est autorisée à exploiter les panneaux publicitaires listés en annexe.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exploiter des panneaux publicitaires listés en annexe sur le territoire de la Commune de Marseille.

### **Article 2 :**

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni vendue. La liste relative aux sites d'implantation des panneaux, jointe en annexe, pourra être complétée au fur et à mesure lors de nouvelles implantations par le pétitionnaire de panneaux publicitaires sur le domaine public, sur le territoire de la commune de Marseille. La redevance d'occupation du domaine public sera calculée en conséquence. Le pétitionnaire s'engage à prendre à sa charge les frais de raccordement et de branchement aux divers réseaux de fluides.

### **Article 3 :**

Le pétitionnaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année. Le pétitionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'exploitation des ouvrages au titre du présent arrêté.

Le pétitionnaire procédera à ses frais au rétablissement des lieux dans le cas où l'aménagement réalisé deviendrait inutile. Le pétitionnaire s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur notamment, et à effectuer les travaux nécessaires pour les rendre conformes. Le pétitionnaire s'engage pendant toute la durée de l'occupation à maintenir en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté, les dispositifs d'affichage publicitaire installés, commercialisés ou non. Il s'engage à ses frais à effectuer toutes les réparations rendues nécessaires par la vétusté ou la détérioration de ses dispositifs et si nécessaire à les remplacer.

### **Article 4 :**

A défaut d'entretien et/ou de dégradation durant six mois consécutifs du (ou des) panneau(x), objet du présent arrêté, constaté par procès-verbal, le pétitionnaire s'engage à remettre en l'état le domaine public et à enlever le(s) dit(s) panneau(x) dans les trente jours suivants la demande. Le pétitionnaire s'engage en outre sans délai à enlever tout matériel publicitaire (panneaux, support, affiche ou autre...) rendant dangereux la présence de celui-ci sur le domaine public.

De même, en cas d'aménagement de voirie nécessitant une dépose de panneaux publicitaires, soit momentanément, soit définitivement, le pétitionnaire sera informé d'une demande de retrait de ses équipements au moins un mois avant cette suppression.



Il devra se conformer aux délais mentionnés dans cette demande sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité. En l'absence de remise en état dans les délais impartis, celle-ci sera effectuée par la Métropole Aix Marseille Provence aux frais du pétitionnaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 :**

##### **Redevance :**

La présente permission est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par la délibération en vigueur relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public.

##### **Paiement :**

La redevance sera payable d'avance pour chaque année civile, dans les trente jours suivant la réception du titre de recette émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour la première et la dernière année d'occupation, la redevance sera établie au prorata temporis par mois entier indivisible. La première redevance sera due dès la mise en place des panneaux publicitaires actés par un procès-verbal de réception.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

#### **Article 6 :**

La permission est accordée à titre précaire et révocable, limitée à une durée de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Si le pétitionnaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation. La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant :

- Soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du pétitionnaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au pétitionnaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose du panneau publicitaire aux frais du pétitionnaire.

- Soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations sera transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Le requérant pourra saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

**Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique, au règlement de voirie et au règlement local de publicité en vigueur à Marseille.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**ANNEXE**

<b>SITE</b>	<b>ARRONDISSEMENT</b>	<b>NATURE PUBLICITAIRE</b>	<b>NOMBRE DE FACES TAXABLES</b>
27 Bd Jean Moulin/ Faculté de Médecine	13005	double face	6
Pl. de Pologne	13010	simple face	3
171 Chemin De Ste Marthe / Traverse du Canet	13014	double face	6

## Arrêté n° 20/094/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public pour l'exploitation de panneaux publicitaires sur le territoire de la commune de Marseille par la société Clear Channel France**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L581-8, L581-9, L581-10 et L581-14 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dans son chapitre III ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
- La délibération FCT 006-374/12/CC du 29 juin 2012 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les dispositifs publicitaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement Local de Publicité en vigueur de la commune de Marseille ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille-Provence en vigueur ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le présent arrêté a pour objet l'occupation du domaine public et définit les conditions et les modalités selon lesquelles la société Clear Channel France, désignée ci-après le « pétitionnaire », demeurant ZI Les Paluds – 775 Avenue des Paluds -13400 Aubagne. RCS : Nanterre B 572 050 334, est autorisée à exploiter les panneaux publicitaires listés en annexe.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exploiter des panneaux publicitaires listés en annexe sur le territoire de la Commune de Marseille.

### **Article 2 :**

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni vendue. La liste relative aux sites d'implantation des panneaux, jointe en annexe, pourra être complétée au fur et à mesure lors de nouvelles implantations par le pétitionnaire de panneaux publicitaires sur le domaine public, sur le territoire de la Commune de Marseille. La redevance d'occupation du domaine public sera calculée en conséquence. Le pétitionnaire s'engage à prendre à sa charge les frais de raccordement et de branchement aux divers réseaux de fluides.

### **Article 3 :**

Le pétitionnaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année. Le pétitionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'exploitation des ouvrages au titre du présent arrêté.

Le pétitionnaire procédera à ses frais au rétablissement des lieux dans le cas où l'aménagement réalisé deviendrait inutile. Le pétitionnaire s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur notamment, et à effectuer les travaux nécessaires pour les rendre conformes. Le pétitionnaire s'engage pendant toute la durée de l'occupation à maintenir en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté, les dispositifs d'affichage publicitaire installés, commercialisés ou non. Il s'engage à ses frais à effectuer toutes les réparations rendues nécessaires par la vétusté ou la détérioration de ses dispositifs et si nécessaire à les remplacer.

### **Article 4 :**

A défaut d'entretien et/ou de dégradation durant six mois consécutifs du (ou des) panneau(x), objet du présent arrêté, constaté par procès-verbal, le pétitionnaire s'engage à remettre en l'état le domaine public et à enlever le(s) dit(s) panneau(x) dans les trente jours suivants la demande. Le pétitionnaire s'engage en outre sans délai à enlever tout matériel publicitaire (panneaux, support, affiche ou autre...) rendant dangereux la présence de celui-ci sur le domaine public.

De même, en cas d'aménagement de voirie nécessitant une dépose de panneaux publicitaires, soit momentanément, soit définitivement, le pétitionnaire sera informé d'une demande de retrait de ses équipements au moins un mois avant cette suppression.

Il devra se conformer aux délais mentionnés dans cette demande sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité. En l'absence de remise en état dans les délais impartis, celle-ci sera effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais du pétitionnaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 :**

##### **Redevance :**

La présente permission est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par la délibération en vigueur relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public.

##### **Paie ment :**

La redevance sera payable d'avance pour chaque année civile, dans les trente jours suivant la réception du titre de recette émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour la première et la dernière année d'occupation, la redevance sera établie au prorata temporis par mois entier indivisible. La première redevance sera due dès la mise en place des panneaux publicitaires actés par un procès-verbal de réception.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

#### **Article 6 :**

La permission est accordée à titre précaire et révocable, limitée à une durée de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Si le pétitionnaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation. La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant :

- Soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du pétitionnaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au pétitionnaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose du panneau publicitaire aux frais du pétitionnaire.

-Soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations sera transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Le requérant pourra saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique, au règlement de voirie et au règlement local de publicité en vigueur à Marseille.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## ANNEXE

<b>N° INSTALLATION PUBLICITAIRE</b>	<b>SITE</b>	<b>ARRONDISSEMENT</b>	<b>NATURE PUBLICITAIRE</b>	<b>NOMBRE DE FACES TAXABLES</b>
805132040018	Av. Chutes Lavie / Modeste	13004	double face	6
805132040019	Av. Flemming /Angle Palmieri- (accès Av. Chutes Lavie)	13004	double face	6
805132040020	Avenue Alexandre Flemming (face au Dôme)	13004	simple face	3
805 132040021	Avenue Françoise Duparc (devant le piscine Vallier)	13005	double face	6
805132080017	243 Av. de Mazargues / Bd Barral	13008	simple face	3
805132080013	Ch. Du Roy d'Espagne face Impasse Paradou	13008	double face	6
805132080011	Bd Hambourg angle Bd Baptistin	13008	double face	6
805132080042	156 Av. de Mazargues	13009	double face	6
805132090029	Av. Viton / Ecole d'infirmière	13009	double face	6
805132090034	Rue Augustin Aubert / Aviateur Lebrix niveau parking	13009	double face	6
80513090010	Rte Léon Lachamp	13009	double face	6
805132090013	31 Bd Schloesing	13009	double face	6
805132090011	Av. Ste Marguerite proximité Palais des Sports	13009	double face	6
805132090009	Av. Clot Bey devant le Collège	13009	double face	6
805132090006	Av. Ludovic Lègre - Stade le Cesne	13009	simple face	3
805132090027	28 Bd de la Pugette	13009	double face	6
80513210017	220 Bd St Loup	13010	double face	6



## Arrêté n° 20/095/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de panneaux publicitaires sur le territoire de la commune de Marseille par la société JCDecaux France**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L581-8, L581-9, L581-10 et L581-14 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dans son chapitre III ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
- La délibération FCT 006-374/12/CC du 29 juin 2012 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les dispositifs publicitaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement Local de Publicité en vigueur de la Commune de Marseille ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence en vigueur ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le présent arrêté a pour objet l'occupation du domaine public et définit les conditions et les modalités selon lesquelles la société JC Decaux France, désignée ci-après le « pétitionnaire », demeurant 25 Boulevard Cartonnerie - CS 10111 - 13921 Marseille Cedex 11. RCS : Nanterre B 622 044 501, est autorisée à exploiter les panneaux publicitaires listés en annexe.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exploiter des panneaux publicitaires listés en annexe sur le territoire de la Commune de Marseille.

### **Article 2 :**

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni vendue. La liste relative aux sites d'implantation des panneaux, jointe en annexe, pourra être complétée au fur et à mesure lors de nouvelles implantations par le pétitionnaire de panneaux publicitaires sur le domaine public, sur le territoire de la Commune de Marseille. La redevance d'occupation du domaine public sera calculée en conséquence. Le pétitionnaire s'engage à prendre à sa charge les frais de raccordement et de branchement aux divers réseaux de fluides.

### **Article 3 :**

Le pétitionnaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année. Le pétitionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'exploitation des ouvrages au titre du présent arrêté.

Le pétitionnaire procédera à ses frais au rétablissement des lieux dans le cas où l'aménagement réalisé deviendrait inutile. Le pétitionnaire s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur notamment, et à effectuer les travaux nécessaires pour les rendre conformes. Le pétitionnaire s'engage pendant toute la durée de l'occupation à maintenir en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté, les dispositifs d'affichage publicitaire installés, commercialisés ou non. Il s'engage à ses frais à effectuer toutes les réparations rendues nécessaires par la vétusté ou la détérioration de ses dispositifs et si nécessaire à les remplacer.

### **Article 4 :**

A défaut d'entretien et/ou de dégradation durant six mois consécutifs du (ou des) panneau(x), objet du présent arrêté, constaté par procès-verbal, le pétitionnaire s'engage à remettre en l'état le domaine public et à enlever le(s) dit(s) panneau(x) dans les trente jours suivants la demande. Le pétitionnaire s'engage en outre sans délai à enlever tout matériel publicitaire (panneaux, support, affiche ou autre...) rendant dangereux la présence de celui-ci sur le domaine public.

De même, en cas d'aménagement de voirie nécessitant une dépose de panneaux publicitaires, soit momentanément, soit définitivement, le pétitionnaire sera informé d'une demande de retrait de ses équipements au moins un mois avant cette suppression. Il devra se conformer aux délais mentionnés dans cette demande sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En l'absence de remise en état dans les délais impartis, celle-ci sera effectuée par la Métropole Aix Marseille Provence aux frais du pétitionnaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 :**

##### **Redevance :**

La présente permission est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par la délibération en vigueur relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public.

##### **Paiement :**

La redevance sera payable d'avance pour chaque année civile, dans les trente jours suivant la réception du titre de recette émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour la première et la dernière année d'occupation, la redevance sera établie au prorata temporis par mois entier indivisible. La première redevance sera due dès la mise en place des panneaux publicitaires actés par un procès-verbal de réception.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

#### **Article 6 :**

La permission est accordée à titre précaire et révocable, jusqu'au 31 décembre 2020.

#### **Article 7 :**

Si le pétitionnaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation. La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant :

- Soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du pétitionnaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au pétitionnaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose du panneau publicitaire aux frais du pétitionnaire.

- Soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations sera transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Le requérant pourra saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique, au règlement de voirie et au règlement local de publicité en vigueur à Marseille.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## ANNEXE

<b>Code Emplacements</b>	<b>SITE</b>	<b>ARRONDISSEMENT</b>	<b>NATURE PUBLICITAIRE</b>	<b>NOMBRE DE FACES TAXABLES</b>
13202.00061	38 Bd de Dunkerque Esplanade après BMW	13002	simple face	3
13203.00035	Rue Junot / Rue de Crimée / Rue Hoche	13003	simple face	3
13204.00060	1 Bd Sakakini / 44 Av. Maréchal Foch ( déplacé Françoise Duparc)	13004	simple face	3
13204.00065	Rd Point Darcy / Av. Flemming / Bd Maréchal Juin	13004	simple face	3
13205.00038	107 Bd Sakakini / Ch. St Jean du Désert	13005	simple face	3
13208.00159	Av. Clot Bey Lycée Daumier	13008	double face	6
13208.00164	82 Av. de Hambourg / Av. d'Haïfa	13008	simple face	3
13210.00278	Bd Paul Claudel / Ch. Vallon de Toulouse	13010	simple face	3
13210.00285	Pl. Général Ferrié	13010	simple face	3
13211.00065	Angle Rue Léon Bancal	13011	simple face	3
13212.00359	375 Av. des Poilus sur Parking	13012	double face	6
13212.00371	87 Av. St Julien / Imp. Bonnasse	13012	double face	6
13213.00029	Av.de la Rose / Brico Dépôt	13013	simple face	3
13213.00393	165 Av. des Olives	13013	simple face	3
13213.00397	23 Av. des Olives / Face S8	13013	double face	6
13214,00456	Face 58 Bd Capitaine Gèze	13014	double face	6
13214.00474	Ch. De Ste Marthe / Poste St Barthélémy	13014	double face	6

## Arrêté n° 20/096/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de panneaux publicitaires sur le territoire de la commune de Marseille par la société Exterior Média France**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L581-8, L581-9, L581-10 et L581-14 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dans son chapitre III ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
- La délibération FCT 006-374/12/CC du 29 juin 2012 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les dispositifs publicitaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement Local de Publicité en vigueur de la commune de Marseille ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence en vigueur ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que le présent arrêté a pour objet l'occupation du domaine public et définit les conditions et les modalités selon lesquelles la société Exterior Média, désignée ci-après le « pétitionnaire », demeurant 3 esplanade du Foncet 92130 Issy-les Moulineaux. RCS : Nanterre 552 052 698, est autorisée à exploiter les panneaux publicitaires listés en annexe.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exploiter des panneaux publicitaires listés en annexe sur le territoire de la Commune de Marseille.

### **Article 2 :**

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni vendue. La liste relative aux sites d'implantation des panneaux, jointe en annexe, pourra être complétée au fur et à mesure lors de nouvelles implantations par le pétitionnaire de panneaux publicitaires sur le domaine public, sur le territoire de la Commune de Marseille. La redevance d'occupation du domaine public sera calculée en conséquence. Le pétitionnaire s'engage à prendre à sa charge les frais de raccordement et de branchement aux divers réseaux de fluides.

### **Article 3 :**

Le pétitionnaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année. Le pétitionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'exploitation des ouvrages au titre du présent arrêté.

Le pétitionnaire procédera à ses frais au rétablissement des lieux dans le cas où l'aménagement réalisé deviendrait inutile. Le pétitionnaire s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur notamment, et à effectuer les travaux nécessaires pour les rendre conformes. Le pétitionnaire s'engage pendant toute la durée de l'occupation à maintenir en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté, les dispositifs d'affichage publicitaire installés, commercialisés ou non. Il s'engage à ses frais à effectuer toutes les réparations rendues nécessaires par la vétusté ou la détérioration de ses dispositifs et si nécessaire à les remplacer.

### **Article 4 :**

A défaut d'entretien et/ou de dégradation durant six mois consécutifs du (ou des) panneau(x), objet du présent arrêté, constaté par procès-verbal, le pétitionnaire s'engage à remettre en l'état le domaine public et à enlever le(s) dit(s) panneau(x) dans les trente jours suivants la demande. Le pétitionnaire s'engage en outre sans délai à enlever tout matériel publicitaire (panneaux, support, affiche ou autre...) rendant dangereux la présence de celui-ci sur le domaine public.

De même, en cas d'aménagement de voirie nécessitant une dépose de panneaux publicitaires, soit momentanément, soit définitivement, le pétitionnaire sera informé d'une demande de retrait de ses équipements au moins un mois avant cette suppression. Il devra se conformer aux délais mentionnés dans cette demande sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité. En l'absence de remise en état dans les délais impartis, celle-ci sera effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais du pétitionnaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 :****Redevance :**

La présente permission est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par la délibération en vigueur relative à l'approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public.

**Païement :**

La redevance sera payable d'avance pour chaque année civile, dans les trente jours suivant la réception du titre de recette émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour la première et la dernière année d'occupation, la redevance sera établie au prorata temporis par mois entier indivisible. La première redevance sera due dès la mise en place des panneaux publicitaires actés par un procès-verbal de réception.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

**Article 6 :**

La permission est accordée à titre précaire et révocable, limitée à une durée de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 7 :**

Si le pétitionnaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation. La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant :

- Soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du pétitionnaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au pétitionnaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose du panneau publicitaire aux frais du pétitionnaire.

- Soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations sera transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Le requérant pourra saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique, au règlement de voirie et au règlement local de publicité en vigueur à Marseille.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020



**ANNEXE**

<b>N° INSTALLATION</b>	<b>SITE</b>	<b>ARRONDISSEMENT</b>	<b>NATURE PUBLICITAIRE</b>	<b>NOMBRE DE FACES TAXABLES</b>
544026	Bd National / Rue Junot	13003	simple face	3
544021	Av. Maréchal Juin / Devant EDF	13004	double face	6
544027	Av. Flemming / Chutes Lavie	13004	simple face	3
679060	Bd Jean Moulin / Rue St Pierre	13005	simple face	3
544023	51 Av. André Zenatti / Crèche du Lapin Blanc	13008	simple face	3
544025	Av. de Hambourg / Face Mutuelle	13008	double face	6
634817	Bd Schloesing / Rue Raymond Teyssere	13008	double face	6
584803	Bd Schloesing / Côté Citroën	13008	double face	6
544031	Av. Ludovic Lègre / Stade Le Cesne	13009	simple face	3
584795	Bd Schloesing / Face Rue Roubaud	13009	double face	6
544019	Av, Jean Lombard / Ets Vercellino	13011	double face	6
642652	40 Av. de la Sablière	13011	simple face	3
544028	495 Rue St Pierre	13012	simple face	3
544029	Bd Capitaine Gèze / Av. des Aygalades	13015	double face	6
544037	Rue de Lyon / Bd du Cap Pinède / Parking	13016	simple face	3

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

**Arrêté n° 20/097/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour une terrasse au droit de l'établissement Trolley bus, sis 24 quai de Rive Neuve 13007 Marseille à la SARL SO.VE.VA, représentée par Monsieur Robert Pappalardo**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

**CONSIDÉRANT**

- La demande présentée par la SARL SO.VE.VA, représentée par Monsieur Robert Pappalardo, afin d'exploiter une terrasse au droit de son établissement, le Trolley Bus, situé 24 quai de Rive Neuve 13007 à Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SARL SO.VE.VA, représentée par Monsieur Robert Pappalardo, enregistrée au RCS Marseille sous le n°350 461 000, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le « Trolley bus », sis 24 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- 5 m<sup>2</sup> de terrasse délimitée sans scellement

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

### **Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

### **Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

## Arrêté n° 20/098/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé Boulevard Gustave Desplaces 13003 Marseille à la SASU O Cabanon, représentée par Monsieur Mahrez Achit**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La décision 20/456/D du 29 mai 2020 approuvant la charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le Territoire Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la demande déposée par la SASU O Cabanon, représentée par Monsieur Mahrez Achit, domiciliée : Résidence Plombières Bat. B2 -27 boulevard de la Révolution 13003 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

Boulevard Gustave Desplaces (accès gare routière) 13003 Marseille, enregistrée au RC Marseille n° 884 142 498.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SASU O Cabanon, représentée par Monsieur Mahrez Achit, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de six mètres carrés sur le domaine public, sis Boulevard Gustave Desplaces 13003 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Il est expressément convenu qu'au cours de la présente autorisation, le titulaire assume la responsabilité civile de son propre fait et du fait de ses activités conformément aux articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il assure la garde juridique du kiosque et en sera responsable dans les termes de droit commun, conformément à l'article 1244 du Code Civil.

Le titulaire sera seul responsable et supportera seul, tant envers la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses agents qu'envers ses clients, les usagers, les voisins ou les tiers, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant directement ou indirectement de l'occupation des locaux ainsi que de ses activités, de ses préposés, de ses biens ou des travaux qu'il réalise ou fait réaliser par un prestataire :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque
- aux biens et à la personne des tiers

Le titulaire fera également son affaire personnelle, à ses risques, frais et périls, de toutes réclamations faites par les usagers, les voisins ou les tiers, en cas de troubles de jouissance ou nuisances causés du fait de son occupation.

Toutefois, le titulaire pourra être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra en aucun cas être recherchée en cas de litiges survenant dans le cadre de la présente autorisation.

En conséquence, le titulaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ses élus, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

#### **Article 8**

Le titulaire devra contracter une assurance Responsabilité Civile couvrant :

- Sa Responsabilité Civile Professionnelle
- Sa Responsabilité Civile Exploitation
- Sa Responsabilité Civile liée aux locaux

Il devra également souscrire une police d'assurance Dommages aux Biens, couvrant le kiosque lui-même ainsi que le mobilier, le matériel et les marchandises, et comportant à minima les garanties suivantes :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Évènements climatiques (tempête, grêle, poids de la neige)
- Catastrophes Naturelles
- Attentats et actes de terrorisme
- Vol et vandalisme
- Choc de véhicule
- Bris de glace
- Dommages électriques
- RC occupant pour les dommages causés au propriétaire, aux voisins et aux tiers
- Pertes d'exploitation

**Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie et à la charte alimentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juillet 2020



être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/099/CM

### **Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 387 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession du Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 29 juin 1992 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 387 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;

- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 29 juin 1992 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 387 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du PLU de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 387, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

#### **Article 2 :**

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020**

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

**Article 4 :**

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 387 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/140/CM

### Arrêté modificatif de composition du comité technique

#### VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement ;
- L'arrêté n°19/065/CM portant composition du Comité Technique suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- La délibération FAG 049-3819/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du Comité Technique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Pour le collège de l'Administration de la Métropole Aix-Marseille Provence :

Les propositions de la Présidente de la Métropole, élue par délibération du 9 juillet 2020, de désigner les représentants du collège de l'Administration du comité technique de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juillet 2020

- Pour le collège des Représentants du personnel :
- La demande de démission à compter du 29 mai 2020, présentée par Monsieur Sébastien CRAVERO, ancien Secrétaire Général et représentant du personnel titulaire du syndicat de la CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- La demande du 29 mai 2020, présentée par Monsieur le Secrétaire Général du syndicat de la CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence, de désigner, après avoir recueilli son accord, Monsieur Eric RABITO, en qualité de représentant titulaire en lieu et place de Monsieur Sébastien CRAVERO.
- La demande du 29 mai 2020, présentée par Monsieur le Secrétaire Général du syndicat de la CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence, de désigner, après avoir recueilli son accord, Madame Dominique MACCARI, en qualité de représentante suppléante, en lieu et place de Monsieur Eric RABITO.
- La demande de démission à compter du 9 juin 2020, présentée par Madame Mireille PEROTTI, représentante du personnel titulaire du syndicat SNUTER 13 – FSU.
- La demande du 16 juin 2020, présentée par Monsieur le Secrétaire Général du syndicat SNUTER13–FSU, de désigner, après avoir recueilli son accord, Monsieur Sébastien STRZYKALA, en qualité de représentant titulaire en lieu et place de Madame Mireille PEROTTI.
- La demande du 16 juin 2020, présentée par Monsieur le Secrétaire Général du syndicat SNUTER13–FSU, de désigner, après avoir recueilli son accord, Madame Anaëlle FRANCHIMONT, en qualité de représentante suppléante, en lieu et place de Monsieur Sébastien STRZYKALA ;

Sur proposition de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

### **REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION**

#### **Titulaires :**

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Solange BIAGGI
- Mme Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON
- M. Patrick GHIGONETTO
- Mme Véronique MIQUELLY
- M. Guy BARRET
- M. Yves VIDAL
- M. Alain ROUSSET

#### **Suppléants :**

- M. Christian AMIRATY
- M. Roland MOUREN
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Philippe GINOUX
- Mme Mariam BERGERET
- M. Pascal MORA

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juillet 2020

- M. Laurent SIMON
- M. Gérard FRAU
- M. Domnin RAUSCHER
- Mme Sophie CONTE
- Mme Biljana BOGDANOVIC
- M. Laurent PERES
- Mme Florence PARMANTEL

- Mme Lizzie MATA
- Mme Régine GILLIO
- M. Sébastien PISCIOTTA
- Mme Fabienne FOURNEYRON
- M. Kévin AUBERT
- Mme Isabelle ROHEE-SROKA
- Mme Florence PAGANI

## **REPRESENTANTS DU PERSONNEL**

### **Titulaires**

- M. Patrice AYACHE (FO)
- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)
- Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)
- Mme Caroline COURRIEU (FO)
- M. Frédéric MONNOT (FO)
- Mme Caroline CAMBRIANI (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)
- M. Sébastien STRZYKALA (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Virginie BOAZIZ (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain LUBRANO DI SCAMPAMORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Frédéric THOMAS (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- M. Christian CHEFTEL (UNSA)
- M. Christophe PELLISSIER (UNSA)
- Mme Audrey CERMOLACCE (CGT)
- M. Eric RABITO (CGT)

### **Suppléants**

- M. Frédéric BOULLERNE (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Luc VEGLER (FO)
- M. Daniel PITROIS (FO)
- Mme Béatrice PRUDHOMME (FO)
- M. Karim YAGOUB (FO)
- Mme Anaëlle FRANCHIMONT (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sylvie BALDAQUIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain GOUIRAND (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Aurélie FRUIT-CAILLOL (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- Mme Marie CASTILLO (UNSA)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- Mme Corine FERRER (CGT)
- Mme Dominique MACCARI (CGT)

**Article 2 :**

Monsieur Martial Alvarez assure la présidence du comité technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Madame Véronique Miquelly assurera cette même présidence.

**Article 3 :**

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Monsieur Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/145/CM

**Délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de droit des sols au sein du périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU)**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R. 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que la loi prévoit que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

- **Les décisions relatives au droit des sols déposées dans le périmètre géographique de la GOU y compris les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.**

### **Article 2 :**

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Roland Giberti reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

- Les arrêtés de permis de construire, d'aménager ou de démolir ;
- Les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les décisions sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable ;
- Les décisions de retrait faisant suite à la demande du bénéficiaire de la décision ;
- Les décisions relatives à des demandes de transfert ou de permis modificatif ;
- Les certificats et attestations diverses prévues par le Code de l'urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les arrêtés ou décisions tacites.

### **Article 3 :**

Sont exclus du champ de la présente délégation :

Tous les actes relatifs au droit des sols relevant du périmètre de l'Opération d'Intérêt Général (OIN) d'Euromed, situé dans la GOU, lesquels relèvent de la compétence de l'Etat.

### **Article 4 :**

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté prend effet à sa date de publication.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

**Article 7 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/146/CM

### **Abrogation de l'arrêté n° 20/165/CM portant délégation de fonction de Monsieur Bernard Deflesselles, 3ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Bernard Deflesselles, 3<sup>ème</sup> Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/165/CM portant délégation de fonction de Monsieur Bernard Deflesselles, 3<sup>ème</sup> Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

L'arrêté n° 20/165/CM portant délégation de fonction de Monsieur Bernard Deflesselles, 3<sup>ème</sup> Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence est abrogé.

**Article 2 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/176/CM

### **Délégation de fonction à Monsieur Roland Giberti vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'exploitation et de conservation des ports situés sur le Territoire Marseille Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L. 5331-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai, des surfaces de plan d'eau et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Marseille Provence ;
- L'agrément aux cessions d'amodiation réalisées au sein des ports situés sur le Territoire Marseille Provence ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port).

### **Article 2 :**

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/177/CM

### **Délégation de fonction à Monsieur Nicolas Isnard vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'exploitation et de conservation des ports situés sur le Territoire du Pays Salonais**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L. 5331-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 02/20 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur Nicolas Isnard est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.



- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai, des surfaces de plan d'eau et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire du Pays Salonais ;
- L'agrément aux cessions d'amodiation réalisées au sein des ports situés sur le Territoire du Pays Salonais ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port).

### **Article 2 :**

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/178/CM

### **Délégation de fonction à Monsieur François Bernardini vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'exploitation et de conservation des ports situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L. 5331-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 1/20 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur François Bernardini en qualité de président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur François Bernardini est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai, des surfaces de plan d'eau et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'agrément aux cessions d'amodiation réalisées au sein des ports situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port).

### **Article 2 :**

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/179/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020-001 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues portant élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivies et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;

- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

## **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;



- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/180/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 01/20 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence portant élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivies et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu , applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu , applicables sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP a enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité règlementaires.

**Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité règlementaires.

**Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini , vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/181/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Serge Perottino en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivies et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu , applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP a enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité règlementaires.

**Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité règlementaires.

**Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/182/CM

### **Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020\_CT2\_021 du 15 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix procédant à l'élection de Madame Maryse Joissains en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020



- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivies et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu , applicables sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;

- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/183/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2/20 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays Salonais procédant à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et/ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'Occupation des Sols (POS) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, et sur la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet d'élaboration ou de révision à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet d'élaboration ou de révision ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, de la saisie pour avis sur le projet de révision allégée à arrêter ainsi que sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation du Conseil de Territoire, conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de révision allégée ;
- Notification de la délibération d'engagement, de définition des objectifs poursuivies et des modalités de la concertation aux personnes publiques associées et à la commune concernée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres le projet de révision allégée arrêté ;
- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**



- Soumettre le projet de révision allégée arrêté à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Elaboration du projet d'AVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet d'AVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet d'AVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et/ou de transformation d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP lorsque ces procédures étaient à l'étude avant le 8 juillet 2016 et qu'il est nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception de la saisie du Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, les saisines pour avis du Conseil de Territoire, la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable :

- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Saisine, pour avis, à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Soumettre le projet de mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 10 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants :

- Conduire la procédure d'élaboration ou de révision du RLP ;
- Réunir les conférences avec le maire de la commune concernée ;
- Notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ;

- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Notification, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet d'élaboration ou de révision arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration ou de révision à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 11 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 12 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 13 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 14 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 15 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 16 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/184/CM

**Délégation de fonctions à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu et ses annexes**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 procédant à l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

### CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son périmètre, les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, y compris notamment les sites patrimoniaux remarquables, les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole que la Présidente donne délégation de fonctions permanentes dans ces matières.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence :

- Etablissement du projet de révision du PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint, le cas échéant ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 3 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence,

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Etablissement du projet de modification simplifiée ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- Notification du projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées, avant mise à disposition du public ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 4 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence et tous documents en tenant lieu ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 5 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de mise en compatibilité avec une déclaration de projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu, applicables sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le rapport de présentation et le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Engagement de la procédure de mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général relevant de la compétence du Conseil de Territoire lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire ;
- Arrêter les modalités de la concertation envisagée ;
- Elaboration du projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole aux réunions d'examen conjoint ;
- Notification aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme à titre obligatoire et facultatif ;
- Saisine, pour avis, des communes membres ;
- Soumettre le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

#### **Article 6 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PVAP ou du projet de révision du PVAP ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme ou commission à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de PVAP ou de révision du PVAP arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PVAP à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 7 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification du Règlement AVAP, de modification du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, et hors le cas où cette élaboration ou cette révision a été déléguée à la commune concernée, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Etablissement du projet de modification ;
- Toutes notifications rendues nécessaires par la procédure ;
- Saisine, pour avis, de toute personne publique ou tout organisme ou commission à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

#### **Article 8 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration et de révision de Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Elaboration du projet de PSMV ou du projet de révision du PSMV ;
- Saisine, pour avis, de toute personne publique ou tout organisme ou commission à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure, notamment l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Toutes notifications rendues nécessaires par la procédure
- Soumettre le projet de PSMV ou de révision du PSMV arrêté à examen conjoint et en assurer l'organisation ;
- Représenter la Métropole à la réunion d'examen conjoint ;
- Soumettre le projet PSMV à enquête publique, et en assurer l'organisation ;
- Saisine, pour accord, du Préfet ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.



**Article 9 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de modification de Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants :

- Etablissement du projet de modification ;
- Saisine, pour avis, de toute personne publique ou de tout organisme ou commission à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure y compris l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Toutes notifications rendues nécessaires par la procédure ;
- Soumettre le projet de modification à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

**Article 10 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 11 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 12 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 13 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 14 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

## Arrêté n° 20/185/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 01/20 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence procédant à l'élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 5 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 20/186/CM**

**Délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020-001 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/188/CM

### **Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020\_CT2\_021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020 portant élection de Madame Maryse Joissains en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020



- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Maryse Joissains, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Maryse Joissains, vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/189/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 02/20 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays Salonais un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays Salonais.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/190/CM

### **Délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CT4/130720/1 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile procédant à l'élection de Monsieur Serge Perottino en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

### **Article 2 :**

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 4 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 20/191/CM

### **Délégation de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Santé Publique et notamment son article L.1331-10 donnant compétence aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale pour autoriser les déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Serge Perottino en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

#### **ARRETE**

##### **Article 1 :**

Délégation est donnée à Monsieur Serge Perottino du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour délivrer les autorisations de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement dans le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

##### **Article 2 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/192/CM

### **Délégation de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Santé Publique et notamment son article L.1331-10 donnant compétence aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale pour autoriser les déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 004-8076/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Délégation est donnée à Monsieur Roland Giberti, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence pour délivrer les autorisations de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement dans le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Article 2 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 20/193/CM

### **Délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa , 12° vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code Général des Impôts et notamment ses articles 1650-A et suivants, 346 B de l'annexe III du même Code ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Didier Khelfa en qualité de 12<sup>ème</sup> vice-Président.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence a nécessité la mise en place d'une Commission intercommunale des impôts directs (CIID) unique, venant se substituer aux commissions intercommunales préexistantes, établies auprès de chacun des anciens six EPCI fusionnés ;
- Que cette CIID est composée de onze membres : la Présidente de la Métropole ou un vice-président délégué et dix commissaires titulaires assistés par dix commissaires suppléants ;

- Que, conformément à l'article 346 B de l'annexe III au CGI, cette Commission se réunit à la demande du directeur départemental, ou le cas échéant, régional des finances publiques du département du siège de la Métropole ou de son délégué et sur convocation du (de la) Président(e) de la Métropole ou du (de la) vice-président(e) délégué(e) ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Didier Khelfa ,12<sup>ème</sup> vice-président du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne la Commission Intercommunale des Impôts Directs.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Didier Khelfa, 12<sup>ème</sup> vice-président du Conseil de la Métropole, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière de Commission Intercommunale des Impôts Directs.

### **Article 2 :**

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

### **Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

### **Article 5 :**

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020

# DÉCISIONS

## Décision n° 20/316/D

### **ZAC Pallières II - Les Pennes-Mirabeau - Convention tripartite de participation constructeur privé avec la SPLA Pays d'Aix Territoires et Monsieur Fabrice Muller**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau n°39x15 du 26 février 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Pallières II ;
- La délibération du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau n°338x17 du 21 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Pallières II ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 31 mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur est fixé, à 350€/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;



- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » le 15 janvier 2019.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC Pallières II s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la commune des Pennes Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (TA) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que 25% du foncier se trouvant dans le périmètre de la ZAC fait l'objet d'initiative de constructeurs privés ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC fixé à hauteur de 350€/m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- Que Monsieur Fabrice Muller a pour projet la construction d'une maison individuelle d'une surface de plancher de 93,83 m<sup>2</sup> à l'adresse suivante : rue Henri Dutilleux zone Pallières Ouest 13170 Les Pennes-Mirabeau.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer la convention de versement de la participation financière du constructeur privé, Monsieur Fabrice Muller, au coût des équipements publics de la ZAC de Pallières II d'un montant de 350 euros/m<sup>2</sup> de surface de plancher, soit un montant de 32 840,50 euros.

### **Article 2:**

La participation constructeur sera versée directement à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Pallières II.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**

## Décision n° 20/325/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 22 avenue de la République à Coudoux appartenant à la SCI Les Clastriers**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2675 du 11 septembre 2006 du Conseil Municipal de la Commune de Coudoux instaurant le droit de préemption urbain ;
- La délibération n° 2897 du 12 mai 2010, instituant le droit de préemption urbain renforcé ;
- La convention habitat à caractère multi-sites, conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur, et la Métropole Aix-Marseille-Provence signée le 29 décembre 2017 ;
- La convention subséquente conclue entre la commune de Coudoux et la Métropole Aix-Marseille-Provence signée le 22 juin 2018 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Coudoux le 10 mars 2020 sous le numéro 01311820F00015 portant aliénation d'un terrain de 662 m² cadastré AC 481 (pour partie) supportant un bâti comprenant un local commercial, un studio ainsi que deux T3 , sis 22 avenue de la République, appartenant à la SCI Les Clastriers.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2020

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation, soit un terrain de 662 m<sup>2</sup> cadastré AC 481 (pour partie) supportant un bâti comprenant un local commercial, un studio ainsi que deux T3, sis 22 avenue de la République, appartenant à la SCI Les Clastriers, s'inscrit dans les objectifs de la convention multi-sites habitat.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'acquisition d'une partie de la parcelle AC481 telle que décrite dans la déclaration d'intention d'aliéner n°01311820F0015, sise 22 avenue de la République, 13 111 Coudoux, appartenant à la SCI Les Clastriers.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/468/D

### **Mise en oeuvre d'une action de solidarité par les agents de la Métropole auprès des habitants des quartiers prioritaires politique de la Ville - don pour une aide alimentaire**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 1er-II.

#### **CONSIDÉRANT**

- La précarité de certains administrés exacerbée par la crise sanitaire actuelle, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) et dans les quartiers de veille active (QVA) ;
- La volonté portée par les agents de la Métropole de mettre en place une action caritative au sein de l'institution ;
- Le projet de la Métropole de permettre à ses agents bénéficiaires de titres restaurant d'en faire don, à des fins caritatives ;

- Qu'une fois le recensement des dons effectué par les services métropolitains compétents, l'enveloppe financière constituée par ces dons (sous forme de renoncement) permettrait de commander auprès du prestataire de titres restaurant SODEXO des chèques d'accompagnement personnalisés, encadrés par les dispositions des articles L.1611-6 et R.1611-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Que cette opération ne relève pas de la commande publique dans la mesure où le besoin n'est pas celui de la Métropole et que l'achat est possible grâce à l'enveloppe financière précitée ;
- Qu'il est garanti que l'enveloppe financière couvre l'ensemble des frais relatifs aux chèques d'accompagnement personnalisés, de sorte que la Métropole ne supporte aucune charge financière supplémentaire dans ce dispositif ;
- Que les chèques d'accompagnement personnalisé seront par la suite remis par les services métropolitains compétents à l'association « Groupe ADDAP 13 » au bénéfice de publics précaires des quartiers prioritaires de la ville ;
- Qu'il convient en tout premier lieu d'approuver une action de solidarité initiée par les agents métropolitains, en direction des personnes en grande précarité vivant dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence a compétence ;
- Qu'il convient d'approuver par conséquent la mise en œuvre de ce dispositif de titres restaurant solidaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « Groupe ADDAP 13 » qui vient encadrer les modalités de distribution par cette dernière des chèques d'accompagnement personnalisés ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le dispositif de dons de titres restaurant, par les agents de la Métropole bénéficiaires de ceux-ci, à des fins caritatives, tel que décrit par la présente décision.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le formulaire de commande de chèques d'accompagnement personnalisé ci-joint.

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille et l'association « Groupe ADDAP 13 » qui vient encadrer les modalités de distribution par cette dernière des chèques d'accompagnement personnalisés. Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisée à signer la convention.

### **Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2020

## Décision n° 20/471/D

**Avenant à la convention d'occupation temporaire du 24/01/2019 pour la société I-Soluce dans l'immeuble Hotel Technologique, 45 rue Frédéric Joliot Curie, Marseille 13ème.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique sis 45 rue Frédéric Joliot Curie, à Marseille 13<sup>ème</sup>, d'une surface de 3 300 m<sup>2</sup> consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'à effet du 29 janvier 2019 la Métropole Aix-Marseille Provence a signé une convention d'occupation temporaire avec la société I-SOLUCE pour le lot 122 à l'Hôtel Technologique ;
- Que le gérant de la société I-SOLUCE a créé une seconde société, la SASU Ethical Growth (ETGR), et qu'il souhaite l'autorisation d'héberger cette société dans les locaux visés par la convention du 29 janvier 2019.
- Que l'entreprise I-SOLUCE reste seule locataire du bureau 122 ;

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020

- Qu'il n'y a pas d'incidence financière ;
- Qu'en conséquence il a été convenu d'un commun accord avec l'entreprise de procéder à la signature d'un avenant venant à modifier l'article 8 de la convention d'occupation temporaire initiale.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant à la convention d'occupation temporaire du 29 janvier 2019 modifiant l'article 8 « Incessibilité et intransmissibilité » afin d'autoriser la société ETGR à être accueillie dans les locaux, sans que cela ne remette en cause l'identité du preneur de la convention d'occupation temporaire, qui reste I-SOLUCE. Cette autorisation ne modifie pas le montant de la redevance due par I-SOLUCE, qui demeure solidairement responsable à l'égard de la Métropole de tout manquement ou dommage.

### **Article 2 :**

Toutes les autres clauses de la convention d'occupation temporaire restent inchangées.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**



## Décision n° 20/472/D

### **Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition des parcelles BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.210-1, L211-2, L213-1, L300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°16.06.10 du 13 juillet 2016 actualisant le périmètre d'application du droit de préemption urbain sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie le 2 avril 2020 enregistrée sous le numéro 013 015 20 M 0036 portant aliénation des parcelles cadastrées BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320 ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2020

- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition des parcelles BE 144 et BE 146 sises 1 Avenue du 24 avril 1915 à Bouc-Bel-Air 13320.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2020**

## Décision n° 20/473/D

### **Convention de mise à disposition du matériel de suivi d'irrigation agricole avec l'association ARDEPI**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de mise à disposition de matériel ci-annexée.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que l'enjeu environnemental est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine ;
- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver la convention de mise à disposition de sonde capacitive et compteurs, matériels appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour permettre à l'ARDEPI d'accompagner des producteurs agricoles ou de porteurs de projet en agriculture urbaine dans la maîtrise de l'irrigation.

### **Article 2 :**

La présente convention est consentie et acceptée à titre gracieux.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/474/D

### **Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Coudoux pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 2 route de Velaux à Coudoux appartenant à la SCI Gryk**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2675 du 11 septembre 2006 du Conseil Municipal de la commune de Coudoux instaurant le droit de préemption urbain;
- La délibération n° 2897 du 12 mai 2010, instituant le droit de préemption urbain renforcé;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Coudoux le 27 avril 2020 sous le numéro IA01311820M0019 portant aliénation de deux terrains cadastrés AC 99 et AC 100 d'une superficie respective de 78 et 76 m<sup>2</sup> appartenant à la SCI GRYK supportant respectivement un bâti comprenant un 1T2 et 2T3 et un espace de stationnement ;

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, les biens proposés à l'aliénation, soit deux parcelles cadastrées AC 99 et AC 100 sises 2 route de Velaux supportant respectivement un bâti comprenant 1T2 et 2T3 et un espace de stationnement, appartenant à la SCI Gryk, ne représentent pas d'enjeu pour la Métropole.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Coudoux pour l'acquisition des parcelles AC99 et AC100 telles que décrites dans la déclaration d'intention d'aliéner n°IA01311820M0019, sises 2 route de Velaux, 13 111 Coudoux, appartenant à la SCI Gryk

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2020**

20 / 476 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550038\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500059

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 12PLUS/6 PLAI /Terrasses Oléa/ 13013/Erilia  
58 rue de la Maurelle  
13013 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/11/2014	20141305500093
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :	13291 Marseille Cedex 06
Exercice :	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 298 826,91 €	2 317 341,91 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 81 200,00 €	(B) 81 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 64 960,00 €
Solde à verser		(B-C) 16 240,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N' Doumbé*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
90 *Christelle MOUREN*



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 000,00	7,91%
Surcharge foncière	9 977,65	1,16%
Subvention PEEC 1 pour 1	10 200,00	1,19%
Conseil Général	37 267,00	4,34%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>125 444,65</b>	<b>14,60%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	399 576,00	46,49%
Prêt CDC logement	227 843,00	26,51%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>627 419,00</b>	<b>73,01%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	106 535,00	12,40%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>106 535,00</b>	<b>12,40%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>859 398,65</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	0,74%
Surcharge foncière	20 622,35	1,16%
Subvention PEEC 1 pour 1	20 400,00	1,15%
Conseil Général	74 533,00	4,20%
1%.	50 000,00	2,81%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>178 755,35</b>	<b>10,06%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	470 918,00	26,51%
Prêt CDC logement	825 865,00	46,49%
1%.	70 000,00	3,94%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 366 783,00</b>	<b>76,95%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	230 734,86	12,99%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>230 734,86</b>	<b>12,99%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 776 273,21</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	1,16%
Conseil Général	111 800,00	4,24%
1%.	50 000,00	1,90%
Subvention Etat	81 200,00	3,08%

Surcharge foncière	30 600,00	1,16%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>304 200,00</b>	<b>11,54%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 053 708,00	39,98%
Prêt CDC foncier	870 494,00	33,03%
1%.	70 000,00	2,66%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 994 202,00</b>	<b>75,66%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	337 269,86	12,80%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>337 269,86</b>	<b>12,80%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 635 671,86</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 635 671,86</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**Aide : Assiette de la subvention : 2 317 341,91 €**

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	875,21 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>12</b>	<b>875,21 m²</b>
Assiette *	:	1 561 733,49 €
Taux de subvention	:	0,85 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>13 200,00 €</b>

**Aide : PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	423,45 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>6</b>	<b>423,45 m²</b>
Assiette *	:	755 608,42 €
Taux de subvention	:	9,00 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>68 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 298,66 m²
Assiette : 2 317 341,91 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>81 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,50 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 298,66 m²
Assiette de subvention	:	597 147,21 €
Taux de subvention	:	5,12 %
<b>Montant de subvention</b>	:	<b>30 600,00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 111 800,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	765 226,79 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 674 999,51 €
Prestations intellectuelles et frais	57 358,03 €
Prix de Revient H.T.	2 497 584,33 €
Montant de la TVA	138 087,53 €
Prix de revient TTC	2 635 671,86 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 029,53 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 600,00	5,12%
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	5,12%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>61 200,00</b>	<b>10,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	256 528,00	42,96%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>256 528,00</b>	<b>42,96%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	279 419,21	46,79%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>279 419,21</b>	<b>46,79%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>597 147,21</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>597 147,21</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	194 799,00 €
Surface utile totale	1 298,66 m²
Dont SU Collectif	1 298,66
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	765 226,79 €
Assiette de subvention (dépassement)	597 147,21 €
Taux de la subvention	5,12 %

20 / 477 / D 1

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2014130550038\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500058

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 12PLUS/6 PLAI/Terrasses Oléa/ 13013/Erilia  
58 rue de la Maurelle  
13013 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/11/2014	20141305500092
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :	13291 Marseille Cedex 06
Exercice :	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	317 728,00 €	597 147,21 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	30 600,00	30 600,00
Montant des acomptes versés		(C) 24 480,00 €
Solde à verser		(B-C) 6 120,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOUMBÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 600,00	5,12%
Subvention PEEC 1 pour 1	30 600,00	5,12%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>61 200,00</b>	<b>10,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	256 528,00	42,96%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>256 528,00</b>	<b>42,96%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	279 419,21	46,79%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>279 419,21</b>	<b>46,79%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>597 147,21</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>597 147,21</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	194 799,00 €
Surface utile totale	1 298,66 m²
Dont SU Collectif	1 298,66
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	765 226,79 €
TVA de la charge fonciere	26 719,42 €
Charge foncière TTC	791 946,21 €
Assiette de subvention (dépassement)	597 147,21 €
Taux de la subvention	5,12 %

20 / 478 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550074\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500044

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13028 La Ciotat

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI LE TESE II - CAMPAGNE DULAC  
Avenue Guillaume Dulac  
Quartier de La Salle  
13600 LA CIOTAT



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500251
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		

72 bis rue Perrin Solliers

<b>Ville :</b>	13291 Marseille Cedex 06
<b>Exercice :</b>	2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 43)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	4 692 851,44 €	5 016 450,36 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 113 300,00 €	(B) 112 300,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 90 640,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 21 660,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

*Nathalie N'GUYEN*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN ET STRATEGIE TERRITORIALE Direction Habitat et Politique de la Ville <i>eb</i> Christelle MOUREN
--

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 300,00	0,56%
Surcharge foncière	55 682,35	1,07%
Subvention PEEC	368 000,00	7,07%
Autres	292 767,99	5,63%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>745 750,34</b>	<b>14,33%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 148 193,81	41,29%
Prêt CDC foncier	1 414 241,00	27,18%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 562 434,81</b>	<b>68,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	894 190,10	17,19%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>894 190,10</b>	<b>17,19%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 202 375,25</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	83 000,00	6,98%
Surcharge foncière	12 317,65	1,04%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
Autres	67 232,01	5,65%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>162 549,66</b>	<b>13,67%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	470 383,65	39,55%
Prêt CDC foncier	312 848,00	26,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>783 231,65</b>	<b>65,85%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	243 684,64	20,49%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>243 684,64</b>	<b>20,49%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 189 465,95</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	360 000,00	5,63%
Subvention PEEC	368 000,00	5,76%
Subvention Etat	112 300,00	1,76%
Surcharge foncière	68 000,00	1,06%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>908 300,00</b>	<b>14,21%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 618 577,46	40,97%
Prêt CDC foncier	1 727 089,00	27,02%

Sous-total Prêts	4 345 666,46	67,99%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 137 874,74	17,80%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 137 874,74	17,80%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	6 391 841,20	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	6 391 841,20	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 5 016 450,36 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 345,34 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	35	2 345,34 m²
Assiette *	:	4 084 160,39 €
Taux de subvention	:	0,72 %
<b>SUBVENTION</b>	:	29 300,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	535,37 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	535,37 m²
Assiette *	:	932 289,97 €
Taux de subvention	:	8,90 %
<b>SUBVENTION</b>	:	83 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 43	Surface utile :	2 880,71 m²
Assiette : 5 016 450,36 €	<b>SUBVENTION</b> :	112 300,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,24 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 880,71 m²
Assiette de subvention	:	1 513 917,67 €
Taux de subvention	:	4,49 %
Montant de subvention	:	68 000,00 €

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	180 300,00 €
---------------------	--------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 856 240,17 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 056 382,27 €
Prestations intellectuelles et frais	145 994,82 €
Décision No : 20201305500044	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	6 058 617,26 €
Montant de la TVA	333 223,94 €
Prix de revient TTC	6 391 841,20 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 218,84 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 000,00	4,49%
Subvention PEEC	68 000,00	4,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>136 000,00</b>	<b>8,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 377 917,67	91,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 377 917,67</b>	<b>91,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 513 917,67</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 513 917,67</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	432 106,50 €
Surface utile totale	2 880,71 m²
Dont SU Collectif	2 880,71
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 856 240,17 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 513 917,67 €
Taux de la subvention	4,49 %

20 / 479 / D 1

**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2013130550074\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500038

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13028 La Ciotat

**Exercice**  
2020

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI LE TESE II - CAMPAGNE DULAC  
Avenue Guillaume Dulac  
Quartier de La Salle  
13600 LA CIOTAT

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500241
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		
72 bis rue Perrin Solliers		
<b>Ville :</b>	13291 Marseille Cedex 06	
<b>Exercice :</b>	2013	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 43)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 476 808,50 €	1 513 917,67 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	68 000,00	68 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 54 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'DOUTE*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*Ph* Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 000,00	4,49%
Subvention PEEC	68 000,00	4,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>136 000,00</b>	<b>8,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 377 917,67	91,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 377 917,67</b>	<b>91,02%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 513 917,67</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 513 917,67</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	432 106,50 €
Surface utile totale	2 880,71 m²
Dont SU Collectif	2 880,71
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 856 240,17 €
TVA de la charge foncière	89 734,00 €
Charge foncière TTC	1 946 024,17 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 513 917,67 €
Taux de la subvention	4,49 %



20 / 480 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550094\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500043

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 5 PLAI/ 82 Chemin de Gibbes/13014/Erilia  
82 chemin de Gibbes  
13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	16/01/2015	20141305500177
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		
72 bis rue Perrin Solliers		
<b>Ville :</b>		
13291 Marseille Cedex 06		
<b>Exercice :</b>		
2014		

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	625 784,68 €	579 345,47 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 45 000,00 €	(B) 45 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 36 000,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 9 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

10 JUIN 2020

*Nathalie N'DOUTÉ*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Ph Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA-I

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	45 000,00	6,88%
Surcharge foncière	7 500,00	1,15%
Ville de Marseille	30 000,00	4,58%
Subvention Département	7 500,00	1,15%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>90 000,00</b>	<b>13,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	222 338,00	33,98%
1%.	40 000,00	6,11%
Prêt CDC foncier	200 490,00	30,64%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>462 828,00</b>	<b>70,73%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	101 533,97	15,52%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>101 533,97</b>	<b>15,52%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>654 361,97</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>654 361,97</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 579 345,47 €

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	5	328,15 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>5</b>	<b>328,15 m²</b>
Assiette *	:	579 345,47 €
Taux de subvention	:	7,77 %
SUBVENTION	:	45 000,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	328,15 m²
Assiette : 579 345,47 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>45 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	7,77 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	328,15 m²
Assiette de subvention	:	190 282,78 €
Taux de subvention	:	3,94 %
Montant de subvention	:	<b>7 500,00 €</b>

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 52 500,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	227 400,33 €
Coût du bâtiment ou des travaux	381 312,99 €
Prestations intellectuelles et frais	11 535,00 €
Prix de Revient H.T.	620 248,32 €
Montant de la TVA	34 113,65 €
Prix de revient TTC	654 361,97 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 994,09 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	7 500,00	3,94%
<b>Sous-total Subventions</b>	7 500,00	3,94%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	182 782,78	96,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	182 782,78	96,06%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	190 282,78	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	190 282,78	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	49 222,50 €
Surface utile totale	328 15 m²
Dont SU Collectif	328 15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	227 400,33 €
Assiette de subvention (dépassement)	190 282,78 €
Taux de la subvention	3,94 %

**20 / 481 / D 1**

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2014130550094\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500042

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 5 PLAI/ 82 Chemin de Gibbes/13014/Erilia  
82 chemin de Gibbes  
13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	16/01/2015	20141305500178
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		
72 bis rue Perrin Solliers		
<b>Ville :</b>	13291 Marseille Cedex 06	
<b>Exercice :</b>	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	183 107,45 €	190 282,78 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	7 500,00	7 500,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 6 000,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 1 500,00 €

Fait à MARSEILLE.

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie W. GOUTIER*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*16* Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	7 500,00	3,94%
<b>Sous-total Subventions</b>	7 500,00	3,94%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	182 782,78	96,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	182 782,78	96,06%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	190 282,78	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	190 282,78	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	49 222,50 €
Surface utile totale	528,15 m <sup>2</sup>
Dont SU Collectif	328,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	227 400,33 €
TVA de la charge foncière	12 104,95 €
Charge foncière TTC	239 505,28 €
Assiette de subvention (dépassement)	190 282,78 €
Taux de la subvention	3,94 %



20 / 482 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**

2014130550044\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

058811670

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500035

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13215 Marseille - 15e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** 35 PLUS/14 PLAI/Illot C Allar /13015 /Erilia

Rue Allar

13015 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	23/12/2014	20141305500219
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		

72 bis rue Perrin Solliers

**Ville :** 13291 Marseille Cedex 06  
**Exercice :** 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 49)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	6 353 616,95 €	5 863 683,23 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 157 200,00 €	(B) 157 200,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 125 760,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 31 440,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N' DOUMBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Plo Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	135 000,00	4,28%
Surcharge foncière	20 517,94	0,65%
Ville de Marseille	205 505,00	6,52%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>361 022,94</b>	<b>11,45%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 624 522,00	51,51%
Prêt CDC logement	969 708,00	30,75%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 594 230,00</b>	<b>82,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	198 748,31	6,30%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>198 748,31</b>	<b>6,30%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 154 001,25</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	22 200,00	0,46%
Surcharge foncière	52 982,06	1,11%
Ville de Marseille	82 115,00	1,72%
1%.	248 500,00	5,20%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>405 797,06</b>	<b>8,49%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	629 152,00	13,16%
Prêt CDC logement	2 503 865,00	52,37%
1%.	745 000,00	15,58%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 878 017,00</b>	<b>81,12%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	496 870,76	10,39%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>496 870,76</b>	<b>10,39%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 780 684,82</b>	

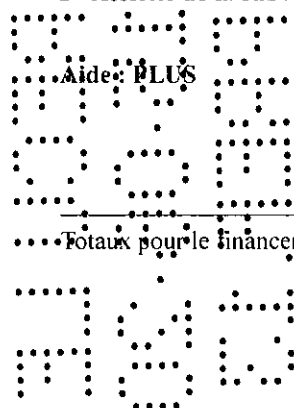
Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Ville de Marseille	287 620,00	3,62%
1%.	248 500,00	3,13%
Subvention Etat	157 200,00	1,98%
Surcharge foncière	73 500,00	0,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>766 820,00</b>	<b>9,66%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		

Prêt CDC logement	3 473 573,00	43,78%
Prêt CDC foncier	2 253 674,00	28,40%
1%.	745 000,00	9,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 472 247,00</b>	<b>81,57%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	695 619,07	8,77%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>695 619,07</b>	<b>8,77%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 934 686,07</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>7 934 686,07</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 5 863 683,23 €



#### Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 535,83 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>35</b>	<b>2 535,83 m²</b>
Assiette *	:	4 212 231,58 €
Taux de subvention	:	0,53 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>22 200,00 €</b>

#### Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	994,20 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>14</b>	<b>994,20 m²</b>
Assiette *	:	1 651 451,65 €
Taux de subvention	:	8,17 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>135 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 49	Surface utile :	3 530,03 m²
Assiette : 5 863 683,23 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>157 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,68 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	3 530,03 m²
Assiette de subvention	:	1 686 714,83 €
Taux de subvention	:	4,36 %
Montant de subvention	:	<b>73 500,00 €</b>

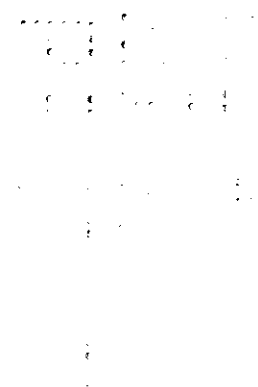
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>230 700,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 095 678,33 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 984 255,03 €
Prestations intellectuelles et frais	161 483,01 €
Prix de Revient H.T.	7 241 416,37 €
Montant de la TVA	693 269,70 €
Prix de revient TTC	7 934 686,07 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 247,77 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	73 500,00	4,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	73 500,00	4,36%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Autres	1 613 214,83	95,64%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 613 214,83	95,64%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 686 714,83	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 686 714,83	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	529 504,50 €
Surface utile totale	3 530,03 m²
Dont SU Collectif	3 530,03
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	2 095 678,33 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 686 714,83 €
Taux de la subvention	4,36 %



## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2014130550044\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500034

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13215 Marseille - 15e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 35 PLUS/14 PLAI/Illet C Allar /13015 /Erilia  
Rue Allar  
13015 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	23/12/2014	20141305500220
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
<b>Adresse :</b>		
72 bis rue Perrin Solliers		
<b>Ville :</b>	13291 Marseille Cedex 06	
<b>Exercice :</b>	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 49)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	1 910 225,50 €	1 686 714,83 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	73 500,00	73 500,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 58 800,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 14 700,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	73 500,00	4,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	73 500,00	4,36%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Autres	1 613 214,83	95,64%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 613 214,83	95,64%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 686 714,83	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 686 714,83	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	529 504,50 €
Surface utile totale	3 520,03 m²
Dont SU Collectif	3 530,03
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	2 095 678,33 €
TVA de la charge foncière	120 541,00 €
Charge foncière TTC	2 216 219,33 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 686 714,33 €
Taux de la subvention	4,36 %



20 / 484 / D 1



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2014130550041\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500031

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13104 Sausset-les-Pins

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS/PLAI avenue des 3 Communes - Sausset Les Pins  
avenue des Trois Communes  
Quartier La Folie  
13690 SAUSSET\_LES\_PINS

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500113

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

Exercice : 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 69)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	8 501 961,98 €	8 701 001,56 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 218 400,00 €	(B) 218 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 135 408,00 €
Solde à verser		(B-C) 82 992,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'BOURABE*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
910 *Christelle MOREN*

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	23 400,00	0,33%
Surcharge foncière	74 335,38	1,04%
Ville	13 913,00	0,20%
Subvention EPCI	144 000,00	2,02%
Subvention PEEC 1 pour 1	72 000,00	1,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>327 648,38</b>	<b>4,60%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 976 371,00	41,76%
Prêt CDC foncier	1 436 838,00	20,16%
1%.	1 400 000,00	19,64%
Prêts Autres	52 896,39	0,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>5 866 105,39</b>	<b>82,31%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	933 230,16	13,09%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>933 230,16</b>	<b>13,09%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 126 983,93</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	195 000,00	6,88%
Surcharge foncière	29 164,62	1,03%
Ville	6 087,00	0,21%
Subvention EPCI	63 000,00	2,22%
Subvention PEEC 1 pour 1	31 500,00	1,11%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>324 751,62</b>	<b>11,45%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 167 740,00	41,18%
Prêt CDC foncier	563 725,00	19,88%
1%.	0,00	0,00%
Prêts Autres	12 058,77	0,43%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 743 523,77</b>	<b>61,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	767 600,08	27,07%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>767 600,08</b>	<b>27,07%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 835 875,47</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC 1 pour 1	103 500,00	1,04%
Ville	20 000,00	0,20%

Subvention Etat	218 400,00	2,19%
Subvention EPCI	207 000,00	2,08%
Surcharge foncière	103 500,00	1,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>652 400,00</b>	<b>6,55%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	4 144 111,00	41,60%
Prêt CDC foncier	2 000 563,00	20,08%
Prêts Autres	64 955,16	0,65%
1%.	1 400 000,00	14,05%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>7 609 629,16</b>	<b>76,38%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 700 830,24	17,07%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 700 830,24</b>	<b>17,07%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>9 962 859,40</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>9 962 859,40</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 8 701 001,56 €**

**Aide : PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	48	3 294,90 m²
Logements « Individuel »		

**Totaux pour le financement des logements « PLUS »**

	48	3 294,90 m²
Assiette *	:	6 218 654,50 €
Taux de subvention	:	0,38 %
SUBVENTION	:	23 400,00 €

**Aide : PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 315,25 m²
Logements « Individuel »		

**Totaux pour le financement des logements « PLA-I »**

	21	1 315,25 m²
Assiette *	:	2 482 347,06 €
Taux de subvention	:	7,86 %
SUBVENTION	:	195 000,00 €

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 69	Surface utile :	4 610,15 m²
Assiette : 8 701 001,56 €	SUBVENTION :	218 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,51 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## Surcharge foncière

Surface utile totale	:	4 610,15 m²
Assiette de subvention	:	618 710,14 €
Taux de subvention	:	16,73 %

Montant de subvention : 103 500,00 €

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION**

**SUBVENTION : 321 900,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	1 198 597,59 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 360 177,04 €
Prestations intellectuelles et frais	884 694,00 €
Prix de Revient H.T.	9 443 468,63 €
Montant de la TVA	519 390,77 €
Prix de revient TTC	9 962 859,40 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 161,07 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Article 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Article 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	103 500,00	16,73%
<b>Sous-total Subventions</b>	103 500,00	16,73%
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	515 210,14	83,27%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	515 210,14	83,27%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	618 710,14	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	618 710,14	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	691 522,50 €
Surface utile totale	4 610,15 m²
Dont SU Collectif	4 610,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 198 597,59 €
Assiette de subvention (dépassement)	618 710,14 €
Taux de la subvention	16,73 %

20 / 485 / D 1

**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2014130550041\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
058811670

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500030

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13104 Sausset-les-Pins

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS/PLAI avenue des 3 Communes - Sausset Les Pins  
avenue des Trois Communes  
Quartier La Folie  
13690 SAUSSET LES PINS



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500112

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

Exercice : 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 69)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 436 817,55 €	618 710,14 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	103 500,00	103 500,00
Montant des acomptes versés		(C) 31 050,00 €
Solde à verser		(B-C) 72 450,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOUBAÏ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	103 500,00	16,73%
<b>Sous-total Subventions</b>	103 500,00	16,73%
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	515 210,14	83,27%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	515 210,14	83,27%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	618 710,14	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	618 710,14	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	691 522,50 €
Surface utile totale	4 610,15 m²
Dont SU Collectif	4 610,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 198 597,59 €
TVA de la charge foncière	111 635,03 €
Charge foncière TTC	1 310 232,64 €
Assiette de subvention (dépassement)	618 710,14 €
Taux de la subvention	16,73 %



20 / 486 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550073\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
775690944

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500055

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13210 Marseille - 10e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** Le Carat 2/ AA /12 PLUS /13010/ICF  
121 Avenue de la capelette  
13010 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500252
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
<b>Adresse :</b>		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
<b>Ville :</b>	69003 Lyon	
<b>Exercice :</b>	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 125 471,55 €	1 188 996,58 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 40 800,00 €	(B) 40 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 20 848,80 €
Solde à verser		(B-C) 19 951,20 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N. Dourbe

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	40 800,00	4,59%
Subvention EPCI	36 000,00	4,05%
Ville de Marseille	60 000,00	6,75%
1%.	72 000,00	8,10%
Subvention Autres	30 000,00	3,37%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>238 800,00</b>	<b>26,86%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	462 994,00	52,08%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>462 994,00</b>	<b>52,08%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	187 155,13	21,05%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>187 155,13</b>	<b>21,05%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>888 949,13</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>888 949,13</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 188 996,58 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	630,64 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	630,64 m²
Assiette *	:	1 188 996,58 €
Taux de subvention	:	3,43 %
SUBVENTION	:	40 800,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	630,64 m²
Assiette : 1 188 996,58 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>40 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,43 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

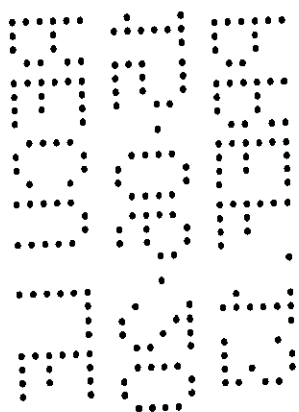
**SUBVENTION : 40 800,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	418 153,49 €
Coût du bâtiment ou des travaux	406 136,20 €
Prestations intellectuelles et frais	40 280,75 €
Décision No : 20201305500055	Page : 3/4

Prix de Revient H.T.	864 570,44 €
Montant de la TVA	24 378,69 €
Prix de revient TTC	888 949,13 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 409,60 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :      Hors opération spécifique



20 / 487 / D J

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550136\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
775690944

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500056

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13210 Marseille - 10e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Le Carat 2/ AA /4 PLS /13010/ICF  
121 Avenue de la capelette  
13010 Marseille

# FICHE DE FIN D'OPERATION

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500253
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :		
69003 Lyon		
Exercice :		
2015		

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'ourbe*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 Christelle MOUREN



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	81 121,00	38,16%	1,86%
Prêts PEEC	80 000,00	37,63%	
<b>Sous-total Prêts</b>	161 121,00	75,79%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	51 453,79	24,21%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	51 453,79	24,21%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	212 574,79	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	212 574,79		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

159,26 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

159,26 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

159,26 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	99 993,22 €
Coût du bâtiment ou des travaux	97 119,52 €
Prestations intellectuelles et frais	9 632,35 €
Prix de Revient H.T.	206 745,09 €
Montant de la TVA	5 829,70 €
Prix de revient TTC	212 574,79 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 334,77 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500056

Page : 3/4

20 / 4 8 8 / D J

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2015130550003\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
775690944

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500037

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13204 Marseille - 4e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** ICF - CHAVE - Marseille 4ème

229 bd chave

13004 MARSEILLE

# FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

03/12/2015

N° de décision

20151305500123

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 775690944

Adresse :

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

Ville :

69003 Lyon

Exercice :

2015

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

1 103 204,24 €

1 232 935,51 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 80 000,00 €

(B) 80 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 64 000,00 €

Solde à verser

(B-C) 16 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'OUTABÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Pb Christelle MOREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	52 800,00	9,77%
Subvention Région	32 597,45	6,03%
Ville	20 000,00	3,70%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
Subvention EPCI	12 000,00	2,22%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>117 397,45</b>	<b>21,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	303 970,00	56,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>303 970,00</b>	<b>56,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	119 039,67	22,03%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>119 039,67</b>	<b>22,03%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>540 407,12</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	27 200,00	2,27%
Subvention Région	72 125,55	6,03%
Ville	40 000,00	3,35%
Subvention PEEC	36 228,00	3,03%
Subvention EPCI	24 000,00	2,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>199 553,55</b>	<b>16,69%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	592 611,00	49,56%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>592 611,00</b>	<b>49,56%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	403 547,37	33,75%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>403 547,37</b>	<b>33,75%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 195 711,92</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Ville	60 000,00	3,46%
Subvention PEEC	36 228,00	2,09%
Subvention Etat	80 000,00	4,61%
Subvention EPCI	36 000,00	2,07%
Subvention Région	104 723,00	6,03%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>316 951,00</b>	<b>18,26%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	896 581,00	51,64%

31 0034

Sous-total Prêts	896 581,00	54,64%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	522 587,04	30,10%
Sous-total Fonds Propres	522 587,04	30,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 736 419,04	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 736 119,04	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 232 935,51 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	513,30 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	513,30 m²
Assiette *	:	830 314,61 €
Taux de subvention	:	3,28 %
SUBVENTION	:	27 200,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	248,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	248,90 m²
Assiette *	:	402 620,90 €
Taux de subvention	:	13,11 %
SUBVENTION	:	52 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	762,20 m²
Assiette : 1 232 935,51 €	SUBVENTION :	80 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,49 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	80 000,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	1 114 467,62 €
Coût du bâtiment ou des travaux	472 927,71 €
Prestations intellectuelles et frais	68 641,68 €
Prix de Revient H.T.	1 656 037,01 €
Montant de la TVA	80 082,03 €
Prix de revient TTC	1 736 119,04 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 277,77 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500037

Page : 4/5



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2017130550247\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500053

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13107 Simiane-Collongue

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** SIMIANE - COEUR DE VILLE  
AVENUE CHARLES DE GAULLE  
13109 SIMIANE- COLLONGUE

# FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

18/12/2017

N° de décision

20171305500253

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2017

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

1 978 365,44 €

Recalculée

1 943 785,49 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 58 800,00 €

(B) 58 800,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 45 570,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 230,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N. BOUTUBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 Christelle MOUREN



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	196 818,00	10,64%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>196 818,00</b>	<b>10,64%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	565 897,00	30,59%
Prêt CDC logement	634 070,00	34,27%
PEEC 8/9ème	240 000,00	12,97%
Prêts Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 439 967,00</b>	<b>77,83%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	213 357,07	11,53%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>213 357,07</b>	<b>11,53%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 850 142,07</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	7,59%
Subvention EPCI	84 351,00	10,89%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>143 151,00</b>	<b>18,48%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	251 265,00	32,43%
Prêt CDC logement	310 368,00	40,06%
PEEC 8/9ème	0,00	0,00%
Prêts Autres	70 000,00	9,03%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>631 633,00</b>	<b>81,52%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>774 784,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	58 800,00	2,24%
Subvention EPCI	281 169,00	10,71%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>339 969,00</b>	<b>12,95%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	944 438,00	35,98%
Prêt CDC foncier	817 162,00	31,13%
Prêts Autres	70 000,00	2,67%
PEEC 8/9ème	240 000,00	9,14%

# 31034

Sous-total Prêts	2 071 600,00	78,92%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	213 357,07	8,13%
Sous-total Fonds Propres	213 357,07	8,13%
Total du Financement (I + II + III)	2 624 926,07	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 624 926,07	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 943 785,49 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	838,49 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	14	838,49 m²
Assiette *	:	1 330 409,44 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	386,58 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	386,58 m²
Assiette *	:	613 376,05 €
Taux de subvention	:	9,59 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 225,07 m²
Assiette : 1 943 785,49 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>58 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,03 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 58 800,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	870 828,55 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 244 040,80 €
Prestations intellectuelles et frais	393 738,91 €
Prix de Revient H.T.	2 508 608,26 €
Montant de la TVA	116 317,81 €
Prix de revient TTC	2 624 926,07 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 142,67 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500053

Page : 4/5



20 / 490 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550012\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500040

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13075 Plan-de-Cuques

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS /PLAI Montée des GARDANENS -PLAN DE CUQUES  
Montée des Gardanens  
Av. des Pères Blancs Montée du Stade  
13380 PLAN DE CUQUES

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	07/11/2014	20141305500071
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
<b>Adresse :</b>	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
<b>Ville :</b>	25200 MONTBELIARD	
<b>Exercice :</b>	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 73)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	7 685 491,61 €	7 676 545,42 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 160 900,00 €	(B) 160 900,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 48 270,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 112 630,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N' Douste

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Plo Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	54 900,00	0,65%
Ville	24 335,00	0,29%
Subvention EPCI	192 095,00	2,29%
Subvention Autres	79 513,00	0,95%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>350 843,00</b>	<b>4,17%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 470 732,00	17,50%
Prêt CDC foncier	2 432 840,00	28,95%
Prêts PEEC	1 925 000,00	22,90%
Prêts Autres	361 673,00	4,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 190 245,00</b>	<b>73,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 863 452,00	22,17%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 863 452,00</b>	<b>22,17%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>8 404 540,00</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	106 000,00	4,92%
Ville	875 665,00	40,62%
Subvention EPCI	26 905,00	1,25%
Subvention Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 008 570,00</b>	<b>46,78%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	795 073,00	36,88%
Prêt CDC foncier	340 746,00	15,81%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	11 385,00	0,53%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 147 204,00</b>	<b>53,22%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 155 774,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Autres	79 513,00	0,75%
Ville	900 000,00	8,52%
Subvention Etat	160 900,00	1,52%
Subvention EPCI	219 000,00	2,07%

Sous-total Subventions	1 359 413,00	12,87%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 265 805,00	21,46%
Prêt CDC foncier	2 773 586,00	26,26%
Prêts Autres	373 058,00	3,53%
Prêts PEEC	1 925 000,00	18,23%
Sous-total Prêts	7 337 449,00	69,48%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 863 452,00	17,65%
Sous-total Fonds Propres	1 863 452,00	17,65%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>10 560 314,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>10 560 314,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**A - Assiette de la subvention : 7 676 545,42 €**

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	63	3 927,97 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	63	3 927,97 m²
Assiette *	:	6 733 775,38 €
Taux de subvention	:	0,82 %
SUBVENTION	:	54 900,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	549,94 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	549,94 m²
Assiette *	:	942 770,04 €
Taux de subvention	:	11,24 %
SUBVENTION	:	106 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 73	Surface utile :	4 477,91 m²
Assiette : 7 676 545,42 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>160 900,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,10 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>160 900,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 892 647,40 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 821 889,60 €
Prestations intellectuelles et frais	307 582,00 €
Décision No : 20201305500040	Page : 4/5

Prix de Revient H.T.	10 022 119,00 €
Montant de la TVA	538 195,00 €
Prix de revient TTC	10 560 314,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 358,31 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique



20 / 491 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2017130550164\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
339804858

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500036

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13103.Salon-de-Provence

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
Résidence Grappelli-Bat 2 Logt 41  
Résidence Grappelli Bâtiment B2  
81 rue de l'Empéri  
13300 Salon-de-Provence

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/11/2017	20171305500161

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 339804858

Adresse :

69 che de vassieux

Ville

69300 Caluire-et-Cuire

Exercice

2017

### .. CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	80 707,13 €	80 707,13 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 10 560,00 €
Solde à verser		(B-C) 2 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'Douma*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Pb *Christelle MOUREN*

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	11,61%
Conseil Régional	5 000,00	4,40%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>18 200,00</b>	<b>16,01%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	51 888,00	45,65%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>51 888,00</b>	<b>45,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	43 576,51	38,34%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>43 576,51</b>	<b>38,34%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>113 664,51</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>113 664,51</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 80 707,13 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	45,55 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	45,55 m²
Assiette *	:	80 707,13 €
Taux de subvention	:	16,36 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	45,55 m²
Assiette : 80 707,13 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	16,36 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

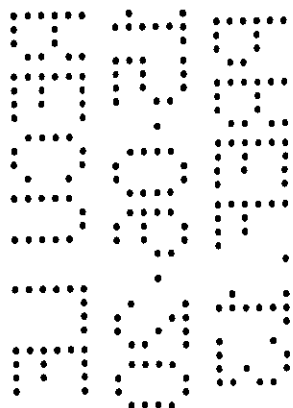
#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	92 791,45 €
Coût du bâtiment ou des travaux	13 383,21 €
Prestations intellectuelles et frais	5 310,00 €
Prix de Revient H.T.	111 484,66 €
Montant de la TVA	2 179,85 €
Prix de revient TTC	113 664,51 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 495,38 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique



**20 / 4 9 2 / D \_**

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
 2018130550090\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 339804858

**Famille d'organisme**  
 Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
 FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20201305500032

**Nature de l'opération**  
 Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
 13204 Marseille - 4e arrondissement

**Exercice**  
 2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
 Le Syracuse  
 50 boulevard Dahdah  
 13004 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	31/10/2018	20181305500116
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
<b>Adresse :</b>		

69 che de vassieux

**Ville :** 69300 Caluire-et-Cuire  
**Exercice :** 2018

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	112 834,57 €	112 834,57 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 10 560,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 2 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOUMBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	8,86%
Subvention EPCI	3 000,00	2,01%
Ville de Marseille	5 000,00	3,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>21 200,00</b>	<b>14,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	97 797,00	65,61%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>97 797,00</b>	<b>65,61%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	30 063,93	20,17%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>30 063,93</b>	<b>20,17%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>149 060,93</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>149 060,93</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 112 834,57 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

69,32 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	69,32 m²
Assiette *	:	112 834,57 €
Taux de subvention	:	11,70 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	69,32 m²
Assiette : 112 834,57 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	11,70 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	141 334,68 €
Coût du bâtiment ou des travaux	0,00 €
Prestations intellectuelles et frais	7 719,00 €
Prix de Revient H.T.	149 053,68 €
Montant de la TVA	7,25 €

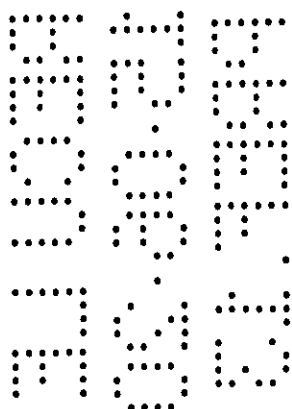
Prix de revient TTC

149 060,93 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 150,33 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :      Hors opération spécifique





20 / 4 9 3 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2016130550005\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500028  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13043 Gignac-la-Nerthe

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
rue de la Fonse  
rue de la Fonse  
13180 Gignac-la-Nerthe

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

22/11/2016

N° de décision

20161305500090

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 552046484

Adresse :

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

Ville :

75013 Paris

Exercice :

2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 19)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

2 524 021,33 €

2 427 391,22 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 61 560,00 €

(B) 61 560,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 42 414,84 €

Solde à verser

(B-C) 19 145,16 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2020

*Nathalie N. A. J. M.*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*Christelle MOUREN*

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	60 640,00	6,81%
Subvention autres collectivités	18 000,00	2,02%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>78 640,00</b>	<b>8,83%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	438 335,00	49,19%
Prêt CDC foncier	307 963,00	34,56%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
1%.	12 631,57	1,42%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>758 929,57</b>	<b>85,17%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	53 531,13	6,01%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>53 531,13</b>	<b>6,01%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>891 100,70</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	920,00	0,04%
Subvention autres collectivités	39 000,00	1,87%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>39 920,00</b>	<b>1,91%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	909 111,00	43,48%
Prêt CDC foncier	713 007,00	34,10%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	210 000,00	10,04%
1%.	27 368,43	1,31%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 859 486,43</b>	<b>88,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	191 575,82	9,16%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>191 575,82</b>	<b>9,16%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 090 982,25</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention autres collectivités	57 000,00	1,91%
Subvention Etat	61 560,00	2,06%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>118 560,00</b>	<b>3,98%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 347 446,00	45,18%
Prêt CDC foncier	1 020 970,00	34,24%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	210 000,00	7,04%
1%.	40 000,00	1,34%

Sous-total Prêts	2 618 416,00	87,80%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	245 106,95	8,22%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	245 106,95	8,22%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 982 082,95	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 982 082,95	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 427 391,22 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	981,63 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	981,63 m²
Assiette *	:	1 700 955,16 €
Taux de subvention	:	0,05 %
SUBVENTION	:	920,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	419,23 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	419,23 m²
Assiette *	:	726 436,06 €
Taux de subvention	:	8,35 %
SUBVENTION	:	60 640,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 400,86 m²
Assiette : 2 427 391,22 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>61 560,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,54 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>61 560,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	975 443,07 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 788 635,75 €
Prestations intellectuelles et frais	22 611,87 €
Prix de Revient H.T.	2 786 690,69 €
Montant de la TVA	195 392,26 €
Prix de revient TTC	2 982 082,95 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 128,75 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique



20 / 494 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2016130550092\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500029

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13043 Gignac-la-Nerthe

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "I23" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
Rue de la Fonse 5 PLS  
rue de la Fonse  
13180 Gignac-la-Nerthe

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/11/2016	20161305500085
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		

#### Adresse :

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

#### Ville :

75013 Paris

#### Exercice :

2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'GOUTUBU

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
1/0 Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	241 949,00	36,06%	1,86%
CCI foncier PLS	229 314,00	34,18%	1,86%
1%.	40 000,00	5,96%	
<b>Sous-total Prêts</b>	511 263,00	76,20%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	159 671,65	23,80%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	159 671,65	23,80%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	670 934,65	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	670 934,65		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

315,65 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

315,65 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

315,65 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

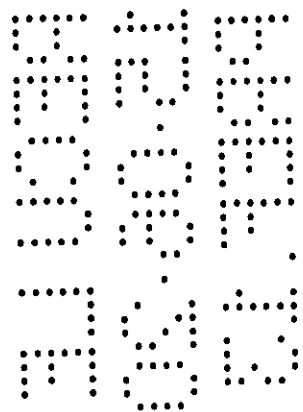
0,00 €

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	219 463,57 €
Coût du bâtiment ou des travaux	402 422,65 €
Prestations intellectuelles et frais	5 087,41 €
Prix de Revient H.T.	626 973,63 €
Montant de la TVA	43 961,02 €
Prix de revient TTC	670 934,65 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 125,57 €/m²



Type d'opération :            Hors opération spécifique



20 / 4 9 5 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550054\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500051

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13210 Marseille - 10e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS EFFERVESCENCE MARSEILLE  
121, boulevard de Saint Loup  
13010 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500169
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
<b>Adresse :</b>		

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

**Ville :** 75013 Paris  
**Exercice :** 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 38)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 120 255,16 €	4 442 383,32 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 17 700,00 €	(B) 17 700,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 8 018,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 682,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOURBE  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	17 700,00	0,34%
Surcharge foncière	57 000,00	1,09%
Subvention EPCI	114 000,00	2,18%
1%.	107 000,00	2,04%
Subvention Autres	150 000,00	2,87%
Autres	720 000,00	13,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 165 700,00</b>	<b>22,27%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 566 280,00	49,03%
Prêt CDC foncier	1 501 632,00	28,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 067 912,00</b>	<b>77,73%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 233 612,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>5 233 612,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 442 383,32 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

38

2 399,73 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

38

2 399,73 m²

Assiette \*

:

4 442 383,32 €

Taux de subvention

:

0,40 %

SUBVENTION

:

17 700,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38

Surface utile :

2 399,73 m²

Assiette : 4 442 383,32 €

**SUBVENTION** :

**17 700,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,40 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### Surcharge foncière

Surface utile totale :

2 399,73 m²

Assiette de subvention :

1 300 999,53 €

Taux de subvention :

4,38 %

Montant de subvention :

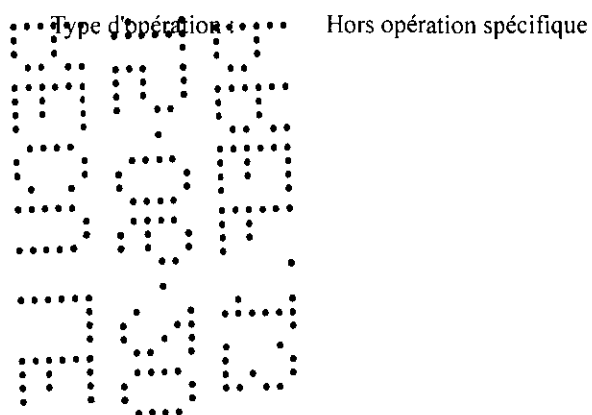
**57 000,00 €**

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 74 700,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 566 527,03 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 527 768,69 €
Prestations intellectuelles et frais	139 316,28 €
Prix de Revient H.T.	5 233 612,00 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	5 233 612,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 180,92 €/m <sup>2</sup>



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	57 000,00	4,38%
1%.	107 000,00	8,22%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>164 000,00</b>	<b>12,61%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 136 999,53	87,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 136 999,53</b>	<b>87,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 300 999,53</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 300 999,53</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	359 959,50 €
Surface utile totale	2 399,73 m²
Dont SU Collectif	2 399,73
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 566 527,03 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 300 999,53 €
Taux de la subvention	4,38 %

20 / 4 9 6 / D 1

**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2014130550054\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500050  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13210 Marseille - 10e arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**  
2020

**Opération :** PLUS EFFERVESCENCE MARSEILLE  
121, boulevard de Saint Loup  
13010 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500170
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
Adresse :		

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

Ville : 75013 Paris  
Exercice : 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 38)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 236 525,50 €	1 300 999,53 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	57 000,00	57 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 13 680,00 €
Solde à verser		(B-C) 43 320,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'GOUSSÉ  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	57 000,00	4,38%
1%.	107 000,00	8,22%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>164 000,00</b>	<b>12,61%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 136 999,53	87,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 136 999,53</b>	<b>87,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 300 999,53</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 300 999,53</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	359 959,50 €
Surface utile totale	2 399,73 m²
Dont SU Collectif	2 399,73
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 566 527,03 €
TVA de la charge fonciere	94 432,00 €
Charge foncière TTC	1 660 959,03 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 300 999,53 €
Taux de la subvention	4,38 %

20 / 4 9 7 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550053\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500052

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13210 Marseille - 10e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :**

PLS EFFERVESCENCE MARSEILLE

121, boulevard de Saint loup

13010 MARSEILLE

# FICHE DE FIN D'OPERATION

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500189
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
<b>Adresse :</b>		
33 AV PIERRE MENDES FRANCE		
<b>Ville :</b>		
75013 Paris		
<b>Exercice :</b>		
2014		

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	0,00 €	0,00 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N' Douf*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*Christelle MOUREN*

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Autres	180 000,00	8,97%	
<b>Sous-total Subventions</b>	180 000,00	8,97%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	884 823,00	44,09%	2,11%
Autres	597 883,00	29,79%	2,36%
Prêts PEEC	70 000,00	3,49%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 552 706,00	77,37%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	274 261,36	13,67%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	274 261,36	13,67%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 006 967,36	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 006 967,36		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

901,95 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

901,95 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile : 901,95 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

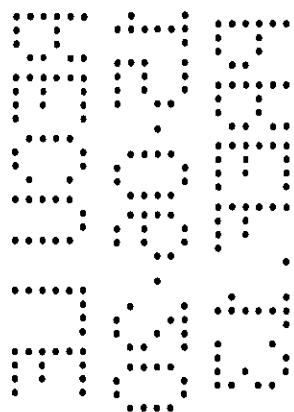
#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** : 0,00 €

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	621 359,88 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 357 383,12 €
Prestations intellectuelles et frais	28 224,36 €
Prix de Revient H.T.	2 006 967,36 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	2 006 967,36 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 225,14 €/m²

Type d'opération :      Hors opération spécifique





20 / 4 9 8 / D



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2011130550017\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

552046484

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500004

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS PLAI - TRAVERSE PARTY

Quartier de la Batarelle

13014 Marseille 14e

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	17/10/2011	20111305500077
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
Adresse :		

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

Ville : 75013 Paris  
Exercice : 2011

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	3 888 374,91 €	3 901 504,65 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 168 000,00 €	(B) 168 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 114 408,00 €
Solde à verser		(B-C) 53 592,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOURBE  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	72 000.00	2.26%
Surcharge foncière	48 000.00	1.51%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	48 000.00	1.51%
Conseil Général	120 000.00	3.77%
1% - Concours Privilégié	100 000.00	3.14%
Autres	10 860.00	0.34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>398 860.00</b>	<b>12.54%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 208 385.00	69.41%
Prêt CDC foncier	370 175.00	11.63%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 578 560.00</b>	<b>81.04%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	204 391.39	6.42%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>204 391.39</b>	<b>6.42%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 181 811.39</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	96 000.00	8.58%
Surcharge foncière	24 000.00	2.15%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	16 000.00	1.43%
Conseil Général	90 000.00	8.05%
1% - Concours Privilégié	0.00	0.00%
Autres	3 620.00	0.32%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>229 620.00</b>	<b>20.53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	721 452.00	64.50%
Prêt CDC foncier	99 265.00	8.88%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>820 717.00</b>	<b>73.38%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	68 130.46	6.09%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>68 130.46</b>	<b>6.09%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 118 467.46</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	14 480.00	0.34%
Conseil Général	210 000.00	4.88%
1% - Concours Privilégié	100 000.00	2.33%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	64 000.00	1.49%



Subvention Etat	168 000.00	3.91%
Surcharge foncière	72 000.00	1.67%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>628 480.00</b>	<b>14.61%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 929 837.00	68.13%
Prêt CDC foncier	469 440.00	10.92%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 399 277.00</b>	<b>79.05%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	272 521.85	6.34%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>272 521.85</b>	<b>6.34%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 300 278.85</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>4 300 278.85</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 3 901 504,65 €**

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 754,66 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>24</b>	<b>1 754,66 m²</b>
Assiette *	:	3 043 896,32 €
Taux de subvention	:	2,37 %
SUBVENTION	:	72 000,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	494,37 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>8</b>	<b>494,37 m²</b>
Assiette *	:	857 608,33 €
Taux de subvention	:	11,19 %
SUBVENTION	:	96 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32	Surface utile :	2 249,03 m²
Assiette : 3 901 504,65 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>168 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,31 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 249,03 m²
Assiette de subvention	:	375 924,85 €
Taux de subvention	:	19,15 %
Montant de subvention	:	<b>72 000,00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 240 000,00 €

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	677 629,35 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 031 908,23 €
Prestations intellectuelles et frais	386 716,71 €
Prix de Revient H.T.	4 096 254,29 €
Montant de la TVA	204 024,56 €
Prix de revient TTC	4 300 278,85 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 912,06 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : Hors opération spécifique

677 629,35 €  
3 031 908,23 €  
386 716,71 €  
4 096 254,29 €  
204 024,56 €  
4 300 278,85 €  
1 912,06 €/m<sup>2</sup>

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	72 000.00	19.15%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPMI	64 000.00	17.02%
Conseil Général	210 000.00	55.86%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>346 000.00</b>	<b>92.04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	2 079.00	0.55%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 079.00</b>	<b>0.55%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	27 845.85	7.41%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>27 845.85</b>	<b>7.41%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>375 924.85</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>375 924.85</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	337 354.50 €
Surface utile totale	2 249.03 m²
Dont SU Collectif	2 249.03
Dont SU Individuel	0.00
Charge foncière	677 629.35 €
Assiette de subvention (dépassement)	375 924.85 €
Taux de la subvention	19.15 %



20 / 4 9 9 / D \_

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**

2011130550017\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

552046484

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500003

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS PLA1 - TRAVERSE PARTY

Quartier de la Batarelle

13014 Marseille 14e

895  
895  
895  
895  
895

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	17/10/2011	20111305500078
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
Adresse :		
33 AV PIERRE MENDES FRANCE		
Ville :	75013 Paris	
Exercice :	2011	



### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	348 079,00 €	375 924,85 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	72 000,00	72 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 50 328,00 €
Solde à verser		(B-C) 21 672,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N. DOURAS*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*pb* Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	72 000.00	19.15%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	64 000.00	17.02%
Conseil Général	210 000.00	55.86%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>346 000.00</b>	<b>92.04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	2 079.00	0.55%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 079.00</b>	<b>0.55%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	27 845.85	7.41%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>27 845.85</b>	<b>7.41%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>375 924.85</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>375 924.85</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	337 354.50 €
Surface utile totale	2 249.03 m²
Dont SU Collectif	2 249.03
Dont SU Individuel	0.00
Charge foncière HT	677 629.35 €
TVA de la charge foncière	35 650.00 €
Charge foncière TTC	713 279.35 €
Assiette de subvention (dépassement)	375 924.85 €
Taux de la subvention	19.15 %

20 / 500 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**

2011130550038\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782855696

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500027

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13119 Carnoux-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS PLAI - Résidence 3 MONT FLEURI  
Avenue Mont Fleuri  
13470 Carnoux-en-Provence



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux organismes publics divers

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	19/12/2011	20111305500119
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
<b>Adresse :</b>		
80 r albe		
BP 31		
<b>Ville :</b>	13004 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 24)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	2 051 704,07 €	2 791 017,41 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 85 000,00 €	(B) 85 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 68 000,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 17 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'GOURBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	55 000,00	7,58%
Surcharge foncière	9 236,97	1,27%
Subvention EPCI	18 480,00	2,55%
Subvention Département	102 675,00	14,14%
Subvention Autres	1 683,00	0,23%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>187 074,97</b>	<b>25,77%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	361 766,00	49,83%
Prêt CDC foncier	80 310,00	11,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>442 076,00</b>	<b>60,90%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	96 789,00	13,33%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>96 789,00</b>	<b>13,33%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>725 939,97</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 000,00	1,33%
Surcharge foncière	30 763,03	1,36%
Subvention EPCI	61 520,00	2,72%
Subvention Département	341 799,00	15,12%
Subvention Autres	5 604,00	0,25%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>469 686,03</b>	<b>20,77%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 202 279,00	53,17%
Prêt CDC foncier	266 900,00	11,80%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 469 179,00</b>	<b>64,98%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	322 205,18	14,25%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>322 205,18</b>	<b>14,25%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 261 070,21</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	444 474,00	14,88%
Subvention Autres	7 287,00	0,24%
Subvention Etat	85 000,00	2,85%
Subvention EPCI	80 000,00	2,68%
Surcharge foncière	40 000,00	1,34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>656 761,00</b>	<b>21,99%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 564 045,00	52,36%
Prêt CDC foncier	347 210,00	11,62%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 911 255,00</b>	<b>63,99%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	418 994,18	14,03%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>418 994,18</b>	<b>14,03%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 987 010,18</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 987 010,18</b>	

## B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

L- Assiette de la subvention : 2 791 017,41 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 324,25 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>19</b>	<b>1 324,25 m²</b>
Assiette *	:	2 279 106,86 €
Taux de subvention	:	1,32 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>30 000,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	297,44 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>5</b>	<b>297,44 m²</b>
Assiette *	:	511 910,55 €
Taux de subvention	:	10,74 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>55 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 621,69 m²
Assiette : 2 791 017,41 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>85 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,05 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 621,69 m²
Assiette de subvention	:	206 384,92 €
Taux de subvention	:	19,38 %
Montant de subvention	:	<b>40 000,00 €</b>

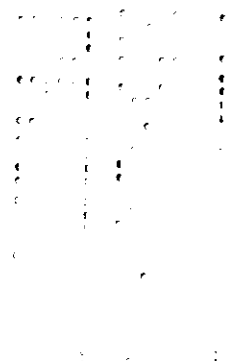
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b>	:	<b>125 000,00 €</b>
-------------------	---	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	427 993,42 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 120 749,89 €
Prestations intellectuelles et frais	285 293,67 €
Prix de Revient H.T.	2 834 036,98 €
Montant de la TVA	152 973,20 €
Prix de revient TTC	2 987 010,18 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 841,91 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	40 000,00	19,38%
Subvention Département	166 384,92	80,62%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>206 384,92</b>	<b>100,00%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>206 384,92</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>206 384,92</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	243 253,50 €
Surface utile totale	1 621,69 m²
Dont SU Collectif	1 621,69
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	427 993,42 €
Assiette de subvention (dépassement)	206 384,92 €
Taux de la subvention	19,38 %

20 / 5 0 1 / D

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2011130550038\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500026

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13119 Carnoux-en-Provence

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS PLAI - Résidence 3 MONT FLEURI  
Avenue Mont Fleuri  
13470 Carnoux-en-Provence

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux organismes publics divers

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/12/2011	20111305500120
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		

80 r albe  
BP 31  
13004 Marseille  
2011

Ville :

Exercice :

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 24)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	224 639,00 €	206 384,92 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	40 000,00	40 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 32 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 8 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie W 'DDB-AB'*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*P/0* Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	40 000,00	19,38%
Subvention Département	166 384,92	80,62%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>206 384,92</b>	<b>100,00%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>206 384,92</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>206 384,92</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	243 253,50 €
Surface utile totale	1 621,69 m²
Dont SU Collectif	1 621,69
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	427 993,42 €
TVA de la charge fonciere	21 645,00 €
Charge foncière TTC	449 638,42 €
Assiette de subvention (dépassement)	206 384,92 €
Taux de la subvention	19,38 %



20 / 502 / D

2020

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2011130550050\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe  
BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500061  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13204 Marseille - 4e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLA1 IMPASSE BLANC - EF---  
11 impasse Blanc  
13004 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement aux autres établissements publics locaux

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500167
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
<b>Adresse :</b>		
80 r albe		
BP 31		
<b>Ville :</b>	13004 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	2 685 430,45 €	2 791 936,10 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 82 000,00 €	(B) 82 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 60 680,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 21 320,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Natrah N' DOUMBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
1/0 Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	44 000,00	7,74%
Surcharge foncière	8 117,58	1,43%
Subvention EPCI	12 123,00	2,13%
Subvention Département	80 385,00	14,14%
Autres	1 507,00	0,27%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>146 132,58</b>	<b>25,70%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	320 304,00	56,34%
Prêt CDC foncier	90 901,00	15,99%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>411 205,00</b>	<b>72,33%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	11 197,00	1,97%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>11 197,00</b>	<b>1,97%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>568 534,58</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	38 000,00	1,53%
Surcharge foncière	37 882,42	1,52%
Subvention EPCI	56 877,00	2,29%
Subvention Département	377 145,00	15,16%
Autres	7 068,00	0,28%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>516 972,42</b>	<b>20,77%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 494 769,00	60,07%
Prêt CDC foncier	424 206,00	17,05%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 918 975,00</b>	<b>77,11%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	52 530,87	2,11%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>52 530,87</b>	<b>2,11%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 488 478,29</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	8 575,00	0,28%
Subvention Département	457 530,00	14,97%
Subvention Etat	82 000,00	2,68%
Subvention EPCI	69 000,00	2,26%
Surcharge foncière	46 000,00	1,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>663 105,00</b>	<b>21,69%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 815 073,00	59,37%
Prêt CDC foncier	515 107,00	16,85%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 330 180,00</b>	<b>76,22%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	63 727,87	2,08%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>63 727,87</b>	<b>2,08%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 057 012,87</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 057 012,87</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 791 936,10 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	19	1 324,25 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>19</b>	<b>1 324,25 m²</b>
Assiette *	:	2 301 413,87 €
Taux de subvention	:	1,65 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>38 000,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	282,25 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>4</b>	<b>282,25 m²</b>
Assiette *	:	490 522,23 €
Taux de subvention	:	8,97 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>44 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 606,50 m²
Assiette : 2 791 936,10 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>82 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,94 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 606,50 m²
Assiette de subvention	:	326 808,35 €
Taux de subvention	:	14,08 %
Montant de subvention	:	<b>46 000,00 €</b>

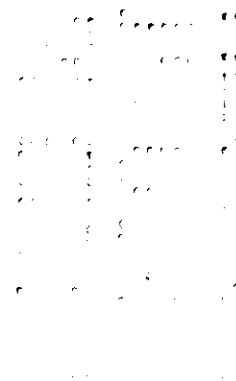
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>128 000,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	522 560,32 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 132 939,48 €
Prestations intellectuelles et frais	262 995,79 €
Prix de Revient H.T.	2 918 495,59 €
Montant de la TVA	138 517,28 €
Prix de revient TTC	3 057 012,87 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 902,90 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	46 000,00	14,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	46 000,00	14,08%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	264 901,85	81,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	264 901,85	81,06%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	15 906,50	4,87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	15 906,50	4,87%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	326 808,35	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	326 808,35	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	240 975,00 €
Surface utile totale	1 606,50 m²
Dont SU Collectif	1 606,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	522 560,32 €
Assiette de subvention (dépassement)	326 808,35 €
Taux de la subvention	14,08 %

20 / 503 / D1

.....  
.....  
.....

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**

2011130550050\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782855696

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500060

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13204 Marseille - 4e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS / PLA1 IMPASSE BLANC - EF---

11 impasse Blanc

13004 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement aux autres établissements publics locaux

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500166
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
<b>Adresse :</b>		
80 r albe		
BP 31		
Ville :		
13004 Marseille		
<b>Exercice :</b>		
2011		

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	626 015,50 €	326 808,35 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	46 000,00	46 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 19 136,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 26 864,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOURÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	46 000,00	14,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	46 000,00	14,08%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	264 901,85	81,06%
<b>Sous-total Prêts</b>	264 901,85	81,06%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	15 906,50	4,87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	15 906,50	4,87%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	326 808,35	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	326 808,35	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	240 975,00 €
Surface utile totale	1 606,50 m²
Dont SU Collectif	1 606,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	522 560,32 €
TVA de la charge fonciere	45 223,03 €
Charge foncière TTC	567 783,35 €
Assiette de subvention (dépassement)	326 808,35 €
Taux de la subvention	14,08 %

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2015130550089\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500039

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13033 Ensues-la-Redonne

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** 35PLUS/14PLAI -Vert et Mer - ENSUES LA REDONNE -

Lieudit Plaine de Raynarde

13820 ENSUES-LA-REDONNE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

03/12/2015

N° de décision

20151305500090

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville :

84000 AVIGNON

Exercice :

2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 49)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 945 752,47 €

4 946 084,67 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 137 200,00 €

(B) 137 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 109 760,00 €

Solde à verser

(B-C) 27 440,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'Gourbe  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Plo Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	105 000,00	1,89%
Subvention PEEC	180 000,00	3,24%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>285 000,00</b>	<b>5,13%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 008 942,00	36,14%
Prêt CDC foncier	1 864 405,00	33,54%
Prêts PEEC	280 000,00	5,04%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 153 347,00</b>	<b>74,72%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 120 561,82	20,16%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 120 561,82</b>	<b>20,16%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 558 908,82</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	137 200,00	7,14%
Subvention EPCI	42 000,00	2,18%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>179 200,00</b>	<b>9,32%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	675 967,00	35,15%
Prêt CDC foncier	619 430,00	32,21%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 295 397,00</b>	<b>67,37%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	448 225,00	23,31%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>448 225,00</b>	<b>23,31%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 922 822,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC	180 000,00	2,41%
Subvention Etat	137 200,00	1,83%
Subvention EPCI	147 000,00	1,96%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>464 200,00</b>	<b>6,20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 684 909,00	35,89%
Prêt CDC foncier	2 483 835,00	33,20%
Prêts PEEC	280 000,00	3,74%

Sous-total Prêts	5 448 744,00	72,83%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 568 786,82	20,97%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 568 786,82	20,97%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 481 730,82</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>7 481 730,82</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 946 084,67 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 354,68 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	35	2 354,68 m²
Assiette *	:	3 652 205,99 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	834,20 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	14	834,20 m²
Assiette *	:	1 293 878,68 €
Taux de subvention	:	10,60 %
SUBVENTION	:	137 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 49	Surface utile :	3 188,88 m²
Assiette : 4 946 084,67 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>137 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,77 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>137 200,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 393 634,01 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 454 226,26 €
Prestations intellectuelles et frais	1 195 338,24 €
Prix de Revient H.T.	7 043 198,51 €
Montant de la TVA	438 532,31 €
Prix de revient TTC	7 481 730,82 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 346,19 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500039

Page : 4/5



20 / 5 0 5 / 0 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2016130550062\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500033

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13043 Gignac-la-Nerthe

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** GIGNAC - Figuerolles- la clé des champs  
Avenue François Mitterrand  
13180 Gignac-la-Nerthe

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	18/11/2016	20161305500084

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville :

84000 AVIGNON

Exercice :

2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 71)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	7 826 126,78 €	7 920 862,64 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 221 760,00 €	(B) 221 760,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 177 408,00 €
Solde à verser		(B-C) 44 352,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'GOMBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
110 Christelle MOUREN



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	11 960,00	0,16%
Subvention Département	300 000,00	4,01%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	153 000,00	2,05%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>464 960,00</b>	<b>6,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 697 356,00	49,48%
Prêt CDC foncier	2 447 942,00	32,76%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 145 298,00</b>	<b>82,23%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	862 874,00	11,55%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>862 874,00</b>	<b>11,55%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 473 132,00</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	209 800,00	8,19%
Subvention Département	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	2,34%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>269 800,00</b>	<b>10,53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 207 345,00	47,11%
Prêt CDC foncier	747 499,00	29,16%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 954 844,00</b>	<b>76,27%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	338 381,98	13,20%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>338 381,98</b>	<b>13,20%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 563 025,98</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	300 000,00	2,99%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	213 000,00	2,12%
Subvention Etat	221 760,00	2,21%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>734 760,00</b>	<b>7,32%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	4 904 701,00	48,87%
Prêt CDC foncier	3 195 441,00	31,84%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>8 100 142,00</b>	<b>80,71%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 201 255,98	11,97%

Sous-total Fonds Propres	1 201 255,98	11,97%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>10 036 157,98</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>10 036 157,98</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 7 920 862,64 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		51	3 374,22 m²
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>		<b>51</b>	<b>3 374,22 m²</b>
Assiette *		:	6 053 222,58 €
Taux de subvention		:	0,20 %
<b>SUBVENTION</b>		:	<b>11 960,00 €</b>
<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		20	1 041,07 m²
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>		<b>20</b>	<b>1 041,07 m²</b>
Assiette *		:	1 867 640,06 €
Taux de subvention		:	11,23 %
<b>SUBVENTION</b>		:	<b>209 800,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 71	Surface utile :	4 415,29 m²
Assiette : 7 920 862,64 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>221 760,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,80 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 221 760,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	3 199 811,26 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 943 054,43 €
Prestations intellectuelles et frais	175 677,68 €
Prix de Revient H.T.	9 318 543,37 €
Montant de la TVA	717 614,61 €
Prix de revient TTC	10 036 157,98 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 273,05 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 5 0 6 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2014130550013\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20201305500005

### Nature de l'opération

Neuf

### Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

### Exercice

2020

**Opération :** PLUS ALHAMBRA MARSEILLE  
334 boulevard Chave  
13005 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	07/11/2014	20141305500072
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		

4 r capitaine dessemond

Ville :	13007 Marseille
Exercice :	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 21)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 183 155,22 €	2 188 467,84 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 18 300,00 €	(B) 18 300,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 6 222,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 078,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 JUIN 2020

Nathalie N'Goube

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 Christèle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 300,00	0,64%
Subvention EPCI	63 000,00	2,19%
Subvention PEEC 1 pour 1	150 000,00	5,21%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>231 300,00</b>	<b>8,03%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 725 232,60	59,89%
Prêt CDC foncier	721 230,26	25,04%
Prêts PEEC	140 000,00	4,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 586 462,86</b>	<b>89,79%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	62 928,65	2,18%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>62 928,65</b>	<b>2,18%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 880 691,51</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 880 691,51</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 188 467,84 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

21

1 306,02 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

21

1 306,02 m²

Assiette *	:	2 188 467,84 €
Taux de subvention	:	0,84 %
SUBVENTION	:	18 300,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 21

Surface utile :

1 306,02 m²

Assiette : 2 188 467,84 €

**SUBVENTION :**

**18 300,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,84 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

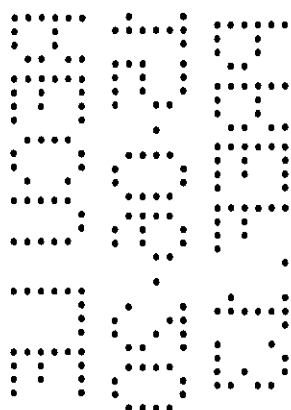
**18 300,00 €**

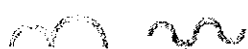
#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	275 080,06 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 139 686,76 €
Prestations intellectuelles et frais	322 289,60 €
Décision No : 20201305500005	Page : 3/4

Prix de Revient H.T.	2 737 056.42 €
Montant de la TVA	143 635.09 €
Prix de revient TTC	2 880 691.51 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 205.70 €/m²

Type d'opération :        Hors opération spécifique





**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**

2014130550014\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

054803770

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500006

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13205 Marseille - 5e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :**

PLS ALHAMBRA - MARSEILLE

334 boulevard Chave

13005 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	07/11/2014	20141305500068
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		

4 r capitaine dessemond

Ville : 13007 Marseille  
Exercice : 2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N' DOUTÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0.00	0.00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0.00	0.00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 234 146.00	54.22%	2.36%
CDC foncier PLS	569 363.00	25.01%	2.36%
Prêts PEEC	245 000.00	10.76%	
<b>Sous-total Prêts</b>	2 048 509.00	90.00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	227 611.00	10.00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	227 611.00	10.00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 276 120.00	100.00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 276 120.00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	962.94 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>15</b>	<b>962.94 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	962.94 m²
Assiette : 0.00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0.00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

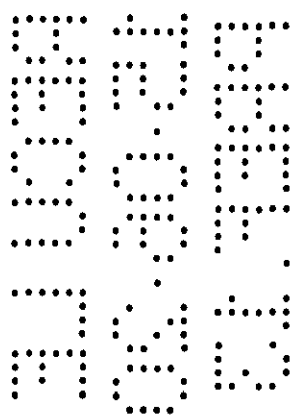
#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	539 680.00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 425 781.00 €
Prestations intellectuelles et frais	191 998.00 €
Prix de Revient H.T.	2 157 459.00 €
Montant de la TVA	118 661.00 €
Prix de revient TTC	2 276 120.00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 363.72 €/m²

Type d'opération :        Hors opération spécifique





20 / 5 0 8 / D 4



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2015130550067\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

642016703

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500001

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13211 Marseille - 11e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** 14PLUS/7PLA1 - LE POMONA 2 - MARSEILLE 11ème  
58, AVENUE JEAN LOMBARD  
13011 MARSEILLE

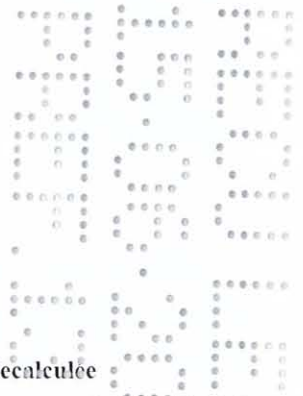
848  
848  
848  
848  
848

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500115
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 642016703		
Adresse :		
	1175 prt des milles	
	CS 40650	
Ville :	13090 Aix-en-Provence	
Exercice :	2015	



### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 21)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 615 397,98 €	2 642 362,26 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 68 600,00 €	(B) 68 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 54 880,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 720,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'GURUBÉ*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*P/O Christelle MOUREN*

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600.00	4.86%
Ville de Marseille	70 000.00	4.96%
Conseil Général	70 000.00	4.96%
Subvention PEEC	60 000.00	4.25%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>268 600.00</b>	<b>19.04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	496 000.00	35.16%
Prêt CDC foncier	381 200.00	27.02%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000.00	4.96%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>947 200.00</b>	<b>67.14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	194 918.25	13.82%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>194 918.25</b>	<b>13.82%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 410 718.25</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0.00	0.00%
Ville de Marseille	35 000.00	1.42%
Conseil Général	35 000.00	1.42%
Subvention PEEC	60 000.00	2.43%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>130 000.00</b>	<b>5.26%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 099 400.59	44.46%
Prêt CDC foncier	818 400.00	33.10%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000.00	1.42%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 952 800.59</b>	<b>78.98%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	389 836.48	15.77%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>389 836.48</b>	<b>15.77%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 472 637.07</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Conseil Général	105 000.00	2.70%
Ville de Marseille	105 000.00	2.70%
Subvention PEEC	120 000.00	3.09%
Subvention Etat	68 600.00	1.77%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>398 600.00</b>	<b>10.26%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		

Prêt CDC logement	1 595 400,59	41.08%
Prêt CDC foncier	1 199 600,00	30.89%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	105 000,00	2.70%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 900 000,59</b>	<b>74.68%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	584 754,73	15.06%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>584 754,73</b>	<b>15.06%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 883 355,32</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 883 355,32</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 642 362,26 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		14	1 118,83 m²
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>		<b>14</b>	<b>1 118,83 m²</b>
		Assiette *	: 1 799 724,94 €
		Taux de subvention	: 0,00 %
		SUBVENTION	: 0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		7	523,84 m²
Logements « Individuel »			
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>		<b>7</b>	<b>523,84 m²</b>
		Assiette *	: 842 637,32 €
		Taux de subvention	: 8,14 %
		SUBVENTION	: 68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 21	Surface utile :	1 642,67 m²
Assiette : 2 642 362,26 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,60 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 68 600,00 €**

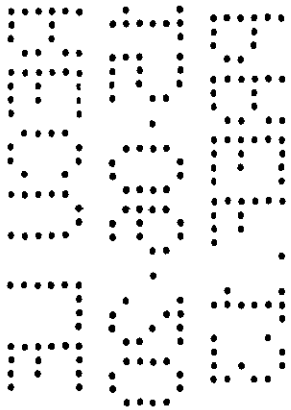
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 274 942,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 397 884,16 €
Prestations intellectuelles et frais	8 078,76 €
Prix de Revient H.T.	3 680 905,52 €
Montant de la TVA	202 449,80 €
Prix de revient TTC	3 883 355,32 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 364.05 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique





20 / 5 0 9 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550132\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
642016703

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500002

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13211 Marseille - 11e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** 10 PLS - LE POMONA 2 - MARSEILLE 11ème  
58. AVENUE JEAN LOMBARD  
13011 MARSEILLE

# FICHE DE FIN D'OPERATION

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500198
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 642016703		
<b>Adresse :</b>		
1175 prt des milles		
CS 40650		
<b>Ville:</b>	13090 Aix-en-Provence	
<b>Exercice:</b>	2015	

## ... CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	0,00 €	0,00 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 1 0 JUIN 2020

*Nathalie N'DOUMBE*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
110 Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0.00	0.00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0.00	0.00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	581 473.00	42.62%	1.86%
CDC foncier PLS	456 040.00	33.42%	1.86%
Prêts PEEC	160 000.00	11.73%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 197 513.00	87.77%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	166 909.14	12.23%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	166 909.14	12.23%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 364 422.14	100.00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 364 422.14		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	625.98 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>10</b>	<b>625.98 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	625.98 m²
Assiette : 0.00 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0.00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

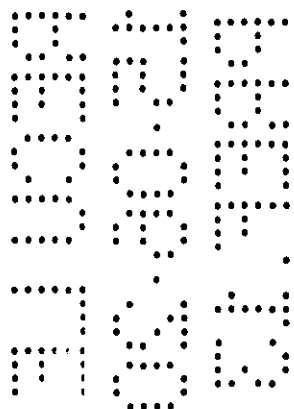
#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	447 952.80 €
Coût du bâtiment ou des travaux	841 499.84 €
Prestations intellectuelles et frais	2 838.49 €
Prix de Revient H.T.	1 292 291.13 €
Montant de la TVA	72 131.01 €
Prix de revient TTC	1 364 422.14 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 179.66 €/m²

Type d'opération :        Hors opération spécifique



20 / 5 10 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**

2012130550011\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

060804770

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500008

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13201 Marseille - 1er arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS / PLAI - LE VAN GOGH - EF---  
4 - 6, rue Thubaneau  
13001 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500044
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
<b>Adresse :</b>		

<b>Ville :</b>	111 bd national
<b>Exercice :</b>	BP 204
	13003 Marseille
	2012

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 11)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	969 331,34 €	1 061 878,10 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 58 000,00 €	(B) 58 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 41 296,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 16 704,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N. GOUTIER

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Chryelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLA1**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	44 000.00	8.66%
Surcharge foncière	7 824.15	1.54%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000.00	2.36%
Ville de Marseille	32 000.00	6.30%
Conseil Régional	27 549.00	5.42%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>123 373.15</b>	<b>24.29%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	238 276.00	46.91%
Prêt CDC foncier	42 762.00	8.42%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>281 038.00</b>	<b>55.33%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	103 505.19	20.38%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>103 505.19</b>	<b>20.38%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>507 916.34</b>	

Aide : **PLUS**

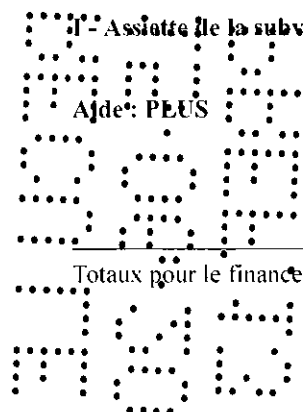
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	14 000.00	1.51%
Surcharge foncière	14 175.85	1.53%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	21 000.00	2.27%
Ville de Marseille	56 000.00	6.06%
Conseil Régional	50 890.00	5.50%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>156 065.85</b>	<b>16.88%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	497 208.00	53.77%
Prêt CDC foncier	89 230.00	9.65%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>586 438.00</b>	<b>63.42%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	182 135.07	19.70%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>182 135.07</b>	<b>19.70%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>924 638.92</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	33 000.00	2.30%
Conseil Régional	78 439.00	5.48%
Ville de Marseille	88 000.00	6.14%
Subvention Etat	58 000.00	4.05%
Surcharge foncière	22 000.00	1.54%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>279 439.00</b>	<b>19.51%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	735 484.00	51.34%
Prêt CDC foncier	131 992.00	9.21%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>867 476.00</b>	<b>60.55%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	285 640.26	19.94%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>285 640.26</b>	<b>19.94%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 432 555.26</b>	<b>100.00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 432 555.26</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION



**Aide : Assiette de la subvention : 1 061 878,10 €**

**Aide : PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	424.09 m²
Logements « Individuel »		

**Totaux pour le financement des logements « PLUS »**

	7	424.09 m²
Assiette *	:	684 228.58 €
Taux de subvention	:	2.05 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>14 000.00 €</b>

**Aide : PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	234.07 m²
Logements « Individuel »		

**Totaux pour le financement des logements « PLA-I »**

	4	234.07 m²
Assiette *	:	377 649.52 €
Taux de subvention	:	11.65 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>44 000.00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	658.16 m²
Assiette : 1 061 878.10 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>58 000.00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	5.46 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	658.16 m²
Assiette de subvention	:	675 671.26 €
Taux de subvention	:	3.26 %
<b>Montant de subvention</b>	:	<b>22 000.00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b>	:	<b>80 000.00 €</b>
-------------------	---	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)



Charge immobilière HT	751 383,98 €
Coût du bâtiment ou des travaux	517 981,67 €
Prestations intellectuelles et frais	88 506,64 €
Prix de Revient H.T.	1 357 872,29 €
Montant de la TVA	74 682,97 €
Prix de revient TTC	1 432 555,26 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 176,61 €/m²

Type d'opération :        Hors opération spécifique

\*\*\*\*\*

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	22 000,00	3,26%
Conseil Régional	78 439,00	11,61%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>100 439,00</b>	<b>14,87%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	131 992,00	19,53%
Prêt CDC logement	421 600,00	62,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>553 592,00</b>	<b>81,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds Propres	21 640,26	3,20%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>21 640,26</b>	<b>3,20%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>675 671,26</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>675 671,26</b>	

## D. CARACTÉRISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	756 884,00 €
Surface utile totale	658,16 m²
Dont SU Collectif	658,16
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	751 383,98 €
Assiette de subvention (dépassement)	675 671,26 €
Taux de la subvention	3,26 %

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2012130550011\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20201305500007

### Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

### Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

### Exercice

2020

**Opération :** PLUS / PLAI - LE VAN GOGH - EF---  
4 - 6, rue Thubaneau  
13001 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500045
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
<b>Adresse :</b>		
	111 bd national	
	BP 204	
<b>Ville :</b>	13003 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2012	



### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 11)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	654 031,00 €	675 671,26 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	22 000,00	22 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 2 420,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 19 580,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'DOUMBE*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*Christelle MOUREN*

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	22 000,00	3,26%
Conseil Régional	78 439,00	11,61%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>100 439,00</b>	<b>14,87%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	131 992,00	19,53%
Prêt CDC logement	421 600,00	62,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>553 592,00</b>	<b>81,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	21 640,26	3,20%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>21 640,26</b>	<b>3,20%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>675 671,26</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>675 671,26</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	756 884,00 €
Surface utile totale	658,16 m²
Dont SU Collectif	658,16
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	751 383,98 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	751 383,98 €
Assiette de subvention (dépassement)	675 671,26 €
Taux de la subvention	3,26 %

**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550113

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
307502831

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle  
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500018

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13110 Trets

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		Avenue St Zacharie	
22/12/2017			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500285			
<b>Exercice</b>		36 av de saint-zacharie	
2017		13530 Trets	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu la modification de la programmation générale de l'opération

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.**

Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n°SIREN : 307502831).

pour un prêt d'un montant maximum de :

1 023 045,00 €

pour une subvention d'un montant maximum de :

117 600,00 €

nécessaire à la construction ou à l'amélioration de :

12 logement(s) locatif(s)

à réaliser à : Trets.

**ARTICLE 2.**

La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.**

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

*Nathalie N'DOUR*



20 / 5 1 3 / D 1

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550248

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500013

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13040 Fuveau

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		FUVEAU - CAP SOLIDARITE	
18/12/2017			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500252			
<b>Exercice</b>		RUE DU NORD	
2017			
		13710 Fuveau	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu la demande de recours en annulation contre le permis de construire

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. UNICIL (n°SIREN : 573620754).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 446 541,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 39 200,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 15 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Fuveau.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DORE  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



20 / 5 1 4 / D \_



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2015130550097

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500011

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13106 Septèmes-les-Vallons

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		Route de la Télévision /31PLUS/12 PLA/ Septème/ P	
18/12/2015			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20151305500188			
<b>Exercice</b>		20154 ROUTE DE LA TELEVISION	
		13240 SEPTEMES LES VALLONS	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu l'annulation du permis de construire par le Tribunal Administratif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. UNICIL (n°SIREN : 573620754),  
pour un prêt d'un montant maximum de : 4 399 856,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 117 600,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 43 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Septèmes-les-Vallons.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N' DOUTE*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*P 10* *Christelle MOUREN*

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
 2015130550098

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 573620754

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
 S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20201305500010

**Nature de l'opération**  
 Neuf

**Commune (Insee)**  
 13106 Septèmes-les-Vallons

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
 2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		Route de la Télévision /14 PLS/Septèmes/Promologis	
18/12/2015			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20151305500235			
<b>Exercice</b>		20154 ROUTE DE LA TELEVISION	
		13240 SEPTEMES LES VALLONS	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu l'annulation du permis de construire par le Tribunal Administratif

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. UNICIL (n°SIREN : 573620754).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 789 218,00 €  
dont 1 789 218,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 14 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Septèmes-les-Vallons.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

10 JUIN 2020

le :

*Nathalie N' Douvres*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*PLD Christelle MOUREN*

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550142

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500012

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13212 Marseille - 12e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		MARSEILLE 12 - VILLA BIANCA	
21/12/2017		21PLS	
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500245			
<b>Exercice</b>		287-289 av des poilus	
2017		13012 Marseille	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu la décision du promoteur d'abandonner le projet

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. UNICIL (n°SIREN : 573620754).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 3 369 155,00 €  
dont 3 369 155,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 21 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 12e arrondissement.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N' Douvrou*



20 / 5 17 / 0

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2018130550177

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500019  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13202 Marseille - 2e arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		EUROMED ILOT 1A NORD PLS	
24/01/2019			
<b>N° de la décision favorable</b>			
20181305500305			
<b>Exercice</b>		3 r d'anthoine	
2018		13002 Marseille - 2e arrondissement	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu la décision de modifier les logements PLS en logements en accession à prix maîtrisé

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n°SIREN : 054803770).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 984 562,00 €  
dont 1 984 562,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 20 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 2e arrondissement.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'GOURÉ  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Plo Christelle MOUREN

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550167

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500014  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13069 Pélissanne

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**  
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		N-PELISSANNE-St Joseph VEFA 13Océanis-19PLUS 4PLAI	
<b>N° de la décision favorable</b> 20171305500300			
<b>Exercice</b>		2017Chemin de Saint Joseph	
		13330 Pélissanne	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le refus d'accorder le permis de construire

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 3 295 698,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 39 200,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 23 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Péliganne.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

Nathalie N'DOUTRE  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN



20 / 5 19 / D -



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DECISION D'ANNULATION**  
**D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2017130550168

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500015

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13069 Péliganne

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		N-PELISSANNE St Joseph VEFA Océanis-4 PLS	
<b>N° de la décision favorable</b>			
20171305500301			
<b>Exercice</b>		Chemin de Saint Joseph	
2017		13330 Péliganne	

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le refus d'accorder le permis de construire

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 513 594,00 €  
dont 513 594,00 pour l'aide PLS  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 4 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Pélissanne.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N'Goudré*



**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

**Numéro d'opération :**  
2012130550009

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
305918732

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA  
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches  
CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500016

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13205 Marseille - 5e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>		PLUS / PLAI 128 RUE FERRARI - EF----	
<b>N° de la décision favorable</b> 20121305500036			
<b>Exercice</b>		2012128, rue Ferrari	
		13005 MARSEILLE	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le refus d'accorder le permis de construire

**DÉCIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 477 598,00 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 75 000,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 15 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 5e arrondissement.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020

*Nathalie N. DOURGÉ*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 *Christelle MOUREN*

**DECISION D'ANNULATION  
D'UNE SUBVENTION**

**Numéro d'opération :**

2012130550009

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

305918732

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500017

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13205 Marseille - 5e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
<b>Date de la décision favorable</b>	08/08/2012	PLUS / PLA1 128 RUE FERRARI - EF----	
<b>N° de la décision favorable</b>	20121305500037		
<b>Exercice</b>	2012	128, rue Ferrari	
		13005 MARSEILLE	



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le refus d'accorder le permis de construire

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : NEOLIA (n°SIREN : 305918732).  
pour un prêt d'un montant maximum de : 257 962,50 €  
pour une subvention d'un montant maximum de : 30 000,00 €  
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 15 logement(s) locatif(s)  
à réaliser à : Marseille - 5e arrondissement.

**ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

**ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUIN 2020  
*Nathalie N. DOUBET*  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 *Christelle MOUREN*

## Décision n° 20/522/D

### **Emprunt obligataire de 7 500 000 € émis sous le programme EMTN de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/242/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a l'opportunité de diversifier ses sources de financement et d'assurer la réalisation du programme d'investissement 2020 ;

## DECIDE

### **Article 1 :**

De procéder à l'émission d'obligations, dont le placement est réalisé par la banque HSBC France, en tant qu'arrangeur et placeur du programme, et dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

<b>Montant</b>	7 500 000 €
<b>Durée</b>	20 ans
<b>Taux Fixe maximum</b>	0,99 %
<b>Date de versement</b>	25 juin 2020
<b>Première échéance des intérêts</b>	25 juin 2021
<b>Mode d'amortissement</b>	Linéaire
<b>Périodicité des intérêts</b>	Annuelle
<b>Base de calcul</b>	Exact/Exact (ICMA)
<b>Prix d'émission</b>	100%
<b>Commission de placement</b>	0,30% soit 22 500 €
<b>Estimation des fonds nets à percevoir par l'émetteur</b>	7 500 000 - 22 500 = 7 477 500 €

### **Article 2 :**

Est précisé que les fonds provenant de cette émission obligatoire, soit 7 500 000 euros (fonds nets versés de 7 477 500 euros), sont dédiés au financement des investissements 2020 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à ladite émission obligatoire.

### **Article 4 :**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cette émission obligatoire.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'émission seront imputés au compte 627.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2020

## Décision n° 20/523/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'instance contre le Règlement Local de Publicité de la Commune de Bouc-Bel-Air**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La requête n°2002149 présentée par le Syndicat National de la Publicité Extérieure devant le Tribunal Administratif de Marseille, tendant à l'annulation de la décision tacite de rejet d'abroger la délibération n°URB 059-5190/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 novembre 2019 portant approbation de la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air, et tendant à condamner la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme de 5.000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de Justice administrative.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi, dont la SCP d'avocats Vedesi est mandataire – 28 rue d'Enghien – 69002 Lyon.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020**

## Décision n° 20/524/D

### **Vente aux enchères de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences notamment dans le domaine de la collecte des déchets ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains des véhicules et équipements affectés à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix, lesquels n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'opération de mise à la réforme des véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/525/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence mise en demeure d'acquiescer les parcelles cadastrées IC0243, IC0244 et IC0218 sises zone commerciale de la Pioline à Aix-en-Provence appartenant à la SCI TPLM La Pioline**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La mise en demeure d'acquiescer les parcelles cadastrées IC0243, IC0244 et IC0218 sises zone commerciale de la Pioline à Aix-en-Provence appartenant à la SCI TPLM La Pioline et grevées par l'emplacement réservé n°197 inscrit au Plan local d'urbanisme d'Aix-en-Provence, par courrier du 16 mai 2019 de Maître Burtez Doucère pour le compte de la SCI TPLM La Pioline ;
- L'évaluation du prix des parcelles concernées par la Direction de l'Immobilier de l'Etat dans son avis du 31 octobre 2019 ;
- La délibération n°VOI 010-7607/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'acquisition des parcelles cadastrées IC0243, IC0244 et IC0218 au prix évalué par la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- Le courrier du 9 mars 2020 de Monsieur Henri Pons Vice Président de la Métropole confirmant à la SCI TPLM La Pioline la décision de la Métropole d'acquiescer les parcelles susvisées au prix évalué par la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- La publicité collective lancée le 13 mars 2020 en application de l'article L.230-1 du Code de l'Urbanisme mettant en demeure les autres intéressés de faire valoir leurs droits et de se faire connaître auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020



- L'absence d'accord amiable sur le prix proposé par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'à défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an à compter de la réception de la mise en demeure d'acquiescer, l'article L.230-3 du Code de l'Urbanisme dispose que le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble, le prix étant alors fixé comme en matière d'expropriation ;
- Qu'en vertu de l'article L.230-4 du Code de l'Urbanisme la réserve n'est plus opposable si le juge de l'expropriation n'a pas été saisi trois mois après l'expiration du délai d'un an à compter de la réception de la mise en demeure d'acquiescer ;
- Qu'il convient de saisir le juge de l'expropriation d'une requête afin qu'il prononce le transfert de propriété et fixe le prix des parcelles susvisées, sauf à perdre le bénéfice de l'emplacement réservé n°197 inscrit au Plan local d'urbanisme d'Aix-en-Provence ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le juge de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat - Maître Camille Mialot - 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat au pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

#### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2020

## Décision n° 20/526/D

### **Abrogation d'une décision d'approbation d'un bail de courte durée d'un local sis 4 rue Francis Davso, à Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions ;
- La décision n°20/110/D, autorisant la signature d'un bail dérogatoire de courte durée avec la SCI Zabour.

#### **CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitait prendre à bail un local à usage de commerce situé 4 rue Francis Davso, 13001 Marseille, en vue de le sous-louer à un tiers pour pratiquer une activité commerciale ;
- Que le propriétaire ne souhaite plus donner à bail ce local car il ne veut pas effectuer les travaux demandés par le sous locataire. Il n'a donc pas signé ledit bail.

- Que par conséquent, il est proposé d'abroger la décision n° 20/110/D autorisant la signature d'un bail dérogatoire de courte durée avec la SCI Zabour.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est abrogée la décision autorisant la signature d'un bail dérogatoire de courte durée avec la SCI Zabour n°20/110/D.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au contrôle de légalité le 30 juin 2020

## Décision n° 20/527/D

### **Approbation d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation d'un snack à la gare routière la Pierre Plantée de Vitrolles**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'une convention d'occupation du domaine public a été conclue par délibération n° TRA 005-1204/16/BM du 15 décembre 2016 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SAS Pascal et Marie, afin de lui garantir l'exploitation du snack (convention conclue pour une durée de 20 ans et fixant les droits et obligations de l'occupant et de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Que par courrier du 3 octobre 2019, la SAS Pascal et Marie, a manifesté son intention auprès de la Métropole de céder son fonds de commerce relatif au snack en cause à la société Les Tonnelles de Kasya (en cours d'immatriculation) dont le siège social se situe 39, route de la Plage – Impasse Henri Frédéric Roubieu 13700 Marignane et a sollicité à cette fin l'agrément de la Métropole ;
- La nécessité d'une convention du domaine public pour l'exploitation du Snack à la Gare routière de Vitrolles.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine public sis à la gare routière de la Pierre Plantée de Vitrolles passée avec la société Les Tonnelles de Kasya pour l'exploitation du snack de la gare routière.

### **Article 2 :**

Cette autorisation est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de 12 ans à compter de la notification de la présente décision sous réserve de la réception préalable par le Métropole de la preuve de la conclusion de la cession de fonds de commerce entre la SAS Pascal et Marie et la société Les Tonnelles de Kasya. A défaut et en application des dispositions de l'article 2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente décision prend effet à compter de la réception par l'autorité compétente de la preuve de la réalisation de la cession du fonds.

### **Article 3:**

La présente autorisation est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence moyennant le versement d'une redevance annuelle d'un montant de 9 600 euros.

### **Article 4 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

**Décision n° 20/529/D**

**Avenant n°3 au bail n°15/1808 du 10 décembre 2015 concernant des locaux situés 79 Boulevard de Dunkerque à Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le bail n°15/1808 du 10/12/2015 concernant des locaux situés 79 Boulevard de Dunkerque à Marseille.

**CONSIDÉRANT**

- Que la SCI EuroMarseille BH a concédé à la Métropole Aix-Marseille Provence un bail du 10 décembre 2015 n°15/1808 portant sur des locaux situés dans l'immeuble Astrolabe, sis 79 Boulevard de Dunkerque à Marseille (13002), référencé à l'inventaire patrimonial de la Métropole sous le numéro 13202005 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est administrateur de biens de la SCI Euromed en application d'un contrat d'administration de bien du 7 mars 2016 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est devenue la société Covivio Property en application d'un procès-verbal d'assemblée extraordinaire du 26 juin 2018 ;
- Que les parties ont donc convenu de modifier les dispositions du bail n°15/1808 pour prendre en compte cette évolution par un avenant n°3 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence consent à signer ledit avenant qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°3 au bail n°15/1808 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 ci-après transmis.

### **Article 2 :**

Cet avenant modifie le nom du bailleur comme suit : SCI EuroMarseille BH représentée par Covivio Property.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/530/D

### **Avenant n°3 au bail n°15/1858 du 23 décembre 2015 concernant des locaux situés au Calypso, sis 48 Quai Lazaret à Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le bail n°15/1858 du 23 décembre 2015 relatif aux locaux situés au Calypso, sis 48 Quai Lazaret à Marseille (13002).

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la SCI EuroMarseille BI a concédé à la Métropole Aix-Marseille-Provence un bail du 23 décembre 2015 portant sur des locaux situés dans l'immeuble Calypso, 48 Quai du Lazaret, 13002 Marseille, référencé à l'inventaire patrimonial de la Métropole sous le numéro 13202003 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est administrateur de biens de la SCI Euromed en application d'un contrat d'administration de bien du 7 mars 2016 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est devenue la société Covivio Property en application d'un procès-verbal d'assemblée extraordinaire du 26 juin 2018 ;
- Que les parties ont donc convenu de modifier les dispositions du bail n°15/1858 pour prendre en compte cette évolution par un avenant n°3 ;



- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence consent à signer ledit avenant qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°3 au bail n°15/1858 du 1er juillet 2020 ci-après transmis.

### **Article 2 :**

Cet avenant modifie le nom du bailleur comme suit : SCI EuroMarseille BI représentée par Covivio Property

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/531/D

### **Avenant n°1 au bail n°16/0410 du 1er septembre 2016 concernant des locaux situés au Calypso sis 48 Quai Lazaret à Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le bail n°16/0410 du 1er septembre 2016 relatif aux locaux situés au Calypso sis 48 Quai Lazaret à Marseille (13002).

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la SCI EuroMarseille BI a concédé à la Métropole d'Aix-Marseille Provence un bail du 1er septembre 2016 n°16/0410 portant sur des locaux situés au Calypso, 48 Quai du Lazaret, 13002 Marseille, référencé à l'inventaire patrimonial sous le numéro 13202003 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est administrateur de biens de la SCI Euromed en application d'un contrat d'administration de bien du 7 mars 2016 ;
- Que la société Foncière des Régions Property est devenue la société Covivio Property en application d'un procès-verbal d'assemblée extraordinaire du 26 juin 2018 ;
- Que les parties ont donc convenu de modifier les dispositions du bail n°16/0410 pour prendre en compte cette évolution par un avenant n°1 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence consent à signer ledit avenant qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer l'avenant n°1 au bail n°16/0410 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 ci-après transmis.

### **Article 2 :**

Cet avenant modifie le nom du bailleur comme suit : SCI EuroMarseille BI représentée par Covivio Property.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/532/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Amiel-Susini pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Vincent Decombis**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002477-2 enregistrée le 17 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille, présentée par Monsieur Vincent Decombis et tendant notamment à l'annulation de la décision implicite de rejet de sa demande d'abrogation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Grans, approuvé par délibération du conseil municipal du 2 octobre 2017 ;

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Amiel-Susini, 1 rue Monclar, 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Amiel-Susini pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/533/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illicite des gens du voyage sur la Zac Athélia V située à la Ciotat**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le constat d'huissier établi le 17 décembre 2019 par la SAS Provjuris, huissiers de Justice.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire de Marseille et d'être représentée par le cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats , domicilié , 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

## Décision n° 20/534/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Bureau d'études Battier

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1900554-3 déposée le 23 janvier 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par le Bureau d'études Battier , demandant l'annulation d'un titre exécutoire d'un montant de 4826,70 euros correspondant à l'application de pénalités de retard à la suite de la résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre en conception et réalisation pour l'aménagement de la traversée du Rove RD568 sur la commune du Rove.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/535/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Vectalia Transport Interurbain

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000895 déposée le 3 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Vectalia Transport Interurbain sollicitant l'annulation de la procédure de passation du lot n°2 du marché n°71190426 intitulé " Service de transports publics de voyageurs".

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes, domiciliée, 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/536/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Vectalia Transport Interurbain

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000896 déposée le 3 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Vectalia , Transport Interurbain sollicitant l'annulation de la procédure de passation du lot n°3 du marché n°71190426 intitulé " Service de transports publics de voyageurs".

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes , domiciliée , 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/537/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Vectalia Transport Interurbain

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000894 déposée le 3 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Vectalia Transport Interurbain sollicitant l'annulation de la procédure de passation du lot n°1 du marché n°71190426 intitulé " Service de transports publics de voyageurs".

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes, domiciliée, 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/538/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SADE - compagnie générale de travaux d'hydraulique**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906945 déposée le 5 août 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la Société Sade - compagnie générale de travaux d'hydraulique, contestant l'émission du titre 000194 d'un montant de 2800 euros émis le 6 juin 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de pénalités dans le cadre d'un marché de travaux d'extensions, de renouvellement et d'interventions urgentes sur les réseaux sanitaires de la commune de Marseille et sur les réseaux pluviaux de la Métropole.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée 282, Boulevard Saint Germain, 75 007 Paris



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/539/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres / Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Picano Serge

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001838-9 déposée devant le Tribunal Administratif, le 28 février 2020, par Monsieur Serge Picano, agent, demandant l'annulation de l'arrêté de mise en congé de maladie ordinaire notifié par la Métropole, le 16 janvier 2020.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée , 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/540/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Rochard Pierre

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- La requête n°2001685-9 déposée le 24/02/2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Rochard Pierre, demandant l'annulation de la décision implicite de rejet du recours gracieux envoyé le 25 octobre 2019 par lequel il sollicite l'application du coefficient adéquat concernant sa prime de service et de rendement

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva , domiciliée , 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/541/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement d'Avocats Seban et Associés-SELARL Arbor & Tournoud pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Institut Paoli Calmettes**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La convocation enregistrée sous les numéros de recours n°RG/16/04387 et n°RG17/03290 au greffe du Pôle Social du Tribunal Judiciaire de Marseille le 22 janvier 2020 à la demande de l'Association Institut Paoli Calmettes, contestant une décision de rejet de la Commission de Recours Amiable de l'URSSAF PACA suite à leur demande d'exonération de la taxe de transport pour l'année 2016.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Pôle Social du Tribunal Judiciaire de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement d'Avocats Seban et Associés et SELARL Arbor et Tournoud dont le mandataire est la SCP Seban Associés ,domiciliée, 282, boulevard Saint Germain 75 007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement d'Avocats Seban et Associés et SELARL Arbor et Tournoud pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/542/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Ismaël Wingereisten occupant illicite d'un emplacement sur l'aire d'accueil de Saint Menet**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.;
- Le constat d'huissier établi le 6 mars 2020 par la SAS Provjuris , huissiers de justice.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats, domicilié, 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020

## Décision n° 20/543/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Guy Fayet**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1706390 rendu le 7 février 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille condamnant sous astreinte de 50 euros par jour de retard à compter de deux mois, la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue d'entretenir le chemin du canal du Val ;
- L'ouverture de procédure juridictionnelle n°EXE 1706390 par laquelle Monsieur Fayet sollicite l'exécution du jugement rendu le 7 février 2019.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Baillon-Passe , domicilié , 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Juin 2020**

## Décision n° 20/545/D

### **Autorisation d'occupation temporaire d'un délaissé de voirie bordant l'aire de stationnement d'entrée de ville « St-Denis » sis à Rognes 13840 - parcelle cadastrée BH323**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes au titre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » n° 17/1141 approuvée par délibération FAG 114-3163/17/CM du Conseil Métropolitain et ses avenants 1 et 2 prolongeant l'échéance de celle-ci jusqu'au 31/12/2020 ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'aire de stationnement St-Denis cadastrée BH323, sise en entrée de ville de la commune de Rognes relevant de son domaine public ;
- Que la Métropole peut autoriser l'occupation de cet espace au profit d'un tiers ;
- Que cette autorisation temporaire d'occupation revêt un caractère précaire et révoquant ;
- Que la commune de Rognes, est autorisée à occuper un délaissé contiguë à l'aire de stationnement d'entrée de ville St-Denis, cadastrée BH323 sise à Rognes 13840, tel que présenté sur le plan de situation joint.

- Que cette autorisation est accordée à compter du 1er juillet 2020 à titre gratuit, pour une durée de 1 an, renouvelable.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire ci-annexée à compter du 1er juillet 2020 pour une durée de 1 an renouvelable.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/546/D

### **Avenant n°1 au bail commercial n°Z190973COV relatif aux locaux situés dans l'immeuble les Docks 10.8 - 10 Place de la Joliette à Marseille (13002)**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La décision n°20/127D du 13 février 2020 portant sur la prise à bail commercial de l'immeuble Les Docks 10.8.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé un bail commercial d'une durée ferme de 9 ans dans l'immeuble Les Docks 10.8, situé 10 Place de la Joliette à Marseille (13002) avec une prise d'effet le 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie d'une mise à disposition anticipée gratuite de loyers à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 pour les surfaces situées au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage et au 15 mars 2020 pour le lot situé au 1<sup>er</sup> étage ;

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de COVID-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner le 16 Mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues ;
- Que suite à la crise sanitaire liée au COVID-19 les travaux des locaux ont été retardés et ne permettent pas une entrée dans les lieux à la date convenue ;
- Qu'afin de prendre en compte ces nouveaux éléments il est proposé de modifier par avenant le bail initial numéro Z200317COV.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant 1 au bail numéro Z190973COV ayant pour effet de modifier la date de prise d'effet du bail en la portant au 15 septembre 2020 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2020 et de décaler en conséquence la période de mise à disposition à titre gratuit des locaux au profit de la Métropole, sans modification des termes et conditions, notamment financières, prévues par le bail initial.

### **Article 2 :**

Les autres clauses du bail commercial n° Z190973COV demeurent inchangées.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/548/D

### Approbation d'un accord de confidentialité entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut VEDECOM

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID 19.

#### PREAMBULE

- La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités transforme en profondeur la politique des mobilités, avec un objectif simple : des transports du quotidien à la fois plus faciles, moins coûteux et plus propres. Pour atteindre cet objectif, celle-ci se repose sur 3 piliers : investir plus et mieux dans les transports du quotidien ; faciliter et encourager le déploiement de nouvelles solutions pour permettre à tous de se déplacer ; engager la transition vers une mobilité plus propre.

Ces piliers couvrent notamment l'accélération du développement des solutions innovantes de mobilité pour favoriser les expérimentations de nouvelles modalités.

L'Institut VEDECOM est un institut français de recherche partenariale publique-privée et de formation dédié aux mobilités durables : écologiques, autonomes et partagées. VEDECOM répond aux enjeux du véhicule autonome et des mobilités de demain.



Il a pour mission d'être un acteur opérationnel de l'innovation, de la recherche et de la formation, appliquées aux transports et à la mobilité responsable, générateur d'activités et d'emplois en s'appuyant sur ses compétences pluridisciplinaires et sur la réalisation d'expérimentations sur les territoires de ses partenaires institutionnels.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut VEDECOM France se sont rapprochées pour une éventuelle adhésion de l'intercommunalité à VEDECOM. En outre, cette collaboration facilitera la perspective de partenariats notamment au sujet du MaaS et du covoiturage à l'échelle métropolitaine.

Ces négociations, en amont d'une éventuelle adhésion et partenariat, nécessitent la communication d'informations confidentielles portant notamment sur les 3 domaines suivants :

- l'électrification des véhicules,
- la délégation de conduite et la connectivité des véhicules,
- les infrastructures et les services de mobilité et d'énergie partagés.
- les documents relatifs à l'adhésion à l'Institut VEDECOM sauf les documents permettant aux instances métropolitaines de délibérer pour adhérer à l'institut

Ces transmissions entre la Métropole et l'Institut VEDECOM impliquent la signature d'un accord de confidentialité.

Par cet accord, la partie qui reçoit les informations confidentielles s'engage à garder strictement secret et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelques moyens que ce soit, les informations confidentielles qui lui seront transmises ou auxquelles elle aura accès.

Les informations confidentielles obtenues ne pourront être utilisées que pour l'exécution de l'objet de l'accord de confidentialité.

L'accord de confidentialité ci-annexé entrera en vigueur au jour de sa signature par les Parties, et ce, pour une durée de deux ans à compter de cette date d'effet. Toutefois, les obligations de confidentialité mises à la charge des Parties sont applicables pendant toute la durée du présent Contrat et pour une durée de cinq (5) ans à compter de la résiliation ou de l'expiration du présent Contrat, pour quel que cause que ce soit.

Dans tous les cas la partie destinataire s'engage à retourner ou détruire spontanément les informations confidentielles de la partie émettrice au terme de l'examen préliminaire en l'absence de partenariat par la suite ou bien au terme des projets et/ou du partenariat.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adhérer à l'Institut VEDECOM dans la perspective de partenariats notamment au sujet du MaaS et du covoiturage à l'échelle métropolitaine ;
- Que les négociations nécessitent la communication d'informations confidentielles ;
- Qu'il convient de signer un accord de confidentialité entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut VEDECOM.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'accord de confidentialité ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut VEDECOM.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Décision n° 20/549/D**

**Convention de mise à disposition pour l'installation d'une armoire de coupure électrique Enedis - ZAC des Florides Est à Marignane**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée BS 0129 située sur la ZAC des Florides EST à Marignane;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS a sollicité l'établissement d'une convention de mise à disposition afin d'installer une armoire de coupure électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité sur une partie de cette parcelle ;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS procédera à tous les travaux nécessaires et se chargera en tant que concessionnaire de l'entretien du renouvellement de ses appareils ;
- Qu'il conviendra de délibérer par la suite pour approuver la convention de servitude ;
- Que la convention de mise à disposition prendra effet à la date de sa notification et sera conclue pour la durée des ouvrages.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée BS 0129 située ZAC des Florides EST à Marignane au profit d'ENEDIS afin de permettre l'installation d'un poste d'une armoire de coupure électrique et de son entretien pendant la durée de vie des ouvrages.

### **Article 2 :**

ENEDIS versera une indemnité unique et forfaitaire de 225 euros, en contrepartie des droits qui lui sont concédés.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole sous-section politique A130 – nature 752 – fonction 020 chapitre 11.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juin 2020

**Martine VASSAL**

Décision n° 20/550/D

**Convention d'occupation temporaire du domaine public maritime entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat pour l'aménagement du sentier littoral sur les communes de Martigues et Saint-Mitres-les-Remparts**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de l'aménagement de la continuité piétonne du sentier du littoral en bordure de l'Etang de Berre sur les communes de Martigues et de Saint-Mitre-les-Remparts, il est prévu de réaliser des travaux sur le domaine public maritime naturel ;
- Que ces travaux consistent à mettre en œuvre sur certaines sections du sentier, des aménagements de type enrochement, reprofilage des rochers, ancrage au sol pour la création d'une passerelle ;
- Qu'une convention d'occupation temporaire du domaine public maritime, à titre gratuit et pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, est proposée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat pour définir les droits et les obligations du bénéficiaire de la convention durant la phase de travaux et d'exploitation des divers aménagements.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire du domaine public maritime avec l'Etat à titre gratuit pour une durée de 10 ans à compter de sa notification, pour l'aménagement du sentier littoral en bordure de l'étang de Berre sur les communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/551/D

### **Préemption de la parcelle cadastrée MP n°003 sise lieu-dit la Caladette 13100 Aix-en-Provence appartenant à Richard et Pierre Guidone**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L210-1 et suivants ;
- L'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- L'ordonnance n°2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;

- La délibération n°2015-A304 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en date du 17 décembre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territorial du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015-349 du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 approuvant la révision générale du Plan d'occupation des sols en Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° URB 014-7385/19/BM du 19 décembre 2020 du Bureau de la Métropole portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 109 4565/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention de gestion entre la Métropole et la Ville d'Aix-en-Provence concernant la compétence « création, aménagement, gestion de zone d'activité » notamment sur le périmètre de la Zone d'activités économique de la Calade ;
- La délibération n°URB 010-5605/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires s'agissant de la réalisation du dossier de ZAC de l'opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître Françoise-Sébastien Mondoloni, Notaire, domicilié Traverse Emile Carvin 13190 Allauch représentant Richard et Pierre Guidone, reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 14 mai 2020 et enregistrée sous le n°20M0514 portant sur la vente d'une parcelle bâtie, libre de toute occupation, cadastrée section MP n°003, située lieu-dit la Caladette 13100 Aix-en-Provence d'une superficie de 28 110 m² au prix de 1 800 000 euros ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;
- L'avis des services de France Domaine référencé n°2020-001V0812 du 11 juin 2020.

### **CONSIDÉRANT**

- Que le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix exécutoire identifie le secteur de la Calade sur la commune d'Aix-en-Provence comme un espace de développement prioritaire, privilégié pour un développement associant économie, logement, transports, commerce, services, équipements ;
- Que cet espace est identifié au PLU de la commune d'Aix-en-Provence comme une zone de développement à moyen/long terme à dominante économique ; il est classé en zone 2AUE. Ce secteur fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation d'environ 38 hectares qui détaille les principes d'aménagement, le maillage viaire, la recomposition des activités économiques existantes et le développement d'activités nouvelles ;
- Que la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a confié en 2015, une convention d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation d'études préalables sur le secteur de la Calade. Ces études portaient sur l'identification du foncier disponible dans l'enveloppe de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, ainsi que sur les aménagements à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement du site, suite à la réalisation de la déviation de la RD7n, elles ont conclu à la nécessité d'engager la création d'une ZAC sur ce secteur de la Calade ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**



- Que la Métropole a confié, en mars 2019, à la SPLA Pays d'Aix Territoires un mandat d'études s'agissant de la réalisation du dossier de ZAC de l'opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence, incluant la parcelle section MP n°003 ;
- Que l'acquisition de la parcelle section MP n°003 s'inscrit en vue de constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique de la Calade à Aix-en-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (c) du Code de l'Urbanisme pour la parcelle cadastrée section MP n°003, lieu-dit la Caladette 13100 Aix-en-Provence, d'une superficie de 28 110 m<sup>2</sup>, libre de toute occupation et décide de faire une offre d'acquérir au prix de 1 265 000 euros (un million deux cent soixante-cinq mille euros) conforme à l'avis du service de France Domaine n°2020-001V0812 du 11 juin 2020, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future zone d'activités économiques de la Calade.

### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions de l'article R213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente offre d'acquérir pour faire connaître au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1/ soit qu'il accepte cette offre, dans ce cas, la vente du bien immobilier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions de l'article R213-12 et L213-14 du Code de l'urbanisme,

2/ soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration et accepte ainsi que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation,

3/ soit qu'il renonce à l'aliénation dudit bien, dans ce cas, s'il envisage à nouveau de vendre ce dernier, il sera tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

### **Article 3 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

**Article 4 :**

Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence consultable sur le site <https://www.ampmetropole.fr/les-actes>

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat spécial du territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement.

**Article 6:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/552/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AM numéro 58 et 59 sis chemin de la Giraude, appartenant à Madame Béatrice Jean.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du 26 juin 2000 instituant le droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers ;
- La délibération du 23 novembre 2007 modifiant le périmètre du droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers ;
- La délibération du 24 juin 2010 modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3<sup>ème</sup> visa et 3<sup>ème</sup> alinéa ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 4 juin 2020 enregistrée sous le n°013 037 20M0037 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AM sous les numéros 58 et 59 appartenant à Madame Béatrice Jean ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 8 juin 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AM numéro 58 et 59 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n° 47 (aménagement de la voie communale de la Germaine à la Giraude) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement de la voie communale ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AM numéro 58 et 59 sis chemin de la Giraude à La Fare les Oliviers, appartenant à Madame Béatrice Jean.

#### **Article 2 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**

## Décision n° 20/553/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 16, rue Vacon à Marseille 1er arrondissement cadastrés 803 A 51 appartenant à Monsieur Jean Robion.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juillet 2020

- La délibération URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 3 mars 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés 16 Rue Vacon 13001 Marseille, sur une parcelle cadastrée 803 A 51 et appartenant à Monsieur Jean Robion ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L211-2 et L211-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par la délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la Ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juillet 2020**

- Que ce bien relève plus précisément du pôle Noailles de l'Opération Grand Centre-ville précitée et qu'il se situe dans le périmètre de l'ilot prioritaire Noailles-Delacroix du Projet Partenarial d'Aménagement Centre-ville de Marseille ;
- Que la maîtrise foncière de cet immeuble entier en partie vacant dans un ilot prioritaire d'intervention répond bien aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville ainsi qu'à ceux du Projet Partenarial d'Aménagement et de la Grande Opération d'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété de la totalité de l'immeuble (RDC+5+Entresol), sis sur la parcelle cadastrée section 803 A 51 d'une surface utile de 191 m<sup>2</sup> environ, situé au 16 Rue Vacon à Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Jean Robion.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juillet 2020

## Décision n° 20/554/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 17 Rue Moustier à Marseille 1er arrondissement cadastrés 803 A 62 appartenant à la SCI Moustier.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;



- La délibération URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 2 mars 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés 17 Rue Moustier 13001 Marseille, sur une parcelle cadastrée 803 A 62 et appartenant à la SCI Moustier ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L211-2 et L211-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par la délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Présidente ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la Ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;

- Que ce bien relève plus précisément du pôle Noailles de l'Opération Grand Centre-ville précitée et qu'il se situe à proximité immédiate de l'ilot prioritaire Noailles-Ventre du Projet Partenarial d'Aménagement Centre-ville de Marseille ;
- Que la maîtrise foncière de cet immeuble entier en grande partie vacant à proximité immédiate d'un site prioritaire d'intervention répond bien aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville en matière de production de logements diversifiés ainsi qu'à ceux du Projet Partenarial d'Aménagement et de la Grande Opération d'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété de la totalité de l'immeuble (R+5), sis sur la parcelle cadastrée section 803 A 62 d'une surface utile de 185 m<sup>2</sup> environ, situé au 17 Rue Moustier à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI Moustier.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/555/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 70, rue Nationale à Marseille 1er arrondissement cadastrés 801 C 239 appartenant aux Consorts Guezal et Guezal Belgassem.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La délibération URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 9 mars 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés 70 Rue Nationale 13001 Marseille, sur une parcelle cadastrée 801 C 239 et appartenant aux Consorts Guezal et Guezal Belgassem ;
- L'arrêté n°19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L211-2 et L211-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par la délibération URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Présidente ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la Ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juillet 2020**

- Que la maîtrise foncière de cet immeuble entier vacant répond bien aux objectifs de l'Opération Grand Centre-ville en matière de production de logements.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété de la totalité de l'immeuble d'une surface habitable de 49 m<sup>2</sup>, situé au 70 Rue Nationale à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts GUEZALS.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juillet 2020

## Décision n° 20/557/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL SINDRES pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Vautubière

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de la Société SMA Vautubière enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 30 janvier 2018 (dossier TA n°1800729-3) aux fins d'annulation du titre exécutoire n°17/000182 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2017 à l'encontre de la société SMA Vautubière pour un montant de 1 265 000 euros TTC.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans l'affaire n°1800729-3 par la SELARL Sindres, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2020**

20 / 5 5 8 / D -

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2016130550021\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500065

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13028 Ciotat

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
COMISSARIAT  
Avenue de Verdun  
13028 LA CIOTAT



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	13/12/2016	20161305500130
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		

4 r capitaine dessemond

Ville :	13007 Marseille
Exercice :	2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	625 231,80 €	655 556,10 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 72 840,00 €	(B) 72 840,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 72 840,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'Gourbe

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	55 560,00	17,63%
Subvention EPCI	72 000,00	22,85%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>127 560,00</b>	<b>40,48%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	130 836,00	41,52%
Prêt CDC foncier	56 752,00	18,01%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>187 588,00</b>	<b>59,52%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>315 148,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	17 280,00	4,73%
Subvention EPCI	72 000,00	19,73%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>89 280,00</b>	<b>24,46%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	85 326,00	23,38%
Prêt CDC foncier	59 643,00	16,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>144 969,00</b>	<b>39,72%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	130 741,77	35,82%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>130 741,77</b>	<b>35,82%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>364 990,77</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	72 840,00	10,71%
Subvention EPCI	144 000,00	21,17%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>216 840,00</b>	<b>31,88%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	216 162,00	31,78%
Prêt CDC foncier	116 395,00	17,11%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>332 557,00</b>	<b>48,90%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	130 741,77	19,22%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>130 741,77</b>	<b>19,22%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>680 138,77</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>680 138,77</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 655 556,10 €.

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	163,21 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	163,21 m²
Assiette *	:	285 277,46 €
Taux de subvention	:	6,06 %
SUBVENTION	:	17 280,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	211,84 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	211,84 m²
Assiette *	:	370 278,64 €
Taux de subvention	:	15,00 %
SUBVENTION	:	55 560,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	375,05 m²
Assiette : 655 556,10 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>72 840,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	11,11 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>72 840,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	59 177,32 €
Coût du bâtiment ou des travaux	470 307,39 €
Prestations intellectuelles et frais	95 886,09 €
Prix de Revient H.T.	625 370,80 €
Montant de la TVA	54 767,97 €
Prix de revient TTC	680 138,77 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 813,46 €/m²

Type d'opération : Transformation de locaux en LLS



20 / 5 5 9 / 0



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550071\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500066

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13022 Cassis

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** CASSIS LES CARRIERS /14PLS / SOGIMA  
Avenue Les Carriers  
13260 CASSIS

# FICHE DE FIN D'OPERATION

## IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

05/10/2015

N° de décision

20151305500087

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

SEM / EPL

Code bénéficiaire : 054803770

Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville :

13007 Marseille

Exercice :

2015

## CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

0,00 €

0,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

(A) 0,00 €

(B) 0,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

29 JUIN 2020

Nathalie N'Gouré

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	110 000,00	3,90%	
<b>Sous-total Subventions</b>	110 000,00	3,90%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	549 453,00	19,50%	2,11%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 895 739,00	67,29%	2,11%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 445 192,00	86,79%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	262 179,00	9,31%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	262 179,00	9,31%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 817 371,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 817 371,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	296,85 m²
Logements « Individuel »	11	753,95 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>14</b>	<b>1 050,80 m²</b>

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	1 050,80 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	683 710,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 567 864,00 €
Prestations intellectuelles et frais	315 816,00 €
Prix de Revient H.T.	2 567 390,00 €
Montant de la TVA	249 981,00 €
Prix de revient TTC	2 817 371,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 681,17 €/m²

31 0000

Type d'opération : Hors opération spécifique

00 00 00

01 0000

20 / 5 6 0 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550047\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
054803770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500067

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13022 Cassis

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** CASSIS LES CARRIERS /15PLUS/1PLAI/ SOGIMA  
Avenue Les Carriers  
13260 CASSIS



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	08/10/2015	20151305500086
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
<b>Adresse :</b>		

4 r capitaine dessemond

<b>Ville :</b>	13007 Marseille
<b>Exercice :</b>	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 16)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	1 411 057,02 €	1 432 929,39 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 15 300,00 €	(B) 15 300,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 15 300,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

*Nathalie N'OUTRÉ*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN ET STRATEGIE TERRITORIALE Direction Habitat et Politique de la Ville <i>Christelle MOUREN</i>
---

*Pb*

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 000,00	7,87%
Subvention EPCI	3 000,00	2,62%
Subvention Commune	20 000,00	17,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>32 000,00</b>	<b>27,99%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	24 508,00	21,44%
Prêt CDC logement	57 820,00	50,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>82 328,00</b>	<b>72,01%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>114 328,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	6 300,00	0,26%
Subvention EPCI	45 000,00	1,89%
Subvention Commune	288 000,00	12,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>339 300,00</b>	<b>14,23%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	453 615,00	19,03%
Prêt CDC logement	997 934,00	41,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 451 549,00</b>	<b>60,88%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	593 235,00	24,88%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>593 235,00</b>	<b>24,88%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 384 084,00</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	308 000,00	12,33%
Subvention Etat	15 300,00	0,61%
Subvention EPCI	48 000,00	1,92%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>371 300,00</b>	<b>14,86%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 055 754,00	42,26%
Prêt CDC foncier	478 123,00	19,14%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 533 877,00</b>	<b>61,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	593 235,00	23,74%

Sous-total Fonds Propres	593 235,00	23,74%
Total du Financement (I + II + III)	2 498 412,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 498 412,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 432 929,39 €

#### Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	870,02 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	870,02 m²
---	----	-----------

Assiette *	:	1 355 806,06 €
Taux de subvention	:	0,46 %
SUBVENTION	:	6 300,00 €

#### Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	49,49 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	49,49 m²
--	---	----------

Assiette *	:	77 123,33 €
Taux de subvention	:	11,67 %
SUBVENTION	:	9 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	919,51 m²
Assiette : 1 432 929,39 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>15 300,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	1,07 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 15 300,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	244 254,92 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 041 550,10 €
Prestations intellectuelles et frais	265 664,29 €
Prix de Revient H.T.	1 551 469,31 €
Montant de la TVA	946 942,69 €
Prix de revient TTC	2 498 412,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 717,11 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 5 6 1 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2016130550017\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500068

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13002 Allauch

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** IMPASSE DE LA CALADE COEUR RESTANQUES 18 LLS  
13 PLUS / 5 PLA1  
Quartier le Grand Puits  
Impasse de la Calade  
13190 ALLAUCH

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	18/11/2016	20161305500081
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		

#### Adresse :

111 bd national

BP 204

#### Ville :

13003 Marseille

#### Exercice :

2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 809 443,91 €	1 832 179,50 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 53 600,00 €	(B) 53 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 38 860,00 €
Solde à verser		(B-C) 14 740,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N' DOUTBÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P/O Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	1 840,00	0,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	27 000,00	1,26%
Subvention Commune	195 000,00	9,09%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>223 840,00</b>	<b>10,44%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	769 882,00	35,90%
Prêt CDC foncier	615 280,00	28,69%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 385 162,00</b>	<b>64,60%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	535 252,33	24,96%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>535 252,33</b>	<b>24,96%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 144 254,33</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	51 760,00	10,66%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	27 000,00	5,56%
Subvention Commune	75 000,00	15,45%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>153 760,00</b>	<b>31,67%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	169 033,00	34,82%
Prêt CDC foncier	162 699,00	33,51%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>331 732,00</b>	<b>68,33%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>485 492,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	270 000,00	10,27%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	54 000,00	2,05%
Subvention Etat	53 600,00	2,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>377 600,00</b>	<b>14,36%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	938 915,00	35,70%
Prêt CDC foncier	777 979,00	29,58%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 716 894,00</b>	<b>65,29%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	535 252,33	20,35%

Sous-total Fonds Propres	535 252,33	20,35%
Total du Financement (I + II + III)	2 629 746,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 629 746,33	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 832 179,50 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	883,85 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	883,85 m²
Assiette *	:	1 373 280,06 €
Taux de subvention	:	0,13 %
SUBVENTION	:	1 840,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	295,35 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	295,35 m²
Assiette *	:	458 899,44 €
Taux de subvention	:	11,28 %
SUBVENTION	:	51 760,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 179,20 m²
Assiette : 1 832 179,50 €	SUBVENTION :	53 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,93 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	53 600,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 254 119,72 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 178 490,11 €
Prestations intellectuelles et frais	63 342,97 €
Prix de Revient H.T.	2 495 952,80 €
Montant de la TVA	133 793,53 €
Prix de revient TTC	2 629 746,33 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 230,11 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 5 6 2 / D 1

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2016130550048\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

415750868

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500057

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13054 Marignane

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** 13-MARIGNANE FERRAGE  
RUE MARIN LA MESLEE  
13700 MARIGNANE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/11/2016	20161305500096
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 415750868		
Adresse :		

72 AV DE TOULON

Ville :	13006 Marseille
Exercice :	2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 463 582,26 €	1 474 484,94 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 41 960,00 €	(B) 41 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 41 960,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'OUTUBÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	41 040,00	8,91%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	10 723,00	2,33%
<b>Sous-total Subventions</b>	51 763,00	11,24%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	258 437,00	56,10%
Prêt CDC foncier	150 441,00	32,66%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	408 878,00	88,76%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	0,00	0,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	460 641,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	920,00	0,06%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	31 277,00	2,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	32 197,00	2,07%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	619 595,00	39,91%
Prêt CDC foncier	429 430,00	27,66%
1%.	265 000,00	17,07%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 314 025,00	84,64%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	206 333,00	13,29%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	206 333,00	13,29%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 552 555,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	2,09%
Subvention Etat	41 960,00	2,08%
<b>Sous-total Subventions</b>	83 960,00	4,17%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	878 032,00	43,61%
Prêt CDC foncier	579 871,00	28,80%
1%.	265 000,00	13,16%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 722 903,00	85,58%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	206 333,00	10,25%

Sous-total Fonds Propres	206 333,00	10,25%
Total du Financement (I + II + III)	2 013 196,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 013 196,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 474 484,94 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	709,05 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	709,05 m²
Assiette *	:	1 091 945,84 €
Taux de subvention	:	0,08 %
SUBVENTION	:	920,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	248,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	248,40 m²
Assiette *	:	382 539,10 €
Taux de subvention	:	10,73 %
SUBVENTION	:	41 040,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	957,45 m²
Assiette : 1 474 484,94 €	SUBVENTION :	41 960,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,85 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

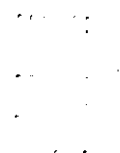
SUBVENTION :	41 960,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	640 562,36 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 189 615,82 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de Revient H.T.	1 830 178,18 €
Montant de la TVA	183 017,82 €
Prix de revient TTC	2 013 196,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 102,66 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 5 6 3 / D 1



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550081\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
442309977

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

LOGETRA

189 bd romain rolland

13010 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500073

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 6 PLAI adaptés/3rue flégier/13001/Logetra--  
3 rue Flégier  
13001 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500154

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

LOGETRA

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 442309977

Adresse :

189 bd romain rolland

Ville :

13010 Marseille

Exercice :

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

415 579,31 €

425 889,91 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 63 600,00 €

(B) 63 600,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 19 080,00 €

Solde à verser

(B-C) 44 520,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'oumbe

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	63 600,00	11,60%
PLAI adapté	40 500,00	7,39%
Surcharge foncière	10 200,00	1,86%
Subvention PEEC 1 pour 1	10 200,00	1,86%
Subvention EPCI	18 000,00	3,28%
Ville de Marseille	60 000,00	10,95%
Conseil Général	36 000,00	6,57%
Conseil Régional	57 079,00	10,41%
Subvention Autres	57 079,00	10,41%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>352 658,00</b>	<b>64,33%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	160 000,00	29,19%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>160 000,00</b>	<b>29,19%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	35 501,15	6,48%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>35 501,15</b>	<b>6,48%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>548 159,15</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>548 159,15</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 425 889,91 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

222,84 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

6

222,84 m²

Assiette \* : 425 889,91 €

Taux de subvention : 14,93 %

SUBVENTION : 63 600,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6 Surface utile : 222,84 m²

Assiette : 425 889,91 € SUBVENTION : 63 600,00 €

Taux moyen de subvention : 14,93 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### Surcharge foncière

Surface utile totale : 222,84 m²

Assiette de subvention : 291 893,15 €

Taux de subvention	:	3,49 %	
Montant de subvention	:		10 200,00 €

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 73 800,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charges immobilisées HT	139 634,94 €
Coût du bâtiment ou des travaux	306 936,69 €
Prestations intellectuelles et frais	77 026,08 €
Prix de Revient H.T.	523 597,71 €
Montant de la TVA	24 561,44 €
Prix de revient TTC	548 159,15 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 459,88 €/m <sup>2</sup>
Type d'opération:	accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	10 200,00	3,49%
Subvention PEEC 1 pour 1	10 200,00	3,49%
Ville de Marseille	60 000,00	20,56%
Subvention EPCI	18 000,00	6,17%
Conseil Général	36 000,00	12,33%
Conseil Régional	57 079,00	19,55%
Subvention Autres	57 079,00	19,55%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>248 558,00</b>	<b>85,15%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	43 335,15	14,85%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>43 335,15</b>	<b>14,85%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>291 893,15</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>291 893,15</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	256 266,00 €
Surface utile totale	222,84 m²
Dont SU Collectif	222,84
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	139 634,94 €
Assiette de subvention (dépassement)	291 893,15 €
Taux de la subvention	3,49 %



## DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

**Numéro d'opération :**  
2014130550081\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
442309977

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

LOGETRA

189 bd romain rolland

13010 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20201305500071

### Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

### Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

### Exercice

2020

**Opération :** 6 PLAI adaptés/3rue flégier/13001/Logetra--  
3 rue Flégier  
13001 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500155

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

LOGETRA

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 442309977

Adresse :

189 bd romain rolland

Ville :

13010 Marseille

Exercice :

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

40 500,00 €

40 500,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 40 500,00 €

Nombre de logements financés

6

Fait à MARSEILLE

le :

29 JUIN 2020

Nathalie N. ROURE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOUREN

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 73 800,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		6	222,84
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		6	222,84

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	548 159,15 €
Subvention totale	40 500,00 €
Subvention par logement	6 750,00 €
Nombre de logements financés	6



20 / 5 6 5 / D 3



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**

2014130550081\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

442309977

**Famille d'organisme**

Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

LOGETRA

189 bd romain rolland

13010 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500072

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13201 Marseille - 1er arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** 6 PLAI adaptés/3rue flégier/13001/Logetra--  
3 rue Flégier  
13001 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500156

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

LOGETRA

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 442309977

Adresse :

189 bd romain rolland

Ville :

13010 Marseille

Exercice :

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

324 065,00 €

291 893,15 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

10 200,00

10 200,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 10 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'DOUMBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P10 Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	10 200,00	3,49%
Subvention PEEC 1 pour 1	10 200,00	3,49%
Ville de Marseille	60 000,00	20,56%
Subvention EPCI	18 000,00	6,17%
Conseil Général	36 000,00	12,33%
Conseil Régional	57 079,00	19,55%
Subvention Autres	57 079,00	19,55%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>248 558,00</b>	<b>85,15%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
<b>Sous-total Prêts</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	43 335,15	14,85%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>43 335,15</b>	<b>14,85%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>291 893,15</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>291 893,15</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	256 266,00 €
Surface utile totale	222,84 m²
Dont SU Collectif	222,84
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	139 634,94 €
TVA de la charge foncière	
Charge foncière TTC	139 634,94 €
Assiette de subvention (dépassement)	291 893,15 €
Taux de la subvention	3,49 %

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550029\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500070

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13215 Marseille - 15e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :**  
22PLUS/8 PLA1/Séraphin/13015 NLP  
149-155 rue de Lyon 13015 Marseille  
13015 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500122
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		

**Adresse :**

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

**Ville :**

75013 Paris

**Exercice :**

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	3 534 844,50 €	3 632 686,46 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 113 000,00 €	(B) 113 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 33 900,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 79 100,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'OUTRÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
P/O Christelle MOUREN



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	89 200,00	7,55%
Surcharge foncière	11 538,19	0,98%
Subvention PEEC 1 pour 1	11 538,19	0,98%
Conseil Général	25 967,25	2,20%
1%.	0,00	0,00%
Subvention Région	16 667,00	1,41%
Ville de Marseille	48 000,00	4,07%
Autres	9 093,70	0,77%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>212 004,33</b>	<b>17,95%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	156 267,00	13,23%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêt CDC logement	692 206,00	58,62%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Prêts Autres	104 558,41	8,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>953 031,41</b>	<b>80,71%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	15 731,61	1,33%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>15 731,61</b>	<b>1,33%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 180 767,35</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	23 800,00	0,71%
Surcharge foncière	39 461,81	1,18%
Subvention PEEC 1 pour 1	39 461,81	1,18%
Conseil Général	87 032,75	2,59%
1%.	50 000,00	1,49%
Subvention Région	45 833,00	1,37%
Ville de Marseille	132 000,00	3,93%
Autres	30 478,74	0,91%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>448 068,11</b>	<b>13,35%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	598 948,00	17,84%
Prêts PEEC	75 000,00	2,23%
Prêt CDC logement	1 762 047,00	52,49%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000,00	2,09%
Prêts Autres	350 441,59	10,44%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 856 436,59</b>	<b>85,08%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	52 726,62	1,57%

Décision No : 20201305500070

Sous-total Fonds Propres	52 726,62	1,57%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 357 231,32</b>	

**Aide : Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	39 572,44	0,87%
Conseil Général	113 000,00	2,49%
Ville de Marseille	180 000,00	3,97%
1%	50 000,00	1,10%
Surcharge foncière	51 000,00	1,12%
Subvention Région	62 500,00	1,38%
Subvention EEG pour 1	51 000,00	1,12%
Subvention Etat	113 000,00	2,49%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>660 072,44</b>	<b>14,55%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 454 253,00	54,08%
Prêt CDC foncier	755 215,00	16,64%
Prêts PEPC	75 000,00	1,65%
Prêts Autres	455 000,00	10,03%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000,00	1,54%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 809 468,00</b>	<b>83,95%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	68 458,23	1,51%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>68 458,23</b>	<b>1,51%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 537 998,67</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>4 537 998,67</b>	

**B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

**I - Assiette de la subvention : 3 632 686,46 €**

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 073,65 m²
Logements « Individuel »	6	525,75 m²
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>22</b>	<b>1 599,40 m²</b>
Assiette *	:	2 797 899,80 €
Taux de subvention	:	0,85 %
SUBVENTION	:	23 800,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	477,20 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>8</b>	<b>477,20 m²</b>
Assiette *	:	834 786,66 €
Taux de subvention	:	10,69 %
SUBVENTION	:	89 200,00 €

**TOTAL DE LA DECISION**

Nombre de logements : 30	Surface utile :	2 076,60 m²
Assiette : 3 632 686,46 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>113 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,11 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

**Surcharge foncière**

Surface utile totale :	2 076,60 m²	
Assiette de subvention :	739 506,71 €	
Taux de subvention :	6,90 %	
Montant de subvention :		<b>51 000,00 €</b>

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION**

**SUBVENTION : 164 000,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	1 037 212,71 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 802 919,00 €
Prestations intellectuelles et frais	461 288,83 €
Prix de Revient H.T.	4 301 420,54 €
Montant de la TVA	236 578,13 €
Prix de revient TTC	4 537 998,67 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 185,30 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	51 000,00	6,94%
Subvention PEEC 1 pour 1	51 000,00	6,94%
Conseil Général	113 000,00	15,37%
Subvention Région	62 500,00	8,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>277 500,00</b>	<b>37,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC Foncier	457 551,71	62,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>457 551,71</b>	<b>62,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>735 051,71</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>735 051,71</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	343 035,00 €
Surface utile totale	2 076,60 m²
Dont SU Collectif	1 550,85
Dont SU Individuel	525,75
Charge foncière	1 037 212,71 €
Assiette de subvention (dépassement)	739 506,71 €
Taux de la subvention	6,90 %

20 / 5 6 7 / D \_

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2014130550029\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
552046484

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500069

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13215 Marseille - 15e arrondissement

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**  
Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**  
Ménages

**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 22PLUS/8 PLAI/Séraphin/13015 NLP  
149-155 rue de Lyon 13015 Marseille  
13015 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500123
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 552046484		
<b>Adresse :</b>		
33 AV PIERRE MENDES FRANCE		
<b>Ville :</b>	75013 Paris	
<b>Exercice :</b>	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	521 943,50 €	739 506,71 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	51 000,00	51 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 3 570,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 47 430,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N' DOURBE

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
8/2 Christelle MOUREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	51 000,00	6,94%
Subvention PEEC 1 pour 1	51 000,00	6,94%
Conseil Général	113 000,00	15,37%
Subvention Région	62 500,00	8,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>277 500,00</b>	<b>37,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	457 551,71	62,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>457 551,71</b>	<b>62,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>735 051,71</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>735 051,71</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	343 035,00 €
Surface utile totale	2 076,60 m²
Dont SU Collectif	1 550,85
Dont SU Individuel	525,75
Charge foncière HT	1 037 212,71 €
TVA de la charge foncière	45 329,00 €
Charge foncière TTC	1 082 541,71 €
Assiette de subvention (dépassement)	739 506,71 €
Taux de la subvention	6,90 %

20 / 5 6 8 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2017130550052\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500080

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
84089 Pertuis

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PERTUIS - LES FESTONS 2  
157 r des festons  
84120 PERTUIS



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	05/10/2017	20171305500086

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville:

84000 AVIGNON

Exercice:

2017

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 066 926,30 €	1 066 926,30 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 29 400,00 €	(B) 29 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 29 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

*Nathalie N'DOUMBE*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*pl* Christelle MOUREN

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	9,34%
Subvention Département	9 000,00	2,86%
Subvention EPCI	28 458,00	9,04%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>66 858,00</b>	<b>21,23%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	84 490,00	26,83%
Prêt CDC logement	163 546,00	51,94%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>248 036,00</b>	<b>78,77%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>314 894,00</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	6 000,00	0,51%
Subvention EPCI	78 772,00	6,72%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>84 772,00</b>	<b>7,23%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	300 691,00	25,65%
Prêt CDC logement	519 874,00	44,35%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>820 565,00</b>	<b>70,00%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	266 890,29	22,77%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>266 890,29</b>	<b>22,77%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 172 227,29</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	15 000,00	1,01%
Subvention Etat	29 400,00	1,98%
Subvention EPCI	107 230,00	7,21%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>151 630,00</b>	<b>10,20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	683 420,00	45,96%
Prêt CDC foncier	385 181,00	25,90%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 068 601,00</b>	<b>71,86%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	266 890,29	17,95%

Sous-total Fonds Propres	266 890,29	17,95%
Total du Financement (I + II + III)	1 487 121,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 487 121,29	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 066 926,30 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	562,66 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	562,66 m²
Assiette *	:	832 894,10 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	158,10 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	158,10 m²
Assiette *	:	234 032,20 €
Taux de subvention	:	12,56 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	720,76 m²
Assiette : 1 066 926,30 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,76 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	29 400,00 €
--------------	-------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	407 975,49 €
Coût du bâtiment ou des travaux	927 224,89 €
Prestations intellectuelles et frais	17 397,00 €
Prix de Revient H.T.	1 352 597,38 €
Montant de la TVA	134 523,91 €
Prix de revient TTC	1 487 121,29 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 063,27 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 5 6 9 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2012130550037\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500076

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13043 Gignac-la-Nerthe

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS / PLAISONSE  
Rue de la Fonse  
Lieu dit La Pousaraque  
13180 GIGNAC LA NERTHE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement aux autres établissements publics locaux

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	17/12/2012	20121305500107
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
<b>Adresse :</b>		
80 r albe		
BP 31		
<b>Ville :</b>	13004 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2012	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	1 720 080,80 €	1 746 367,42 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 66 000,00 €	(B) 66 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 35 046,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 30 954,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

*Nathalie N' Doumbé*

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
*16* *Christelle MOUREN*

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	44 000,00	8,41%
Surcharge foncière	7 611,53	1,45%
Subvention EPCI	11 360,00	2,17%
Subvention Département	76 621,00	14,64%
Autres	3 258,00	0,62%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>142 850,53</b>	<b>27,29%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	287 452,00	54,92%
Prêt CDC foncier	49 207,00	9,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>336 659,00</b>	<b>64,32%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	43 930,97	8,39%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>43 930,97</b>	<b>8,39%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>523 440,50</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	22 000,00	1,40%
Surcharge foncière	22 388,47	1,43%
Subvention EPCI	33 640,00	2,15%
Subvention Département	226 891,00	14,47%
Autres	9 649,00	0,62%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>314 568,47</b>	<b>20,07%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	978 184,00	62,40%
Prêt CDC foncier	144 738,00	9,23%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 122 922,00</b>	<b>71,63%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	130 090,00	8,30%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>130 090,00</b>	<b>8,30%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 567 580,47</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Autres	12 907,00	0,62%
Subvention Département	303 512,00	14,52%
Subvention Etat	66 000,00	3,16%
Subvention EPCI	45 000,00	2,15%
Surcharge foncière	30 000,00	1,43%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>457 419,00</b>	<b>21,88%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 265 636,00	60,53%
Prêt CDC foncier	193 945,00	9,28%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 459 581,00</b>	<b>69,80%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	174 020,97	8,32%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>174 020,97</b>	<b>8,32%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 091 020,97</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 091 020,97</b>	

## B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPÉRATION

1 - Assiette de la subvention : 1 746 367,42 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	430,70 m²
Logements « Individuel »	4	309,90 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

	11	740,60 m²
Assiette *	:	1 305 500,87 €
Taux de subvention	:	1,69 %
SUBVENTION	:	22 000,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	250,10 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

	4	250,10 m²
Assiette *	:	440 866,55 €
Taux de subvention	:	9,98 %
SUBVENTION	:	44 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	990,70 m²
Assiette : 1 746 367,42 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>66 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,78 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	990,70 m²
Assiette de subvention	:	66 981,79 €
Taux de subvention	:	44,79 %
Montant de subvention	:	30 000,00 €

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>96 000,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	217 970,79 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 556 183,65 €
Prestations intellectuelles et frais	207 855,89 €
Prix de Revient H.T.	1 982 010,33 €
Montant de la TVA	109 010,64 €
Prix de revient TTC	2 091 020,97 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 110,65 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique





## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 000,00	44,79%
<b>Sous-total Subventions</b>	30 000,00	44,79%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	36 981,79	55,21%
<b>Sous-total Prêts</b>	36 981,79	55,21%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	66 981,79	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	66 981,79	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

• Valeurs foncières de référence * Surface Utile	167 199,00 €
• Surface utile totale	990,70 m²
• Dont SU Collectif	680,80
• Dont SU Individuel	309,90
Charge foncière	217 970,79 €
Assiette de subvention (dépassement)	66 981,79 €
Taux de la subvention	44,79 %

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2012130550037\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782855696

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500063

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13043 Gignac-la-Nerthe

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2020

**Opération :** PLUS / PLAI FONSE  
Rue de la Fonse  
Lieu dit La Pousaraque  
13180 GIGNAC LA NERTHE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement aux autres établissements publics locaux

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	17/12/2012	20121305500108
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		

80 r albe  
BP 31  
13004 Marseille  
2012

Ville :

Exercice :

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	85 841,80 €	66 981,79 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	30 000,00	30 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 30 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'GOUSSÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Christelle MOREN

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :        **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	30 000,00	44,79%
<b>Sous-total Subventions</b>	30 000,00	44,79%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	36 981,79	55,21%
<b>Sous-total Prêts</b>	36 981,79	55,21%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	66 981,79	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	66 981,79	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	137 199,00 €
Surface utile totale	990,70 m²
Dont SU Collectif	680,80
Dont SU Individuel	309 90
Charge foncière HT	217 970,79 €
TVA de la charge fonciere	16 210,00 €
Charge foncière TTC	234 180,79 €
Assiette de subvention (dépassement)	66 981,79 €
Taux de la subvention	44,79 %

20 / 571 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2017130550147\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20201305500054

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13019 Cabriès

**Exercice**  
2020

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** CABRIES - EMERAUDE  
9 LLS (ET 3 PSLA ENREGISTRES en HD)  
600 AVENUE JEAN MOULIN  
13480 CABRIES CALAS

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	16/01/2018	20171305500277
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
<b>Adresse :</b>		
11 RUE ARMENY		
<b>Ville :</b>	13006 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2017	

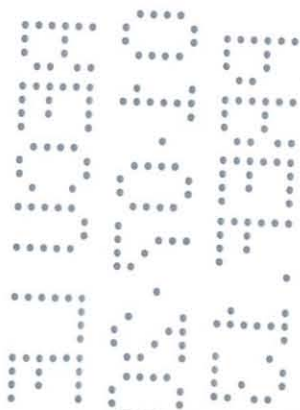
### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	537 824,51 €	526 264,97 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 29 400,00 €	(B) 29 400,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 23 520,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 5 880,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020

Nathalie N'GOURÉ  
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Flo  
Christelle MOUREN



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 871,00	6,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	24 871,00	6,01%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	138 769,00	33,52%
Prêt CDC logement	129 359,00	31,25%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	17 500,00	4,23%
Prêts Autres	40 000,00	9,66%
<b>Sous-total Prêts</b>	325 628,00	78,65%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	63 496,59	15,34%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	63 496,59	15,34%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	413 995,59	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	7,27%
Subvention EPCI	27 074,00	6,69%
<b>Sous-total Subventions</b>	56 474,00	13,96%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	117 491,00	29,05%
Prêt CDC logement	109 524,00	27,08%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	17 500,00	4,33%
Prêts Autres	40 000,00	9,89%
<b>Sous-total Prêts</b>	284 515,00	70,34%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	63 496,59	15,70%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	63 496,59	15,70%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	404 485,59	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	29 400,00	3,59%
Subvention EPCI	51 945,00	6,35%
<b>Sous-total Subventions</b>	81 345,00	9,94%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	238 883,00	29,19%
Prêt CDC foncier	256 260,00	31,31%
Prêts Autres	80 000,00	9,77%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	4,28%

Sous-total Prêts	610 143,00	74,55%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	126 993,18	15,52%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	126 993,18	15,52%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	818 481,18	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	818 481,18	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 526 264,97 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	169,82 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	169,82 m²
Assiette *	:	280 668,04 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	148,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	148,60 m²
Assiette *	:	245 596,93 €
Taux de subvention	:	11,97 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	318,42 m²
Assiette : 526 264,97 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	5,59 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION :</b>	<b>29 400,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	286 468,41 €
Coût du bâtiment ou des travaux	409 240,59 €
Prestations intellectuelles et frais	122 772,18 €
Prix de Révient H.T.	818 481,18 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	818 481,18 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 570,45 €/m²
Type d'opération : Hors opération spécifique	





20 / 572 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2017130550264\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20201305500062

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13019 Cabriès

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2020

**Opération :** CABRIES - EMERAUDE - PLS  
600 AVENUE JEAN MOULIN  
13480 CABRIES CALAS

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/01/2018	20171305500290
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
Adresse :		

11 RUE ARMENY

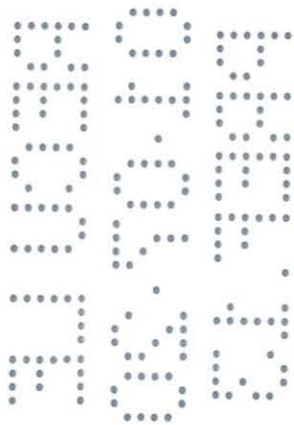
Ville :	13006 Marseille
Exercice :	2017

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 3)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 29 JUIN 2020



Nathalie N'GOURÉ

DGA DEVELOPPEMENT URBAIN  
ET STRATEGIE TERRITORIALE  
Direction Habitat et Politique de la Ville  
Plo Christelle MOUREN

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	17 093,00	2,68%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>17 093,00</b>	<b>2,68%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	133 870,35	21,00%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	217 820,00	34,17%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	134 737,65	21,13%	1,88%
Prêts Autres	40 000,00	6,27%	
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>526 428,00</b>	<b>82,57%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	94 027,32	14,75%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>94 027,32</b>	<b>14,75%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>637 548,32</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>637 548,32</b>		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	242,17 m²
Logements « Individuel »		
Taux pour le financement des logements « PLS »		3 242,17 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	242,17 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

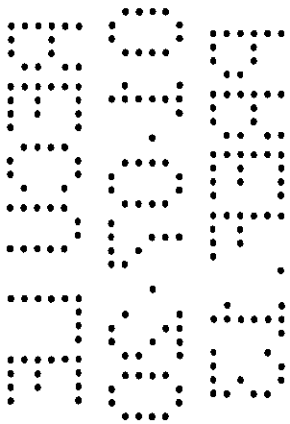
### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	223 141,91 €
Coût du bâtiment ou des travaux	318 774,16 €
Prestations intellectuelles et frais	95 632,25 €
Prix de Revient H.T.	637 548,32 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	637 548,32 €
Décision No : 20201305500062	Page : 3/4

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 632,65 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique



## Décision n° 20/573/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) de biens et droits immobiliers situés au 18 rue Balthazar Dieudé à Marseille 6ème arrondissement cadastrés 827A193 appartenant à la SCIV MG Immeubles d'exploitation**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 011-7382/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM en date du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 13 mars 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 6e arrondissement, 18 rue Balthazar Dieudé, sur une parcelle cadastrée 827A193 et appartenant à la SCIV MG Immeubles d'exploitation.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-Ville ;
- Que l'opération Grand Centre-Ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements et/ou de locaux d'activités.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la pleine propriété des lots numéros 1, 2, 3, 5 et 9 représentant 898 millièmes, dans l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée 827A193 d'une contenance cadastrale de 650 m<sup>2</sup>, situé au 18 rue Balthazar Dieudé à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCIV MG Immeubles d'exploitation.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020



## Décision n° 20/574/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) de biens et droits immobiliers situés au 54 rue de la Palud et 69 rue de Rome à Marseille 1er arrondissement cadastrés 803 B 291 appartenant à Madame GUEDJ Patricia.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Prémption Urbain et le Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM en date du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 11 mars 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement, 54 rue de la Palud et 69 rue de Rome, sur une parcelle cadastrée 803 B 291 et appartenant à Madame Guedj Patricia ;

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de prémption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de prémption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Prémption Urbain (DPU) ou le Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-ville ;

- Que ce bien relève plus précisément du pôle Noailles de l'opération Grand Centre-ville et qu'il se situe dans le périmètre de l'îlot prioritaire Noailles-Ventre du Projet Partenarial d'Aménagement Centre-ville de Marseille ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de lots dans cet immeuble en copropriété dans un îlot prioritaire d'intervention répond bien aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville ainsi qu'à ceux du Projet Partenarial d'Aménagement et de la Grande Opération d'Urbanisme, en matière de production de logements et/ou de locaux d'activités.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la pleine propriété des lots suivants : 17, 20, 21, 22, 23, 31, 32, 33, 36, 38 d'une surface utile totale de 490 m<sup>2</sup> environ, dans l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée 803 B 291 d'une contenance cadastrale de 228 m<sup>2</sup>, situé au 54 rue de la Palud et 69 rue de Rome à Marseille 1er arrondissement appartenant Madame Guedj Patricia.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/575/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) de biens et droits immobiliers situés au 135, 137, 139 cours Lieutaud et 5 rue Commandant Imhaus à Marseille 6ème arrondissement, cadastrés 824A234, 824A233, 824A232, 824A230 appartenant à la SARL J.J.O.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 19/02/2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 6e arrondissement au 135, 137, 139 cours Lieutaud et 5 rue Commandant Imhaus, sur les parcelles cadastrées 824A234, 824A233, 824A232, 824A230 et appartenant à la SARL J.J.O.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;

- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-Ville ;
- Que l'opération Grand Centre-Ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de cet ensemble immobilier constitué de 4 immeubles, compte tenu de sa localisation et de son état de dégradation apparent, répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements et/ou de locaux d'activités.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la pleine propriété de quatre immeubles (R+3 de 107 m<sup>2</sup>, R+4 de 200 m<sup>2</sup>, R+3 de 80 m<sup>2</sup> et R+3 de 112 m<sup>2</sup>), respectivement situés sur les parcelles cadastrées 824A234, 824A233, 824A232, 824A230, d'une contenance cadastrale totale de 592 m<sup>2</sup>, au 135, 137, 139 cours Lieutaud et 5 rue Commandant Imhaus à Marseille 6e arrondissement, appartenant à la SARL J.J.O.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/576/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Anne-Marie Gabriel

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1908664-5 déposée le 9 octobre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Gabriel Anne-Marie contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérécours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020



## Décision n° 20/577/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Assoumani Anais

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002449-5 déposée le 16 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Assoumani Anais contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/578/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Petit Laetitia

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1805675-5 déposée le 17 juillet 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Petit Laetitia contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/579/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Chelbab Mohamed**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804949-5 déposée le 23 août 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Chelbab Mohamed contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/580/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Halima Saf

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905319-5 déposée le 14 juin 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Saf Halima contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020



## Décision n° 20/581/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société RDD Affichage**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en appel n°20MA01775 déposée le 10 mai 2020 par la société RDD Affichage devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille sollicitant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Marseille n°1806722 du 26 mars 2020 au terme duquel la requête de la société RDD Affichage a été rejetée.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Baillon-Passe, domicilié ,49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/582/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à SASU Carbone

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909849-5 déposée le 5 juillet 2019 au Tribunal Administratif de Marseille, par SASU Carbone, demandant l'annulation de deux titres exécutoires émis, par la Métropole les 27 février 2019 et 6 mars 2019, pour une somme totale de 3355,32 euros, dans le cadre de la convention d'occupation temporaire concernant une station d'avitaillement dans le port de pêche de Saumaty.

#### DECIDE

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/583/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-François Cousin**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000108-9 déposée le 3 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Jean-François Cousin demandant l'annulation de la décision du 28 octobre 2019 prise par délégation de la Présidente de la Métropole, par Monsieur Laurent Peres, lui notifiant, la rupture anticipée de sa période d'essai, dans le cadre de son Contrat à Durée Déterminée au poste de Directeur Adjoint de la collecte et du traitement des déchets au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva domiciliée, 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**

## Décision n° 20/584/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Françoise Bertrand

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé suspension n°2004118-5 déposée, le 2 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Françoise Bertrand, à l'encontre des travaux qui seraient réalisés au 7 rue Turenne à Marseille, 3<sup>ème</sup> arrondissement, côté sud du bâtiment.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres, domiciliée 40, rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020



## Décision n° 20/585/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Denis Eychenne

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en annulation n°2004115-5 déposée le 1 juin 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Denis Eychenne, demandant d'annuler toutes décisions d'entreprendre des travaux, 7 rue de Turenne à Marseille, 3ème arrondissement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/586/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Haddad Eric

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004211-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 4 juin 2020, par Monsieur Eric Haddad demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020**

## Décision n° 20/587/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la procédure d'expropriation pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de Saint-Antoine**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La nécessité de lancer une procédure d'expropriation pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de Saint-Antoine.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par Maître Alain Xoual domicilié, 49 rue de la Paix 13001 Marseille.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/588/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI du Vallon

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 30 janvier 2019 fixant les indemnités d'expropriation dues par la Métropole à la SCI du Vallon concernant l'immeuble situé 215 chemin du Vallon de l'Oriol à Marseille 13007 ;
- La nécessité de saisir le juge de l'expropriation qui a omis de statuer sur le transfert de propriété de ce bien .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par Maître Alain Xoual domicilié, 49 rue de la Paix 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020



## Décision n° 20/589/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Antoine Fernandez**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002989-1 déposée le 24 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Antoine Fernandez demandant l'annulation de la décision de la Présidente de la Métropole, du 22 janvier 2020, par laquelle elle a mis fin à son stage d'Adjoint Technique Territorial, à compter du 8 janvier 2020.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/590/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Antoine Fernandez**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°2004186-1 déposée le 4 juin 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Fernandez Antoine demandant la suspension de la décision de la Présidente de la Métropole du 22 janvier 2020 par laquelle elle a mis fin à son stage d'Adjoint Technique Territorial à compter du 8 janvier 2020.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/591/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Denis Eychenne

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé suspension n°2004116-5 déposée, le 1<sup>er</sup> juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Denis Eychenne à l'encontre des travaux qui seraient réalisés au 7 rue Turenne à Marseille, 3<sup>ème</sup> arrondissement, côté sud du bâtiment.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres, domiciliée 40, rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/592/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Françoise Bertrand

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en annulation n°2004117-5 déposée le 02.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Françoise Bertrand demandant d'annuler toutes décisions d'entreprendre des travaux, 7 rue de Turenne à Marseille, 3ème arrondissement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**



## Décision n° 20/593/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Compagnie Méridionale d'Applications Thermiques**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance de référé n°1908928-3 rendue le 19 novembre 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant l'annulation de la procédure de passation du lot 12 " plomberie, chauffage, ventilation et climatisation - zone sud " de l'accord-cadre portant sur des travaux d'aménagement de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole ;
- Le pourvoi n°436583 déposé le 24 décembre 2019 devant le Conseil d'Etat par la Compagnie Méridionale d'Applications Thermiques aux fins d'annulation de ladite ordonnance.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix, domiciliée, 204 rue Vaugirard 75015 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/593/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Compagnie Méridionale d'Applications Thermiques**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance de référé n°1908928-3 rendue le 19 novembre 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant l'annulation de la procédure de passation du lot 12 " plomberie, chauffage, ventilation et climatisation - zone sud " de l'accord-cadre portant sur des travaux d'aménagement de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole ;
- Le pourvoi n°436583 déposé le 24 décembre 2019 devant le Conseil d'Etat par la Compagnie Méridionale d'Applications Thermiques aux fins d'annulation de ladite ordonnance.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix, domiciliée, 204 rue Vaugirard 75015 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/594/D

### **Exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section CO N° 111, 11 avenue Adam de Craponne sur la commune d'Istres appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-1, L. 300-1 et suivants, R. 213-14, R. 213-15 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Les délibérations n° 125/13 du 11 avril 2013, n° 261/13 du 25 juillet 2013 et n° 274/16 du 18 octobre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Istres par lesquelles la commune a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 20 M144 reçue en mairie d'Istres le 25 février 2020 relative à la vente d'un bâti sur terrain propre, d'une superficie de 1 308 m², comprenant une maison d'habitation, d'une surface utile ou habitable d'environ 120 m², élevée de deux étages sur rez-de-chaussée édifiée sur un terrain attenant en nature de jardin d'agrément avec garage double non attenant, cuisine d'été et cave en sous-sol, cadastré section CO sous le numéro 111, situé à Istres, 11 avenue Adam de Craponne, appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano, classé en zone UCb du plan local d'urbanisme de la Commune d'Istres, pour un prix de quatre cent cinquante mille euros hors droits ou taxes dont dix-huit mille euros de mobilier ;
- Le courrier de la Ville d'Istres du 17 juin 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption à la commune d'Istres ;
- L'avis de valeur vénale établie par la Direction Immobilière de l'Etat ;
- La visite du bien effectuée le 3 juillet 2020 conformément aux dispositions des articles L. 213-2, D. 213-13-2 et D. 213-13-3
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 relative à la suspension des délais en matière d'urbanisme pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue, le 1<sup>er</sup> janvier 2018, titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;
- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la compétence de constitution de réserves foncières ;
- Que l'acquisition de ce bien est motivée par la constitution de réserves foncières pour permettre la réalisation d'un projet de requalification urbain, action d'aménagement mentionnée à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, à proximité du site emblématique du Pavillon de Grignan ;
- Que le prix de vente dans la déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 20 M144 est conforme à la valeur vénale estimée par la Direction Immobilière de l'Etat.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est exercé le Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble bâti comprenant une maison d'habitation, d'une surface utile ou habitable d'environ 120 m<sup>2</sup>, élevée de deux étages sur rez-de-chaussée édifiée sur un terrain attenant en nature de jardin d'agrément avec garage double non attenant, cuisine d'été et cave en sous-sol, cadastré section CO sous le numéro 111, situé à Istres, 11 avenue Adam de Craponne, appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano classé en zone UCb du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de quatre cent cinquante mille euros hors droits ou taxes dont dix-huit mille euros de mobilier.

### **Article 2 :**

Est prévue la somme de dix mille euros relative aux frais de notaire.

### **Article 3 :**

Est désignée Maître Véronique Piombo, Notaire à Istres, pour la rédaction de l'acte authentique.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole -opération numéro 2017501300 – « Urbanisme et Foncier » - Programme 175060 BP. nature 2115

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juillet 2020

## Décision n° 20/595/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société CMT Services

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance de référé n°1908928-3 rendue le 19 novembre 2019 par le Tribunal administratif de Marseille prononçant l'annulation de la procédure de passation du lot 12 "Plomberie , chauffage , ventilation et climatisation - Zone sud" de l'accord-cadre portant sur des travaux d'aménagement de réparation, d'entretien et de rénovation de bâtiments et ouvrages divers des sites de la Métropole ;
- Le pourvoi n°436582 déposé le 24 décembre 2019 devant le Conseil d'Etat par la société CMT services aux fins d'annulation de ladite ordonnance.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix, domiciliée, 204 rue Vaugirard 75015 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/596/D

**Décision d'estimer en justice - Désignation de la SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Agilis et la SAS Midi Travaux dans le cadre du marché de réaménagement de la friche industrielle du site « Rousselot » à Aubagne**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1710149 du 14 janvier 2020 par lequel le tribunal administratif de Marseille a rejeté la demande des sociétés SAS Agilis et la SAS Midi Travaux tendant à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à leur verser la somme de 4 214 923,58 euros TTC du décompte général et définitif concernant le réaménagement de la friche industrielle du site "Rousselot" à Aubagne et par voie de conséquence la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la somme de 663 335,20 euros TTC ainsi que l'arrêt du décompte général et définitif et du compte entre les parties à la somme de 4 214 923,58 euros TTC ;
- La requête en appel n°20MA01231 déposée le 12 mars devant la Cour Administrative d'Appel par la SAS Agilis et la SAS Midi Travaux aux fins d'annulation dudit jugement.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Sindres domiciliée 40, rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/597/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société de Développement de la Baie de la Ciotat**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004517-2 déposée le 18 juin 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la Société de Développement de la Baie de La Ciotat demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille Provence.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/598/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Marie-Joseph et Patricia Marthe**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004439-2 déposée le 15.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur et Madame Marie-Joseph et Patricia Marthe demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille Provence.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée , 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/599/D

### **Décision d'estimer en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Marie Chabas**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004493-2 déposée le 16.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Jean-Marie Chabas demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'estimer en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

**Décision n° 20/600/D**

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Taminiaux née Frisario Roselyne**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004427-2 déposée le 12.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Taminiaux née Frisario Roselyne demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/601/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Christopher Taminiaux

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004428-2 déposée le 12.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Christopher Taminiaux demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/602/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Michele Terrangle

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004454-2 déposée le 15.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Michele Terrangle demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/603/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Civile Agricole Azura

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004521-2 déposée le 18 juin 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la SCA Azura demandant l'annulation de la délibération n°URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/604/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Roger Lecoq

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000524-5 déposée, le 21 janvier 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Roger Lecoq demandant l'annulation de la servitude d'alignement N14-034 concernant sa propriété située boulevard Bon secours à Marseille, 14<sup>ème</sup> arrondissement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/605/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Benzouaoui Schéhérazade**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003648-5 déposée, le 20 mars 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Schéhérazade Benzouaoui demandant l'annulation de la décision lui refusant une aide au titre du fonds de solidarité logement.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

##### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/606/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-François Cassar**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003990 déposée le 27/05/2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Jean-François Cassar demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du PLUi sur le Territoire de Marseille Provence en ce que ce document a classé le terrain lui appartenant à Allauch en zone N au lieu d'être en zone urbaine.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/607/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Mesdames Christine et Laurence Guieu, Monsieur Grégory Fra, Monsieur Olivier Lion, Monsieur Thierry Botta**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004509-2 déposée le 17 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par mesdames Christine et Laurence Guieu, Monsieur Grégory Fra, Monsieur Olivier Lion, Monsieur Thierry Botta, demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 .



**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/613/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons des lots 3 et 17 d'un immeuble sis Quartier du pré de l'Aube, Les collines, bâtiment A 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré sections AO n° 51 et 53 à 66 appartenant à Monsieur et Madame Campana François et Marie**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération HN 001/8265/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 20M0030 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 03 mars 2020 portant aliénation des lots 3 et 17 d'un immeuble sis Quartier du pré de l'Aube, Les collines, bâtiment A 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré sections AO n° 51 et 53 à 66 appartenant à Monsieur et Madame Campana François et Marie.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à accroître sa production de logements locatifs sociaux par an et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété des lots 3 et 17 représentant trente et un dix millièmes d'une superficie carrez de 81,36 m<sup>2</sup>, dépendant d'un immeuble sis sur les parcelles cadastrées section AO n°51 et 53 à 66 d'une contenance cadastrale de 36 309 m<sup>2</sup> sis Quartier du pré de l'Aube, Les collines, bâtiment A 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur et Madame Campana François et Marie.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020**

## Décision n° 20/614/D

### **Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un immeuble d'habitation sis 128 route Nationale 8 - 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AL 475 appartenant aux Consorts Scola**

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération HN001/8265/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n°09-12-2019 du Conseil Municipal de Septèmes-les-Vallons du 12 décembre 2019 instaurant un droit de préemption sur les fonds de commerce et artisanaux au service des zones d'activités ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 5 mars 2020 enregistrée sous le numéro 01310620 M0033 portant aliénation d'un immeuble d'habitation composé de 5 appartements pour une superficie totale habitable de 240 m², sis 128 route Nationale 8, 13240 Septèmes-les-Vallons sur la parcelle cadastrée AL475 de 192m².

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à accroître sa production de logements locatifs sociaux par an et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition d'un immeuble entier composé de cinq appartements pour une superficie totale habitable de 240 m<sup>2</sup>, sis 128 route Nationale 8, 13240 Septèmes-les-Vallons sur la parcelle cadastrée AL475 de 192 m<sup>2</sup> appartenant aux Consorts Scola.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020**

## Décision n° 20/615/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Michel Crespi

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004504-2 déposée le 17 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Jean-Michel Crespi, demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/616/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame et Monsieur Isabelle et Hervé Ferrato

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004426-2 déposée le 12 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame et Monsieur Isabelle et Hervé Ferrato, demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/617/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat des copropriétaires de la copropriété " le Balzac" et Madame Marie-Josée Gabrielli**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004452-2 déposée le 15 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par le syndicat des copropriétaires de la copropriété « Le Balzac » et Madame Marie-Josée Gabrielli, demandant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée , 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/618/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association MACT

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la requête en appel n°20MA01745 déposée par l'Association MACT le 4 mai 2020 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Marseille rendu le 2 mars 2020 par lequel il a rejeté la requête de l'association MACT qui sollicitait l'application de l'abattement de 100% aux pêcheurs professionnels titulaires d'un contrat avec l'association ainsi que le remboursement de la somme de 124 251,86 euros correspondant à l'abattement de 100% appliqué depuis 2010.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Baillon-Passe domicilié, 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/619/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Jacques Goyon

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003562 déposée par Monsieur Jean-Jacques Goyon devant le Tribunal Administratif de Marseille le 5 mai 2020, sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence, en ce qu'elle a classé la parcelle cadastrée AP 110 située sur la commune de Cassis en zone UP2b pour la partie bâtie et en zone Nh pour la partie non bâtie.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée , 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/620/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Bicchierai Eliane

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°20MA00145 déposée à la Cour Administrative d'appel par Madame Eliane Bicchierai, à l'encontre du jugement rendu par le Tribunal Administratif , du 21 novembre 2019 , qui a rejeté sa demande d'annulation du titre de recettes correspondant à la redevance 2017 pour occupation du domaine public maritime .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administratif d'appel de Marseille et d'être représentée par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée , 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/621/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi - Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Carrefour

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1911017 déposée le 27/11/2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 18/09/2019 par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'année 2017 pour la commune de la Ciotat pour un montant de 57 778 euros.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi , domiciliée , 28 rue d'Enghien , 69 002 Lyon.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/622/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SEMOVIM

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé précontractuel n°2000880 déposée par la SEMOVIM devant le Tribunal Administratif le 3 février 2020, aux fins d'annulation de la décision du 24 janvier 2020, par laquelle la Métropole a rejeté la candidature en vue de l'attribution de l'accord – cadre portant sur l'exploitation des parkings Verdon et Ste Croix sur le territoire de la commune de Martigues.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/623/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000255 déposée le 8 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 19 septembre 2019 relatif à l'application de pénalités de collecte pour le mois de juin 2019 pour un montant de 26 000 euros.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/624/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000243 déposée le 10 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre des avis de sommes à payer n°9911 d'un montant de 26 000 euros au titre des pénalités de collecte pour le mois de juin 2019 et n°9912 d'un montant de 24 000 euros au titre des pénalités de collecte pour le mois de mai 2019 et le 27 février 2019.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain, 75007 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/625/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000256 déposée le 10 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre des avis de sommes à payer n°239 d'un montant de 10 000 euros au titre des pénalités de collecte pour le mois d'avril 2019 et n°6787 d'un montant de 7000 euros au titre des pénalités de propreté pour le mois d'avril 2019.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75 007 Paris .

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/626/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1911040 déposée le 27 décembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre des avis de sommes à payer n°310 d'un montant de 61800 euros au titre des pénalités de propreté pour le mois de juin / juillet / août 2019 et n°10 097 d'un montant de 32 000 euros au titre des pénalités de collecte pour le mois de juin /juillet/août 2019.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75 007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020**

## Décision n° 20/627/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres-Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Syndicat des copropriétaires du 6-8 Traverse Jupiter 13007 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1910744 déposée le 18 décembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par le syndicat des Copropriétaires du 6-8 Traverse Jupiter qui s'oppose à la décision de la Métropole qui a rejeté la demande d'abrogation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille en tant qu'il ne crée pas un emplacement réservé pour une voie de retournement sur la parcelle cadastrée en section D 01 n°79 située traverse Jupiter à Marseille dans le 7ème arrondissement.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SELARL Sindres / SCP d'Avocats Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres , domiciliée , 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille .

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement SELARL Sindres / SCP d'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/628/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête 2000254 déposée le 8 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 20 septembre 2019 relatif à l'application des pénalités de collecte pour le mois de mai 2019 pour un montant de 24 000 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75007 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Juillet 2020

## Décision n° 20/629/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1911041 déposée le 27 décembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 5 septembre 2019 relatif à l'application de pénalités de collecte pour le mois d'avril 2019 pour un montant de 7000 euros et pénalités de propreté pour les mois d'avril 2019 pour un montant de 10 000 euros .

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés , domiciliée , 282 , boulevard Saint Germain 75 007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/630/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000244 déposée le 10 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 27 décembre 2019 relatif à l'application de pénalités de propreté pour les mois de juillet / août / septembre 2019 pour un montant de 11 200 euros .

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée , 282 boulevard Saint Germain 75 007 Paris .

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/631/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le requête n°2000251 déposée le 8 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la décision implicite de rejet née suite à la transmission du mémoire en réclamation du 18 décembre 2019, relatif à l'application de pénalités de collecte pour le mois de juillet / août 2019 pour un montant de 32 000 euros et de pénalités de propreté pour les mois de juin / juillet / août 2019 pour un montant de 61 800 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés , domiciliée, 282 boulevard Saint Germain 75 007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/632/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Oumellil Sonia

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001343-5 déposée le 12 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Oumellil Sonia contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/633/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Orange

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le jugement n°1803196 du Tribunal Administratif du 20 février 2020 annulant le titre exécutoire n°501591 du 28 novembre 2017 émis par la Métropole à l'encontre de la SA Orange au titre de redevances d'occupation du domaine public pour des tranchées de télécommunication .

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/634/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat des copropriétaires Lou Pantaï

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002730-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 20 mars 2020, par le syndicat des copropriétaires Lou Pantaï, demandant l'annulation entière de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/635/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Finareal

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002814-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 23 mars 2020, par la société Finareal, demandant l'annulation entière de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/636/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI 283 M**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002923-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 27 mars 2020, par la SCI 283 M, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/637/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Ammar Nathalie

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°2002922-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 27 mars 2020, par Madame Nathalie Ammar demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/638/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Idini Michel

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001327-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 16 février 2020, par Monsieur Michel Idini, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/639/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SADE - compagnie générale de travaux d'hydraulique**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906946 déposée le 5 août 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la Société SADE - compagnie générale de travaux d'hydraulique , contestant l'émission du titre 000193 d'un montant de 6000 euros émis le 6 juin 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence en application de pénalités dans le cadre d'un marché de travaux d'extensions , de renouvellement et d'interventions urgentes sur les réseaux sanitaires de la commune de Marseille et sur les réseaux pluviaux de la Métropole.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée 282, Boulevard Saint Germain, 75 007 PARIS

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/640/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Carrefour France**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001292 déposée le 13 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019 par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de Marseille pour un montant de 18 784 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/641/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Solola Evènement

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000801-3 déposée le 30 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Solola Evènement sollicitant l'annulation de l'avis de somme à payer émis le 3 décembre 2019 à son encontre d'un montant de 24 078, 36 euros dans le cadre des prestations réalisées lors de la manifestation Red Bull Crashed ice.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL UGGC Avocats, domiciliée, 3-5 rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/642/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Proxi**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001294 déposée le 13 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019 par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de Marseille pour un montant de 4 910 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002 .

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/643/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Proxi

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001293 déposée le 13/02/2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019 par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de Marseille pour un montant de 6 312 euros.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002 .

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/644/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Property**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001299 déposée le 13 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019 par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de MARSEILLE pour un montant de 6 327 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/645/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Carrefour**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001297 déposée le 13 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019, par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de Marseille pour un montant de 195 186 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002 .

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/646/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement d'avocats SINDRES/VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Philippe Izquierdo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002695-1 déposée le 20 mars 2020 devant le Tribunal Administratif par Monsieur Jean-Philippe Izquierdo, visant à déclarer la Métropole responsable de différents chefs de préjudices subis suite à une décision de révocation illégale et sollicitant la condamnation de la Métropole à hauteur de 39 968 euros.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement d'avocats Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SCP d'avocats Vedesi domiciliée 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement d'avocats Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/647/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête enregistrée sous le numéro 2003674 au greffe du Tribunal Administratif de Marseille le 11 mai 2020, par la Société Bronzo qui demande l'annulation du rejet implicite de son mémoire de réclamation tendant au remboursement des sommes de 61 800 euros et 32 000 euros qui ont fait l'objet d'une compensation irrégulière avec deux factures émises par eux d'un montant respectif de 256 915,86 euros et de 482 114,77 euros dans le cadre de l'exécution du marché de propreté urbaine et de collecte des déchets ménagers et assimilés.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SCP Avocats Seban et Associés, 282, Boulevard Saint Germain, 75 007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/648/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-François Martin

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1909968-5 déposée le 22 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Jean-François Martin, demandant l'annulation de la décision du 1er juillet 2019 de retrait de l'autorisation d'occupation du poste à flot se fondant sur l'article 12 de l'annexe n°1 du Règlement Particulier de Police des Ports.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par UGGC Avocats, domicilié, 3-5 rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/649/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Immobilière Carrefour

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2001295 déposée le 13 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille suite au rejet de la réclamation du 4 décembre 2019, par la Direction Générale des Finances Publiques de Marseille de demande de dégrèvement de la totalité de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au titre de l'Année 2017 pour la commune de Marseille pour un montant de 211 061 euros.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi, domiciliée 28, rue d'Enghien Lyon 69 002.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/650/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Vedesi-Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Heddadi Ahmed

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1705086 rendu le 14 janvier 2020 par le Tribunal Administratif de Marseille prononçant l'annulation de la décision du 10 mai 2017, prononçant la prise en charge des soins et arrêts maladies au titre de la maladie ordinaire suite à son accident de travail survenu le 10 juillet 2014.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Vedesi-Sindres, dont le mandataire est la SCP d'avocats Vedesi, domiciliée, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Vedesi-Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/651/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Quincaillerie Aixoise**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2000202 déposée le 13 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Quincaillerie Aixoise sollicitant l'annulation de la procédure de passation de l'accord cadre ayant pour objet la fourniture d'outillages et consommables pour les ateliers techniques et les machines-outils.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés , domiciliée , 282 boulevard Saint Germain 75007 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/652/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Provansal - D'journo - Guillet et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Fiorito Nathalie**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation signifiée devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence le 14 février 2020 par Madame Fiorito Nathalie agent métropolitain contre la mutuelle Saint-Christophe à la suite de son accident de la circulation survenu le 11 août 2019.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Provansal - D'journo - Guillet et Associés, domiciliée au 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

##### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Provansal - D'journo - Guillet et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.



**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/653/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité d'intervenant volontaire dans l'affaire qui oppose la société Free mobile à la commune de Gignac-la-Nerthe**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° 2003087 déposée le 8 avril 2020 devant le Tribunal Administratif, de Marseille par la société Free Mobile à l'encontre de la mairie de Gignac La Nerthe pour contester une décision d'opposition à déclaration préalable délivrée le 11 février 2020 par le maire de Gignac La Nerthe (13180) pour la construction d'une antenne relais de téléphonie mobile sur un terrain de sa commune.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/654/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité d'intervenant volontaire dans l'affaire qui oppose la société Free mobile à la commune de Gignac-la-Nerthe**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003520 en référé suspension de l'exécution de la décision du 11 février 2020 du maire de Gignac La Nerthe s'opposant à la construction d'une antenne relais de téléphonie mobile sur un terrain de sa commune enregistrée le 4 mai 2020 au greffe du Tribunal Administratif de Marseille par la société Free Mobile.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat à pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/655/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Orange

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° 2001606 déposée le 20 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Orange qui demande l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI du Conseil de Territoire Marseille- Provence en ce qu'il fait obstacle à l'implantation des antennes de téléphonie mobile dans les zones UBp et Ns et soumet leurs implantations dans les autres zones à des obligations restrictives de hauteur quand on ne peut utiliser un support existant.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/656/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bouygues Telecom**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° 2001576 déposée le 19 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Bouygues Télécom qui demande l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI du Conseil de Territoire Marseille-Provence en ce qu'il fait obstacle à l'implantation des antennes de téléphonie mobile dans les zones UBp et Ns et soumet leurs implantations dans les autres zones à des obligations restrictives de hauteur quand on ne peut utiliser un support existant.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/657/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société SFR**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° 2001573 déposée le 19 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société SFR qui demande l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, approuvant le PLUI du Conseil de Territoire Marseille Provence en ce qu'il fait obstacle à l'implantation des antennes de téléphonie mobile dans les zones UBp et Ns et soumet leurs implantations dans les autres zones à des obligations restrictives de hauteur quand on ne peut utiliser un support existant.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée, 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/658/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Free**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N°2001605 déposée le 20 février 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la société Free qui demande l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI du Conseil de Territoire Marseille- Provence en ce qu'il fait obstacle à l'implantation des antennes de téléphonie mobile dans les zones UBp et Ns et soumet leurs implantations dans les autres zones à des obligations restrictives de hauteur quand on ne peut utiliser un support existant.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, domiciliée 71, boulevard Saint Michel 75 005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

**Décision n° 20/659/D**

**Décision d'ester en justice - Désignation du groupement d'avocats SINDRES/VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux époux Zanetti**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002756 déposée le 25 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par les époux Zanetti demandant l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUi du Conseil de Territoire Marseille- Provence en ce qu'il a maintenu le classement en EBC d'une partie de leur terrain à Marseille.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement d'avocats Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée , 40 rue Edouard Delanglade.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement d'avocats Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/660/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du groupement d'avocats SINDRES/VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Adrien Rablat**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002926 déposée le 28 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Adrien Rablat demandant l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUi du Conseil de Territoire Marseille-Provence pour erreur manifeste d'appréciation de maintenir son terrain à Marseille en zone UM1 au PLUi car la nouvelle définition de la zone UM1 dans le PLUi interdit toute nouvelle construction à usage d'habitation alors qu'auparavant elle permettait une construction limitée.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement d'avocats Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée , 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

##### **Article 2 :**



Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification . Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/661/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du groupement d'Avocats Sindres / Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Jennifer Attanasio**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2002929 déposée le 28 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Madame Jennifer Attanasio demandant l'annulation de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI du Territoire Marseille-Provence pour erreur manifeste d'appréciation quant au classement de son terrain sur la commune de Ceyreste en zone Nh du PLUi.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement d'Avocats Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 , rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement d'avocats Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/662/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Silim Environnement

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°2002931-3 déposée au Tribunal Administratif de Marseille , le 1<sup>er</sup> avril 2020 par la société Silim Environnement titulaire du marché de mise à disposition de la plateforme des Aygalades pour les années 2014-2018 demandant la condamnation de la Métropole à lui verser une provision de 481 869 ,12 euros.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/663/D

**Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites d'un ouvrage de protection hydraulique situé entre l'impasse Florian et l'avenue Bardon 13010 Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi par PROVJURIS le 25 mai 2020.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats, domicilié 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/664/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation du Groupement Sindres - Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Michèle Gauci-Marois**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de Madame Michèle Gauci-Marois enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 28 janvier 2020 (dossier TA n° 2000744-4), demandant l'annulation de la délibération n° 128-4945/18/CM du 13 décembre 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'attribution d'une indemnité de conseil à Mme Michèle Gauci-Marois, Administrateur des Finances Publiques Adjoint, au poste de comptable de Salon-de-Provence.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 2000744-4, et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement Sindres - Vedesi 40 Rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au Groupement Sindres - Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/665/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans deux affaires qui l'opposent à Monsieur Frédéric Broche**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en annulation n°2000951-1 et la requête en référé suspension n°2001022-1 déposées devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Frédéric Broche respectivement les 4 février 2020 et 7 février 2020, et dirigées contre la décision implicite de rejet de sa demande, reçue le 30 octobre 2019, tendant d'une part, à son reclassement dans un poste compatible avec son état de santé et d'autre part, à la reconnaissance de l'imputabilité au service de sa pathologie.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans les affaires n°2000951-1 et n°2001022-1 par la SELAS Adamas Affaires Publiques, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/666/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP D'avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°200056 déposée le 10 janvier 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille l'encontre des avis de sommes à payer n°239 d'un montant de 10 000 euros au titre des pénalités de collecte pour le mois d'avril 2019 et n°6787 d'un montant de 7000 euros au titre des pénalités de propreté pour le mois d'avril 2019 .

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 , boulevard Saint Germain 75 007 Paris .

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/667/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Philippe et Brigitte Cherrier

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° 2003327 déposée le 20/04/2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par les époux Cherrier qui demandent l'annulation partielle de la délibération URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUI du Conseil de Territoire Marseille-Provence en ce qu'il a maintenu en vigueur 5 des 7 fenêtres constructibles et en a créé une 6<sup>e</sup> au sein de l'espace boisé dans lequel s'inscrit le bâtiment dénommé Le Cénacle à proximité immédiate de leur propriété située 22, boulevard Georges Estrangin à Marseille.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5, rue Boussairolles 34 0000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/668/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Verdi Ingenierie Mediterranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1908967 déposée le 19 octobre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille , par la société Verdi Ingenierie Mediterranée en opposition au titre exécutoire 229 qu'elle a réceptionné de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 août 2019, d'un montant de 15 000 euros relatif au paiement de pénalités pour non-remise de documents d'un marché d'études dans les délais contractuels.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés, domiciliée, 282 Boulevard Saint-Germain 75007 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/669/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Aéroport Marseille Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003329-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 21 avril 2020, par la société Aéroport Marseille Provence, demandant l'annulation entière de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71, boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/670/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet SELARL Valadou- Josselin et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Roland Pratiffi**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1908930 déposée le 16 octobre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Roland Pratiffi sollicitant l'exécution du jugement n°1703570 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille, du 13 septembre 2018 ainsi que la suppression sur les documents graphiques du P.L.U. de l'emplacement réservé annulé et le classement de la parcelle BM 172 en zone UC.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet SELARL Valadou – Josselin et Associés.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet SELARL Valadou – Josselin et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/671/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Axima Concept**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 2003186-3 déposée par la société Axima Concept le 27 mars 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant la condamnation de la Métropole, ou à défaut la Soléam, à leur verser le solde du marché de travaux de construction de bâtiments logistiques d'un marché aux fleurs, et de démolition de bâtiments sur le marché d'intérêt national des Arnavaux – Marseille 14<sup>ème</sup>, soit la somme de 36 312,61 euros TTC, assortie des intérêts moratoires prévus à l'article 5.1 du CCAP ainsi que la somme de 22 007,81 euros TTC correspondant au préjudice subi du fait de l'allongement fautif du marché, assortie des intérêts moratoires prévus à l'article 5.1 du CCAP.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats, domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/672/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (AIRE)**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1909516-2, déposée le 5 novembre 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille par l'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (AIRE), tendant à l'annulation du permis de construire n°PC 13 047 19 G0011, délivré le 26 juin 2019 par le maire d'Istres à la société RSS 130 Istres, et aux termes de laquelle l'association requérante soulève, par voie d'exception, l'illégalité de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, approuvée par la délibération n°URB 013-6003/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole .

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans l'affaire n°1909516-2 par la SELARL Parme Avocats, 12 boulevard de Courcelles, 75017 Paris.



**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI La Source**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la requête n°2004208 déposée par la SCI La Source devant le Tribunal Administratif de Marseille le 4 juin 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence, en tant qu'elle a classé une partie de la parcelle AA0324 située sur la commune de Plan de Cuques en EBC.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/674/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP D'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Commune de Fos-Sur-Mer**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1706788 présentée le 28 septembre 2017 par la Commune de Fos-sur-Mer devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la décision du 12 mai 2017 par laquelle le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence a réparti les crédits de la dotation d'investissement entre les communes de ce territoire ;
- Le jugement n°1706788-1 du 3 mars 2020 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la requête de la Commune de Fos-sur-Mer ;
- La requête n°20MA01743 déposée par la Commune de Fos-Sur-Mer devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 3 mai 2020 demandant l'annulation du jugement n°1706788-1 du Tribunal Administratif de Marseille du 3 mars 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°20MA01743 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP D'Avocats Seban et Associés, 282 Boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP D'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Juillet 2020

## Décision n° 20/675/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la CP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant le syndicat des copropriétaires du bâtiment H du Parc Kalliste à Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 11 avril 2018 devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille aux fins de désignation d'un expert chargé de constater l'état de carence du syndicat des copropriétaires du bâtiment H du Parc Kalliste situé dans le 15ème arrondissement de Marseille ;
- L'ordonnance de référé rendue le 29 juin 2018 ordonnant l'expertise de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'habitation et désignant Messieurs Laurent Fergan et Richard Carta en qualité d'expert ;
- Le rapport d'expertise de Monsieur Laurent Fergan rendu le 27 décembre 2018 ;
- Le rapport d'expertise de Monsieur Richard Carta rendu le 17 décembre 2019 ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède & Associés, domiciliée, 69 rue Sainte- 13006 Marseille, afin de solliciter la déclaration de l'état de carence.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Bérenger-Blanc-Burtez-Doucède & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/676/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bonnefoy

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003232 déposée par Monsieur Bonnefoy le 10 avril 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant d'une part l'annulation du titre exécutoire n° 75013-2020-14-48 d'un montant de 1613.77 euros correspondant à un trop perçu et d'autre part contestant le non renouvellement de son contrat.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

##### Article 2 :



Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

**Article 4:**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020**

## Décision n° 20/677/D

### Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Groupe Chailan

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1802605 du Tribunal Administratif de Marseille du 3 décembre 2019 qui rejette la requête du Groupe Chailan demandant l'annulation du marché conclu le 25 janvier 2018 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement d'entreprises La Compagnie des Forestiers / Provence Environnement ;
- La requête du Groupe Chailan enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23 janvier 2020 (dossier C.A.A. n° 20M00272), demandant l'annulation du jugement n° 1802605 rendu le 3 décembre 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°20M00272, et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Parme Avocats 12 Boulevard de Courcelles - 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juillet 2020

## Décision n° 20/678/D

**Désignation du cabinet Charrel & Associés pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Recours indemnitaire devant le Tribunal administratif de Marseille, tendant à obtenir réparation du préjudice subi en conséquence des désordres affectant un ascenseur du Stade Maurice David à Aix-en-Provence**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1704588 présentée par la SPLA Pays d'Aix Territoires contre Hall Expo et autres, en qualité de maître d'ouvrage délégué de la Métropole, devant le Tribunal Administratif de Marseille demandant de prescrire une expertise afin de décrire les désordres et dysfonctionnements affectant l'ascenseur et la cage et fosse d'ascenseur de la tribune Est du complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence ;
- L'ordonnance du 6 octobre 2017 désignant Monsieur Guy Espinosa en qualité d'expert ;
- Le rapport d'expertise judiciaire rendu le 20 avril 2019.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'intenter un recours indemnitaire devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Charrel & Associés.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Charrel & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/679/D

### Désignation de la SELAS Adamas Affaires Juridiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Fernandez Dominique

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2003596 présentée par Monsieur Dominique Fernandez devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a rejeté son recours gracieux du 27 février 2020 demandant de réexaminer sa situation administrative, de le réintégrer, de reconstituer sa carrière et de l'indemniser au titre des préjudices financier et moral qu'il aurait subis du fait du non renouvellement du Contrat à Durée Déterminée qui le liait à la Métropole, d'autre part à ce qu'il soit enjoint à la Présidente de la Métropole de procéder au réexamen de sa situation administrative, enfin, à ce qu'une somme de 2000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires publiques – 55 boulevard de Brotteaux – 69455 Lyon.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juillet 2020

## Décision n° 20/680/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons, des lots 124, 137 et 277 situés Raccourci le Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons, cadastrés AK 107 à 110 appartenant aux Consorts Ferrasse - Petit - Olive.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article 55 de la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8265/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 instaurant la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020



- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 20 M0052 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 20 mai 2020 portant aliénation des lots 124, 137 et 277 situés sur les parcelles cadastrées AK 107 à 110 sis Raccourci le Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant aux Consorts Ferrasse– Petit – Olive.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de Préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à accroître sa production de logements locatifs sociaux par an et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété des lots 124, 137 et 277 représentant vingt neuf dix millièmes deux cent dix d'une superficie carrez de 73,19 m<sup>2</sup>, dépendant d'un immeuble sis sur les parcelles cadastrées section AK n°107 à 110 d'une contenance cadastrale de 38 859 m<sup>2</sup> sis Raccourci le Pré de l'Aube, 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant aux Consorts Consorts Ferrasse– Petit – Olive.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020

## Décision n° 20/681/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) de biens et droits immobiliers situés au 7 rue Xavier Progin à Marseille 4ème arrondissement, cadastrés 815 E 0041 appartenant à L'Immobilière MICAPAR**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8265/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie de Marseille le 10 avril 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 4ème arrondissement, 7 rue Xavier Progin, sur une parcelle cadastrée 815 E 0041 et appartenant à L'Immobilière MICAPAR.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que cette délégation du Droit de Préemption Urbain (DPU) au profit de l'Etablissement Public Foncier PACA s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-Ville ;
- Que l'article 2.1 de l'avenant n°2 à la convention précitée prévoit qu'à titre exceptionnel, si une acquisition ponctuelle permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs du projet se présente en dehors du périmètre initialement fixé par la convention du 2 mars 2017, la décision d'acquérir de l'EPF avec l'accord de la Métropole et de la Ville, et sans modifications des autres dispositions de la convention, vaudra évolution des périmètres.
- Que l'opération Grand Centre-Ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020**

- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements et/ou de locaux d'activités.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la pleine propriété d'un immeuble en R+2 d'une surface utile de 660 m<sup>2</sup> sis sur la parcelle cadastrée 815 E41 d'une contenance cadastrale de 355 m<sup>2</sup>, situé au 7 rue Xavier Progin à Marseille 4ème arrondissement appartenant à la SCI L'Immobilière Micapar.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juillet 2020

## Décision n° 20/688/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur (EPF PACA) de biens et droits immobiliers situés au 4 Rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement cadastrés 802 C 155 appartenant aux Consorts Pelissier.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM en date du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 22 mai 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 1er arrondissement, 4 rue Beaumont, sur une parcelle cadastrée 802 C 155 et appartenant aux Consorts Peéissier .

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-ville ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville en matière de production de logements et de locaux d'activité.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur pour l'acquisition de la pleine propriété du lot de copropriété numéro 2, représentant 30/1000èmes de copropriété dans l'immeuble, sis sur la parcelle cadastrée 802 C 155, d'une contenance cadastrale de 144 m², situé au 4 rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Pelissier.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

## Décision n° 20/689/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur (EPF PACA) d'un immeuble situé au 2 Rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement cadastré 802 C 158 appartenant aux Consorts Pelissier.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;



- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 22 mai 2020, portant aliénation d'un immeuble situé à Marseille 1er arrondissement, 2 rue Beaumont, sur une parcelle cadastrée 802 C 158 et appartenant aux Consorts Pelissier.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix- Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-ville ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m<sup>2</sup> d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville en matière de production de logements et de locaux d'activités.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur pour l'acquisition de la pleine propriété de l'immeuble d'une surface utile de 475 m<sup>2</sup>, sis sur la parcelle cadastrée 802 C 158, situé au 2 rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Pélissier.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

## Décision n° 20/690/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Bouilladisse pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AP 72 et AP 83 situé 7 chemin de la Tour appartenant à Monsieur et Madame Elouni-Essalami Mohamed**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 102/2017 du 28 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de La Bouilladisse approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- La délibération n° 103/2017 du 28 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de La Bouilladisse instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U et AU de son territoire ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Bouilladisse le 10 mars 2020 enregistrée sous le numéro IA 13016 20 M0021 portant aliénation des parcelles cadastrées section AP72 et AP83, soit un terrain de 229 m<sup>2</sup> et une maison de ville d'une surface habitable de 95 m<sup>2</sup> sis 7 Chemin de la Tour, appartenant à Monsieur et Madame Elouni-Essalami Mohamed.

- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 relative à la suspension des délais pendant la période en matière d'urbanisme pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de La Bouilladisse soit un terrain de 229 m² avec une maison de ville d'une surface habitable de 95 m² à usage d'habitation, cadastrés section AP72 et AP83, classés en zone UAh2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 28 décembre 2017, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'un projet de réalisation de parking de proximité sur le Hameau des Boyers ;
- Que ce secteur très dense, composé pour sa plus grande partie de maisons de ville, présente un déficit en stationnement pouvant perturber le fonctionnement du hameau. La réalisation de ce parking permettrait d'améliorer sensiblement cette situation.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de La Bouilladisse pour l'acquisition des parcelles cadastrées section AP72 et AP 83, sises 7 Chemin de la Tour, appartenant à Monsieur et Madame Elouni-Essalami Mohamed.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

## Décision n° 20/691/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons des lots n°282 et 296 sis Résidence Les Collines, Quartier Pré de l'Aube - 13240 Septèmes-les-Vallons cadastrés AO 51 et 53 à 66 appartenant à Monsieur Arnaudo Guy.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 9 juin 2020 enregistrée sous le numéro 01310620 M0062 portant aliénation des lots n°282 et 296 pour une superficie totale habitable de 72,87 m<sup>2</sup>, sis Résidence Les Collines, Quartier Pré de l'Aube - 13240 Septèmes-les-Vallons cadastrés AO 51 et 53 à 66 d'une superficie totale de 36309 m<sup>2</sup> appartenant à Monsieur Arnaudo Guy.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du code de l'Urbanisme consistant d'une part à accroître sa production de logements locatifs sociaux par an et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété des lots 282 et 296 représentant trente et un dix millièmes d'une superficie carrez de 72,87 m<sup>2</sup>, dépendant d'un immeuble sis sur les parcelles cadastrées section AO n°51 et 53 à 66 d'une contenance cadastrale de 36 309 m<sup>2</sup> sis Quartier du pré de l'Aube, Les collines, 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant Monsieur Arnaudo Guy.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020**

## Décision n° 20/701/D

### **Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune d'Aubagne pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 2 et 4 Rue Laget appartenant à la SCI Glayves**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 001-221116 du 22 novembre 2016 du Conseil Municipal de la Commune d'Aubagne approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- La délibération n° 004-221116 du 22 novembre 2016 du Conseil Municipal de la Commune d'Aubagne instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la zone définie par le plan annexé à la délibération ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aubagne le 19 mai 2020 enregistrée sous le numéro IA 13005 20 M0126 portant aliénation des parcelles cadastrées section AD111 et AD112, soit un immeuble à usage commercial et d'habitation d'une surface utile totale de 400 m<sup>2</sup>, sis 2 et 4 Rue Laget, appartenant à la SCI Glayves ;

- La demande de Monsieur Gérard GAZAY, Maire de la Commune d'Aubagne, en date du 18 juin 2020, sollicitant la Métropole afin que le droit de préemption lui soit délégué ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 relative à la suspension des délais pendant la période en matière d'urbanisme pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune d'Aubagne soit un immeuble composé de 4 appartements, d'un local à usage d'habitation non aménagé, et de deux locaux commerciaux, d'une surface utile totale de 400 m², cadastré section AD111 et AD112, classés en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 22 Novembre 2016, dans un secteur de diversité commercial à préserver, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre à la Commune, indépendamment du caractère historique dudit immeuble situé en face de l'Hôtel de Beausset, la maîtrise de l'offre et de la diversité commerciale dans ce secteur du centre-ville.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Commune d'Aubagne pour l'acquisition des parcelles cadastrées section AD111 et AD112, sises 2 et 4 Rue Laget, appartenant à la SCI GLAYVES.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020



## Décision n° 20/702/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Saint Savournin pour l'acquisition d'un bien situé 14 Place Neuve appartenant aux Consorts Reinier**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CM2017-42 du 5 décembre 2017 du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Savournin approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- La délibération n° CM2017-44 du 5 décembre 2017 du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Savournin instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U et AU de son territoire ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint Savournin le 12 mai 2020 enregistrée sous le numéro IA 13101 20 M0010 portant aliénation d'un immeuble d'une surface habitable de 80 m² cadastré AL144, sis 14 Place Neuve, appartenant aux Consorts Reinier ;

- Le courrier de Monsieur Rémi Marcengo, Maire de la Commune de Saint Savournin, du 9 juin 2020, sollicitant la Métropole afin que lui soit délégué le droit de préemption ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;
- L'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 relative à la suspension des délais pendant la période en matière d'urbanisme pendant la période d'urgence sanitaire.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de Saint Savournin soit un immeuble d'une surface habitable de 80 m<sup>2</sup> à usage d'habitation, cadastré AL144, classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 5 décembre 2017, concerné par un emplacement réservé n° L10 (programme de réalisation de logements locatifs sociaux – bénéficiaire : la Commune), ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre et le développement de la politique locale de l'habitat menée par la commune.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Saint Savournin pour l'acquisition de l'immeuble d'habitation cadastré AL144, sis 14 Place Neuve, appartenant aux Consorts Reinier.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2020

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2020